

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

US NAVY

Face à la crise et à la marche à la guerre

**Textes
et discussions
du 55^e congrès
de Lutte ouvrière**

Au sommaire de ce numéro

Le 55 ^e congrès de Lutte ouvrière	1	Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)	42
Crises, guerres et recherches d'alliances	2	Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)	45
La situation aux États-Unis	8	The Spark (États-Unis)	47
Le Moyen-Orient à l'heure de la barbarie impérialiste	12	Workers' Fight (Grande-Bretagne)	50
Ukraine-Russie: une guerre qui n'en finit pas	15	Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)	52
La situation en France	18	Lutte ouvrière Arbeidersstrijd (Belgique)	54
Discussions sur les textes d'orientation	24	L'Internazionale (Italie) Derrière les fanfaronnades de Meloni	55
Les relations Chine-États-Unis	24	Sınıf Mücadelesi (Turquie)	58
Sur le Moyen-Orient	27	Lutte ouvrière (La Réunion)	59
Sur la situation en France	30		
Conclusions	34		
Interventions des groupes invités	40		
Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)	40		

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087

BIC PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 – 93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Le 55^e congrès de Lutte ouvrière

Le 55^e congrès de Lutte ouvrière s'est tenu en région parisienne les 6 et 7 décembre 2025. Il a été l'occasion de faire le bilan de la situation politique en France et dans le monde, marquée notamment par l'évolution guerrière. Il a aussi permis à l'ensemble des militants de faire le bilan de leur activité et d'élire la direction qui aura la responsabilité de l'organisation au cours de l'année.

Deux textes d'orientation étaient soumis à la discussion et au vote des délégués :

« Crises, guerres et recherches d'alliances », portant sur la situation internationale, en particulier sur la crise, sur les relations entre les États-Unis et la Chine, sur la situation en Russie-Ukraine et au Moyen-Orient.

« La situation en France », consacré à la politique intérieure.

Ces deux textes, que nous publions dans ce numéro de *Lutte de classe*, ont été adoptés à l'unanimité, ce qui témoigne de la cohésion politique de notre organisation.

Les principales discussions ont porté sur la marche vers la guerre, en France et dans le monde. Le massacre des Palestiniens de Gaza, la poursuite de la colonisation de la Cisjordanie par l'État d'Israël et la sinistre paix des cimetières du plan Trump ont fait l'objet de nombreux échanges, tout comme la poursuite de la guerre en Ukraine et la montée des tensions entre les États-Unis et la Chine. En France, l'augmentation du budget de l'armement, le rétablissement du service militaire et les postures belliqueuses des dirigeants français illustrent quelles menaces l'évolution du système capitaliste comporte pour l'avenir.

Lutte ouvrière présentera des listes dans quelque 250 villes aux élections municipales des 15 et 22 mars 2026, en particulier dans les plus grandes agglomérations du pays. Nos lecteurs trouveront sur notre site Internet l'ensemble des communes où nous constituons actuellement des listes « Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs ». Le congrès a également décidé, en cas d'élections législatives anticipées, de présenter des candidats dans l'ensemble du pays. De même, il a décidé qu'à l'élection présidentielle de 2027, Nathalie Arthaud se portera candidate au nom de Lutte ouvrière.

Par ailleurs, de nombreux groupes invités, liés à notre tendance internationale l'Union communiste internationaliste (UCI), ont pris la parole pour évoquer la situation et leur activité là où ils militent : Grande-Bretagne, Guadeloupe et Martinique, Côte d'Ivoire, États-Unis, Italie, Allemagne, Belgique, Turquie et île de La Réunion. Sont également intervenus nos camarades de l'OTR, l'organisation de l'UCI à Haïti. En dépit des gangs, de l'arrêt du trafic aérien à Port-au-Prince et de bien d'autres difficultés qu'ils ont dû surmonter, deux militants de l'OTR ont réussi à venir assister à notre congrès.

9 décembre 2025



Crises, guerres et recherches d'alliances

Aucune des deux guerres majeures actuelles n'a trouvé ne serait-ce qu'un début de solution dans l'année écoulée.

LA GUERRE EN UKRAINE

Malgré l'agitation désordonnée de Trump, malgré sa rencontre avec Poutine en Alaska, la guerre continue entre la

Russie et l'Ukraine soutenue par l'OTAN. Elle est une catastrophe pour les deux peuples rien que par sa durée et ses conséquences directes : un nombre de morts dépassant plusieurs centaines de milliers de chaque côté ;

l'accroissement du nombre de blessés et d'invalides, ainsi que les destructions de bâtiments et d'infrastructures ; ou les conséquences indirectes : la chute de la production des zones impliquées dans les combats et de celles qui sont bombardées ; l'économie de guerre, l'exil de millions de personnes côté ukrainien comme côté russe.

Ni Poutine ni les puissances impérialistes regroupées dans l'OTAN ne sont pressés d'en finir.

Durant la guerre, cependant, les affaires continuent. Pendant les opérations militaires, des multitudes de propriétés – terres agricoles, usines encore debout, mines, banques – ont continué de changer de propriétaires (souvent au profit d'Occidentaux).

À l'issue de cette guerre – issue sans cesse repoussée sine die –, l'État ukrainien, ou du moins ce qu'il restera sous la souveraineté ukrainienne, se retrouvera endetté jusqu'au cou. D'après *Le Monde* (11 juillet 2025), le coût estimé de la reconstruction de l'Ukraine, sur la prochaine décennie, serait de 524 milliards de dollars. La partie du territoire qui lui restera juridiquement soumise sera entièrement dépendante de l'impérialisme et de ses capitaux.

CONTRE «L'UNION SACRÉE»

À notre congrès de 2022, sous le titre « La guerre en Ukraine, une étape majeure dans l'escalade vers la troisième guerre

REUTERS



Échange de corps de soldats tués, entre Russes et Ukrainiens, à la frontière, en juin 2025.

mondiale », nous avons situé ce conflit dans le contexte de la généralisation des guerres.

Nous avons alors résumé dans la motion ci-dessous la politique que nous proposons aux travailleurs conscients :

« La guerre en Ukraine opposant les puissances impérialistes de l'OTAN à la Russie avec la peau du peuple ukrainien, mais aussi celle du peuple russe, menace le monde entier d'une déflagration généralisée. [...] »

Les peuples ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie impérialiste, ses hommes politiques, ses états-majors qui [...] préparent méthodiquement l'embrassement général par l'accumulation d'armes et par la mise au pas des populations. Les travailleurs devront s'opposer à la guerre [...], avec comme perspective la transformation de la guerre en guerre civile contre la bourgeoisie.

Les travailleurs conscients doivent refuser le mécanisme guerrier qui se met en place. Comme ils doivent refuser toute forme d'union sacrée derrière leur bourgeoisie et l'État qui défend les intérêts de cette dernière. Ils doivent se méfier de toute la propagande mensongère de la classe dominante. À commencer par [celle de] la défense de la patrie, alors que derrière ces mots, il n'y a que les intérêts de la classe capitaliste et des plus riches. »

Et notre motion de préciser dès décembre 2022 :

« Pour ce qui est de la guerre déjà présente en Europe, les travailleurs n'ont à prendre parti ni pour la Russie de Poutine, ni pour l'Ukraine de Zelensky sous la protection des puissances impérialistes. Ils doivent rejeter tous les clans politiques de la bourgeoisie impérialiste, ceux qui tiennent ouvertement un langage guerrier, comme ceux qui prétendent œuvrer pour la paix par des négociations. L'intérêt des travailleurs est de reprendre à leur compte, aussi bien ici, en France, qu'en Russie, en Ukraine, et partout où les masses sont angoissées par les préparatifs de la guerre généralisée, le slogan du révolutionnaire allemand Karl Liebknecht : « L'ennemi principal est dans notre propre pays ».

Seul le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et de la

domination de l'impérialisme sur le monde peut écarter la menace de la guerre mondiale, assurer des relations fraternelles entre les peuples et créer les conditions de leur collaboration pour le bien commun de l'humanité. »

**

Avant même que Poutine ait pu mettre la main sur une partie plus ou moins russophone de l'Ukraine, Trump, profitant de l'affaiblissement du Kremlin, s'est institué « parrain » d'une paix entre deux ex-républiques soviétiques, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Un fait passé presque inaperçu, mais qui rappelle que la décomposition de l'URSS a laissé une multitude de points chauds sur son ancien territoire.

LES GUERRES DU MOYEN-ORIENT

Quant à la guerre que l'État d'Israël mène contre les peuples du Moyen-Orient, elle a dépassé les cent ans depuis la déclaration du ministre britannique des Affaires étrangères Balfour, le 2 novembre 1917, qui avait pour la première fois envisagé de créer un État juif sous l'égide de l'impérialisme pour se substituer à ce qui avait été la mainmise de l'Empire ottoman sur la région jusqu'à la Première Guerre mondiale. Depuis 1948, date de la création de l'État d'Israël, ses dirigeants successifs acceptent

de jouer le rôle de gendarme des intérêts impérialistes contre les peuples de la région.

L'État hébreu ne pourrait mener sa politique agressive vis-à-vis de l'ensemble de la région sans le soutien indéfectible de l'impérialisme américain, même si ses intérêts spécifiques ne sont pas identiques à ceux des États-Unis, pas plus que ne le sont leurs préoccupations immédiates respectives.

L'agitation de Macron, flanqué d'autres puissances impérialistes d'Europe et du Canada, autour de la reconnaissance de deux États en Palestine est dérisoire.

Anciennes puissances coloniales dans la région, les impérialismes britannique et français en ont été écartés depuis longtemps et sont réduits au rôle de cinquième roue du carrosse !

LA DÉCOMPOSITION DE LA « FRANÇAFLRIQUE »

La bourgeoisie impérialiste française avait réussi, dans un premier temps, à garder la haute main sur son ancien empire colonial. Cette forme de survie de la domination française que l'on a nommée la « Françaflrique » a tout l'air de s'achever.

La rivalité entre groupements capitalistes est un des moteurs du partage du monde entre ces grands trusts et grandes puissances. Si certaines matières



Des soldats français quittent le Niger, le 22 décembre 2023.

premières dominaient à l'époque de la montée du colonialisme – charbon, coton, arachide, fer –, bien d'autres s'y sont ajoutées depuis. Même le pétrole n'avait pas la même cote il y a un siècle et demi que de nos jours.

Comme le constatait Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* : « Mais ce partage du globe entre deux trusts puissants n'exclut certes pas un nouveau partage, au cas où le rapport de force viendrait à se modifier (par suite d'une inégalité dans le développement, de guerres, de faillites, etc.). »

Le 26 février 1885, à la Conférence de Berlin, les richesses en uranium du sous-sol du Niger – dont la France commence à s'emparer en 1890 – n'avaient pas suscité de convoitises de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne ou des États-Unis. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

La découverte de nouvelles matières premières, voire de nouveaux usages grâce à l'avancée des sciences et des techniques, relance la compétition entre impérialismes concurrents.

Le grand capital américain remet en cause depuis un certain temps déjà le partage de l'Afrique issu de la Conférence de Berlin et de la curée qui suivit. Le recul de l'impérialisme français, la perte progressive ou brutale de son ex-pré carré colonial sont des expressions de la détérioration du rapport des forces entre l'Europe et l'Amérique. Elle peut rendre plus virulente la compétition, lui donner une expression militaire et, par là même, devenir un facteur aggravant de la crise économique.

L'IMPOSSIBLE STABILITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Les confrontations sporadiques entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire rappellent qu'il y a bien d'autres points chauds dont les protagonistes ne sont pas de petits États, mais des puissances disposant de moyens militaires considérables (y compris la bombe atomique !).

À l'instabilité économique provoquée par la crise s'ajoute

l'instabilité politique résultant de la politique de sanctions des États-Unis de Trump.

Les impératifs de la compétition économique se mélangent avec les impératifs politiques au point que l'on ne sait plus où commencent les uns et où finissent les autres.

TRUMP ET LA MONTÉE GÉNÉRALE DU PROTECTIONNISME

L'année a été marquée par la montée du protectionnisme. Trump en a été l'initiateur et principal artisan, du moins pour sa montée actuelle.

Il n'y a pas à s'étonner du protectionnisme des États-Unis. Tout en étant devenu l'impérialisme le plus puissant, ils ne l'ont jamais rejeté en tant qu'arme de combat. Faut-il rappeler que la guerre des Treize colonies anglaises d'Amérique du Nord contre la Grande-Bretagne (1775-1782) fut une guerre pour se protéger contre la mainmise de cette dernière jusqu'à, et bien au-delà, la conquête de l'indépendance américaine ? Trump n'a pas eu besoin d'inventer la chose.

Trump a réussi à imposer ses mesures protectionnistes. En face, les Européens se montrent lamentables. Ce n'est pas un hasard. Les différents pays de l'Union européenne se combattent entre eux autant qu'ils combattent les États-Unis. Ils s'opposent sur tout : les envois d'armes, voire le simple fait de savoir si les armes sont disponibles, les projets d'un avion de combat dit européen, etc.

La comédie que les dirigeants de l'UE jouent a été illustrée par l'épisode des négociations avec Trump au mois de juillet, à propos des droits de douane que les États-Unis allaient mettre en place. Les dirigeants de l'UE ont commenté leur capitulation comme une victoire sur l'air de « on paie, mais on a réussi à négocier de payer moins cher que ce qui était prévu » !

Trump tente de défendre les intérêts de la bourgeoisie américaine. Du côté des dirigeants européens, le problème est d'abord de se mettre d'accord entre eux.

Et, finalement, leurs négociations avec les États-Unis deviennent surtout des discussions entre eux sur la meilleure façon de se plier aux exigences américaines.

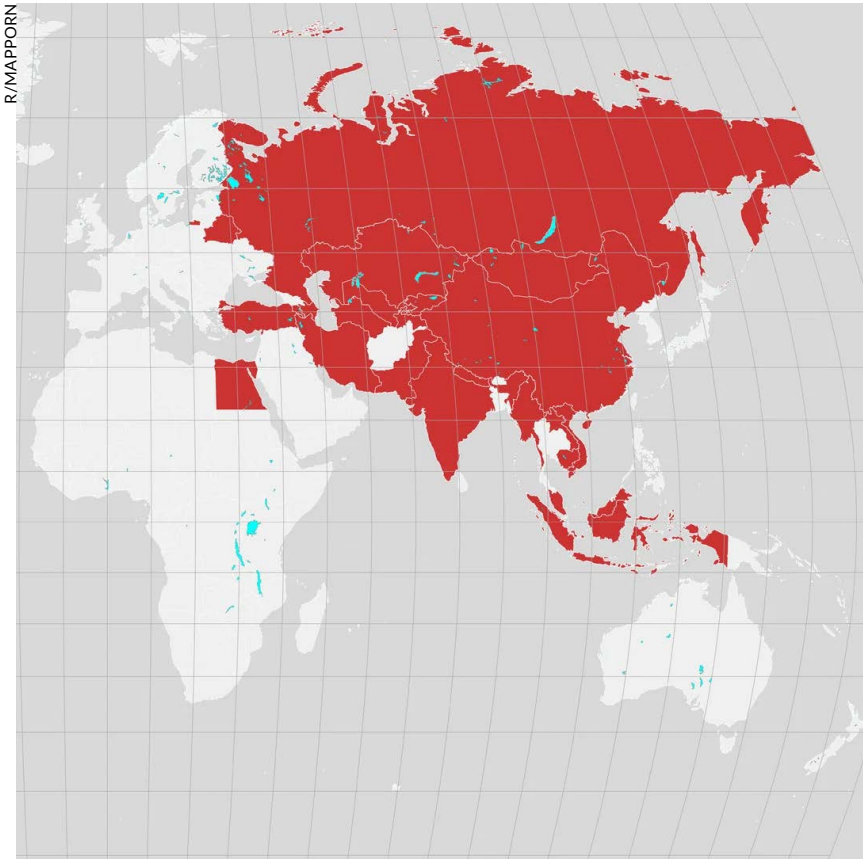
Rappelons que les premières protestations aux États-Unis contre nombre de mesures imposées par Trump venaient des grands possédants américains eux-mêmes. Si l'on est producteur d'oranges en Californie et que l'interdiction d'employer des immigrés clandestins tombe, on n'est pas content. Au point que certains se demandaient si Trump était devenu fou à gouverner contre ceux de sa classe.

À en juger par le constat rapporté par *Les Échos* des 14, 15 et 16 août 2025 : « *Le grand gagnant du bras de fer entre l'UE et les États-Unis n'en reste pas moins Boeing. Depuis le début de l'offensive commerciale tous azimuts engagée par D. Trump, les pressions exercées par Washington sur ses partenaires commerciaux ont permis à Boeing d'enregistrer 422 commandes et engagements d'achat, [...] en contrepartie de droits de douane allégés. Un score qui devrait valoir au président américain le titre de meilleur vendeur de Boeing de tous les temps.* »

Le protectionnisme de Trump entraîne celui de toutes ses victimes, ce qui peut perturber gravement le commerce mondial. Les Européens ont pris leurs propres mesures de rétorsion. Et tous les États sont devenus protectionnistes sans que cela entraîne, dans l'immédiat, une catastrophe pour le commerce mondial : « L'économie mondiale résiste au choc protectionniste de Trump », titrait même *Les Échos*. Et de commencer par dire « cela aurait pu être pire »...

Trump tape sur les doigts et il faut payer le prix pour accéder au marché américain. Les droits de douane imposés à ses concurrents, les autres puissances impérialistes, sont évidemment une charge, des handicaps supplémentaires pour ces dernières.

Ces droits de douane encaissés par l'État américain lui assurent un revenu supplémentaire. Les recettes douanières des États-Unis ont déjà doublé, passant de 90 milliards de dollars en 2024 à 257 milliards pour les onze premiers mois de 2025. De quoi



Les États réunis au sommet annuel de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), à Tianjin en août 2025.

permettre à l'État américain de disposer de plus de moyens financiers pour aider ses propres entreprises capitalistes et freiner son endettement. Par contre, ces rentrées ralentissent à peine son déficit budgétaire, qui était de 1780 milliards de dollars pour l'année fiscale achevée au 30 septembre 2025.

Autant la pression de la concurrence américaine a un effet dissolvant sur le peu d'union dont fait preuve la prétendue Union européenne, autant les autres grandes puissances, hors États-Unis et Union européenne, sont poussées à s'entendre entre elles pour contrer cette pression.

La récente grand-messe réunissant à Tianjin Poutine, Xi Jinping, l'Indien Narendra Modi, flanqués du Coréen du Nord Kim Jong-un et d'une vingtaine de dirigeants principalement d'Asie (Iran compris), sommet diplomatique accompagné d'une parade militaire, devait être le symbole de cette volonté. Comme l'écrivait le journal *Les Échos* : « Pour Xi Jinping, la photo finale des chefs d'État présents était belle. » Comme elle l'était pour Poutine qui avait l'air de sortir de son

isolement international.

Il y a été beaucoup question de « coopération et de bonne volonté » pour « un monde multipolaire juste et ordonné », c'est-à-dire non soumis aux seuls États-Unis de Trump.

L'ensemble représente certes un quart du PIB mondial et 40 % de la population mondiale. De quoi donner à cet ensemble un certain poids diplomatique. Mais ce n'est pas ce poids qui compte, c'est le rapport des forces économiques et militaires, lesquelles sont et restent en grande partie aux mains de l'impérialisme américain.

Tous les obstacles créés par cette remontée du protectionnisme pourraient ébranler le commerce mondial. Il faut dire que les périodes de relative prospérité de l'économie capitaliste se traduisent pour ainsi dire mécaniquement par un élargissement et un approfondissement de la mondialisation.

Quand les affaires marchent, les entreprises capitalistes multiplient les liens entre elles. Elles trouvent ailleurs que dans leur pays d'origine des clients, des fournisseurs, des sous-traitants.

Elles tissent des liens par-delà les frontières. C'est une tendance puissante.

Les discours sur la « souveraineté », quand ils ne sont pas des mots creux de politiciens mais se traduisent dans la réalité, sont le signe d'une évolution profondément réactionnaire, d'un retour en arrière.

Pour l'instant, on n'y est pas, ou pas encore. Le commerce mondial n'est pas en trop mauvais état. Mais on n'est pas au bout de la crise.

L'avenir de l'humanité n'est pas dans le morcellement, dans les barbelés, mais dans la disparition des frontières et la gestion en commun de notre planète par une économie planifiée sous le contrôle démocratique de la population.

Les États ont réagi à l'offensive protectionniste de Trump en trouvant d'autres trajectoires pour leurs produits. En outre, la Russie, ne pouvant plus vendre ses hydrocarbures à l'Allemagne comme avant – ou plus difficilement qu'avant –, est passée par l'Inde, et celle-ci est devenue d'un coup un exportateur de pétrole et de gaz ! L'Inde, devant les droits de douane américains, est maintenant poussée à se réconcilier avec la Chine, les grandes puissances régionales se rapprochent... La Chine a les moyens de se défendre. Elle a certaines positions fortes. Par exemple, ses terres rares, qu'elle peut non seulement extraire mais aussi transformer. Ce n'est pas comme le Nigeria, qui n'a pas les moyens de raffiner son propre pétrole...

Une forme de mondialisation s'achève, et la nouvelle se fractionne en fonction de l'évolution géopolitique.

« Le commerce mondial entre dans une nouvelle ère », titrait *Le Monde* du 2 août 2025, en ajoutant : « En imposant des droits de douane à de nombreux partenaires, les États-Unis prennent un virage protectionniste fort. Dans le reste du monde les échanges se régionalisent. »

Le Monde résume : « Un mur de taxes comme il n'en existait pas depuis les années 1930 : les droits de douane de la première puissance économique de la planète, qui étaient en moyenne de 2,5 % avant l'arrivée de D. Trump

à la Maison Blanche, devraient grimper aux alentours de 17 % en moyenne. L'offensive va avoir des répercussions sur les échanges mondiaux. Une nouvelle géographie du commerce extérieur américain se dessine déjà. » Et de préciser : « Un casse-tête qui donne l'avantage aux multinationales : elles ont les moyens d'ajuster leurs chaînes d'approvisionnement grâce à leurs usines dans le monde. »

Ce qu'on peut conclure de ces chiffres, c'est que l'économie américaine a les moyens de faire payer dans une certaine mesure les conséquences de la crise de l'économie mondiale à ses concurrentes. Mais pas les moyens d'atténuer la gravité de la crise elle-même.

Les crises font partie du fonctionnement même du capitalisme, de sa respiration. Elles sont l'expression de la contradiction entre le caractère illimité de la soif de profit de la classe capitaliste et les limites du marché.

Comme on peut en conclure que ces mêmes lois vont dans le sens de la concentration au profit des entreprises les plus puissantes.

Une autre expression est la mainmise croissante sur la vie économique des regroupements tels que les fonds de placement Blackstone, Apollo, KKR et BlackRock, surgis d'initiatives récentes mais qui tous résultent de la profonde nécessité de centraliser les capitaux.

L'économie capitaliste à l'époque de l'impérialisme décadent ne supprime pas les lois du capitalisme, mais en quelque sorte elle « socialise » la course au profit. Rien que les encours de BlackRock atteignent de nouveaux sommets, à 12 528 milliards de dollars. Une concentration sans précédent !

Marx et Engels, en 1848, écrivaient dans *Le Manifeste* : « Vous êtes saisis d'horreur parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais, dans votre société, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres. C'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour ces neuf dixièmes qu'elle existe pour vous. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une forme de propriété qui ne peut exister qu'à la condition que

l'immense majorité soit frustrée de toute propriété. En un mot, vous nous accusez de vouloir abolir votre propriété à vous. En vérité, c'est bien ce que nous voulons. »

MENACE DE CRISE FINANCIÈRE

Un autre problème menace l'économie capitaliste mondiale : celui d'une nouvelle crise financière.

Depuis le temps que la crise économique s'aggrave, il n'y a pas eu de crise financière majeure, aux conséquences comparables à celles de 1929. Bien qu'il y en ait eu plusieurs, plus ou moins graves.

La plus grande crise économique qu'ait connue le capitalisme jusqu'à présent est partie de la Bourse avant de devenir une crise bancaire et financière se généralisant à toute l'économie mondiale. Pour résumer le mécanisme de la crise de 1929 : la crise, partie des États-Unis, s'est généralisée parce que les capitalistes ont retiré leurs capitaux d'Allemagne et que l'effondrement économique de l'Allemagne a entraîné la généralisation de la crise.

Ce qui peut intriguer cette fois-ci, c'est que, jusqu'à présent, rien de ce genre ne s'est produit.

Cela dit, la presse commence à s'en inquiéter. *Le Monde* du 23 août annonce : « IA : les économistes s'inquiètent d'un risque de bulle financière ». Et d'en résumer

le mécanisme sous forme d'interrogation : « Des investissements mirobolants, des valorisations boursières extravagantes et trop peu de profits pour l'instant, à l'exception du fabricant de microprocesseurs Nvidia : la folie de l'intelligence artificielle est-elle en passe de se transformer en bulle financière ? »

On peut effectivement penser que l'IA pourrait se traduire en une catastrophe économique, du moins dans un premier temps. Une ribambelle de sociétés se sont créées, et des investisseurs ont massivement investi, soit pour créer des sociétés, soit pour racheter des actions. Leur problème est d'évaluer la rentabilité de l'IA et, suivant la réponse qu'ils donnent à cette question, ils achètent ou revendent. Pour le moment, cela monte à un tel niveau que les économistes comparent le phénomène avec ce qui s'est passé pour Internet au début.

On estime à des dizaines de milliards de dollars les sommes investies par les entreprises pour s'équiper en IA : mais pour l'instant, tout cela ne rapporte pas comparé aux sommes qui s'engouffrent dans la spéculation.

La prochaine crise financière viendra-t-elle de l'intelligence artificielle ou d'un des multiples instruments de spéculation – obligations, emprunts de grands États (avant tout les États-Unis), des monnaies virtuelles (bitcoin, etc.) – inventés, chaque fois, pour tenter de surmonter la crise précédente ?

Weather
Continued Rain

WITH YEAR 24 Pages

DECATUR EVENING HERALD

Decatur, Illinois, TUESDAY EVENING, October 29, 1929

THREE CENTS

WALL STREET IN NEW PANIC

LAKE FREIGHTER SINKS CLAIMING LIVES OF EIGHT
Coast Guardmen Fight Waves to Save 66 From Drowning
20 DISASTER IN WEEK
Captain of 40 Years Old Steamer Goes Down in Ship Plunderers

SENATOR BURTON, LONG LEADER OF OHIO POLITICS AND FRIEND OF PRESIDENT HOOVER IS DEAD
WASHINGTON, Oct. 28.—Senator Burton, of Ohio, died today at his home in Columbus, Ohio, after a long illness. He was 74 years old and had been a member of the Senate since 1914. He was a close friend of President Hoover and was known for his conservative views.

FEAR SAFETY OF AIR LINER WITH FIVE ON BOARD
Southwest joins in Second Great Search in Three Months
NEAR T. A. T. DISASTER

JOHN ROACH STRATON NOTED FUNDAMENTALIST AND PASTOR OF CALVARY CHURCH IS DEAD
CHICAGO, Oct. 28.—John Roach Straton, noted fundamentalist and pastor of the Calvary Church in Chicago, died today at his home. He was 74 years old and had been a member of the church since 1914. He was a close friend of President Hoover and was known for his conservative views.

Bankers Finally Bring Selling to Halt Three Minutes Before Closing
Additional Staggering Losses Market Against Even Stronger Issues of Close of Greatest Trading Day in History

NEW YORK, Oct. 29.—Millions of dollars in backing from bankers, and statements of confidence from financiers, applied brakes to the stock market at the close Tuesday and prices swung upward in the last three minutes of trading.

Sidelights
The rally was ended by the long delay in the market and the banks were closed with additional margining losses against even the strong.

AUTO LICENSES SET NEW TOTAL
1,615,000 Issued to Bring \$7,000,000 to State Road Fund

SENATOR WILSON ORDERED TO TAKE REST IN FLORIDA
WASHINGTON, Oct. 28.—Senator Wilson, of Florida, was ordered today to take a rest in Florida after a long illness. He was 74 years old and had been a member of the Senate since 1914. He was a close friend of President Hoover and was known for his conservative views.

NOKOMIS TRIP RIDER KILLED
Popular Young Man Thrown Under Wheels of Speeding Car

BELIEVE MAN WAS KILLED AND BODY PLACED ON TRACKS
CHICAGO, Oct. 28.—A man was killed and his body was placed on the tracks of the Chicago and North Western Railway today. The man was 35 years old and had been a member of the railway since 1914. He was a close friend of President Hoover and was known for his conservative views.

« Wall Street à nouveau en panique » à la une d'un journal du soir du 29 octobre 1929 à la suite du krach débuté jeudi 24



Un étudiant franchit un barrage policier lors d'une manifestation contre le gouvernement népalais, à Katmandou, le 8 septembre 2025.

On n'en sait évidemment rien. Le journal *Les Échos* des 18 et 19 juillet 2025, affirme, sous le titre « Semaine de tous les records pour le bitcoin » : « *Le bitcoin a passé le cap des 120 000 dollars, touchant un point haut historique à 123 153,22 dollars lundi.* »

Au bout de combien de records comme cela le krach se produira-t-il ? Ceux qui spéculent avec le bitcoin ne peuvent eux-mêmes rien en savoir. Mais le krach viendra car, comme l'affirme l'adage que les spéculateurs connaissent bien, « les arbres ne peuvent pas monter jusqu'au ciel ».

Patrick Artus, conseiller économique d'Ossiam (Natixis) et membre du Cercle des économistes, s'en inquiète sur un plan plus général, sous le titre (dans *Les Échos* du 27 août) : « Une crise financière américaine est possible », et d'énumérer « *la crise de la dette publique, la crise boursière, la crise de la balance des paiements* ».

La bourgeoisie et ses porte-parole ont de quoi s'inquiéter. En 1929, la finance a été le vecteur de transmission et de généralisation de la crise à l'échelle de l'économie mondiale. Et le protectionnisme ne « protège » pas contre la propagation d'une crise financière.

« *Sans révolution socialiste, et cela dans la période historique qui vient, c'est la civilisation toute entière qu'une catastrophe menace d'emporter. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* » Ces lignes ont été rédigées par Trotsky dans *Le Programme de transition* dans une période qui ressemble à la nôtre.

Ce ne sont pas les masses qui sont en cause. Regardons comment la jeunesse s'est soulevée au Népal il y a peu, comment elle a brûlé le Parlement et lynché quelques ministres. L'armée

a repris le contrôle et installé un gouvernement avec des personnalités sorties du chapeau. À peine le Népal a-t-il été touché que c'est au tour du Maroc ou du Madagascar de l'être...

Ce qui a manqué aux insurgés, ce n'est pas le courage. Ce sont des perspectives politiques et les moyens de les imposer : un parti communiste révolutionnaire, le parti mondial de la révolution, l'Internationale. Et c'est ce que nous devons construire.

Le problème est toujours le même. La solution aussi. Le prolétariat mondial n'a rien perdu de sa force numérique, ni de ses possibilités révolutionnaires. Mais sans conscience, c'est-à-dire sans le parti, l'Internationale, pour l'incarner, l'avenir risque de s'enfoncer dans son propre passé mais en pire.

Nos perspectives restent les mêmes qu'au temps du prolétariat naissant, au temps de Marx. La tâche n'a pas été accomplie. Elle reste à accomplir.

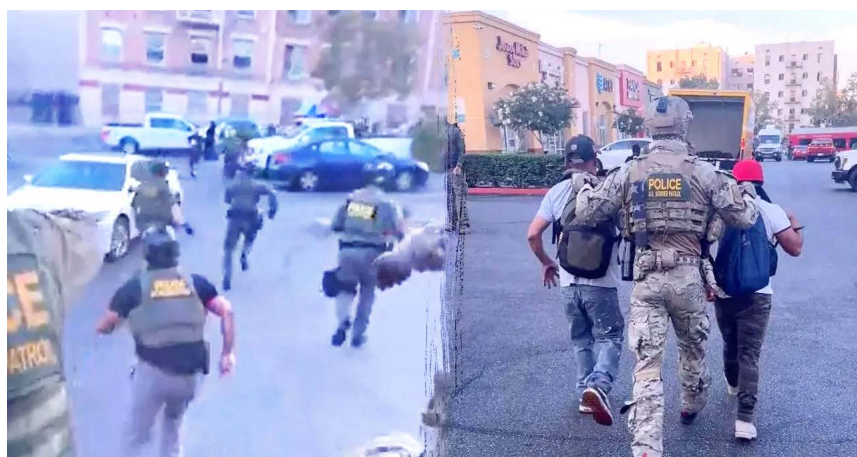
La situation aux États-Unis

En novembre 2024, Trump a confortablement emporté l'élection présidentielle. S'il a progressé de trois millions de voix par rapport à 2020, Harris en a perdu six millions par rapport à ce que Biden avait obtenu – une sanction sans appel de la politique des démocrates. En janvier dernier, les États-Unis ont ainsi vu revenir aux affaires le même milliardaire démagogue, misogyne, xénophobe et ordurier qu'entre 2017 et 2021. Toutefois, le contexte a changé, et la politique menée n'est pas tout à fait la même. Fort des 77 millions de suffrages qui se sont portés sur son nom, d'une majorité au Sénat, à la Chambre des représentants et parmi les gouverneurs des États, d'une Cour suprême largement acquise à ses vues, le locataire de la Maison-Blanche peut mener sa politique de façon plus frontale qu'il y a huit ans. Nous abordons ici principalement sa politique intérieure et ses conséquences.

LE RAIDISSEMENT D'UN POUVOIR LIÉ À L'EXTRÊME DROITE

Trump compte des hommes d'extrême droite dans son entourage, qu'ils le soient de longue date ou se soient récemment découverts. En témoignent les propos racistes tenus contre les migrants, qualifiés pendant la campagne électorale de 2024 de « racaille », de « criminels assoiffés de sang », dotés de « mauvais gènes », de « non-humains », d'« animaux » et d'« ennemis de l'intérieur », le salut nazi fait par Elon Musk lors de son investiture puis par un autre proche de Trump, Steve Bannon, l'amnistie accordée aux personnes poursuivies ou condamnées pour leur participation à l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, ou encore la mise en scène à la gloire du militant antiavortement et suprémaciste Charlie Kirk assassiné en septembre dernier.

Ces discours se sont doublés, au fil des mois, d'une radicalisation des mesures prises par le pouvoir. Dans un premier temps,



Raid policier contre des travailleurs journaliers immigrés sur un parking d'embauche, à Los Angeles, en août 2025.

ce sont surtout les étrangers qui ont fait l'objet de la vindicte gouvernementale. Les services fédéraux ont mis en scène des dizaines de raids spectaculaires organisés contre des immigrés, clandestins ou pas, dans des quartiers ou dans des entreprises, tandis que la secrétaire à la Sécurité intérieure Kristi Noem posait devant des prisonniers en cage dans une prison du Salvador, pour dire à la base électorale de Trump que la nouvelle administration s'acquittait du sale boulot qu'elle avait promis de faire. Ces opérations démonstratives effraient de nombreux immigrés, en particulier les sans-papiers, qui redoutent d'être arrêtés sur leur lieu de travail, en y allant ou encore en amenant leurs enfants à l'école. C'est l'un de ses objectifs : pousser les travailleurs étrangers, y compris ceux qui ont des papiers, à travailler dur sans rien réclamer. Mais l'administration Biden avait déjà procédé à des expulsions nombreuses, que Trump a dépassées sans parvenir néanmoins à égaler les records de l'administration Obama. Mais la chasse actuelle aux migrants dissuade nombre d'entre eux de venir, et elle se traduit par une chute des arrivées à la frontière des États-Unis.

Pour la première fois depuis longtemps, le nombre d'étrangers présents dans le pays aurait donc un peu diminué. Mais la bourgeoisie américaine a besoin des immigrés, soit quelque 50 millions de personnes, dont

la plupart sont des travailleurs. Les immigrés représentent 20 % de la population active, et bien plus dans l'agriculture, la restauration, l'hôtellerie ou le BTP, en particulier dans les États les plus peuplés et les grandes agglomérations. Aussi tout en multipliant les propos et les mesures démonstratives contre les migrants, il est peu probable que l'administration veuille les expulser massivement du pays.

Si les milieux intellectuels ou médiatiques s'inquiètent de la brutalité de Trump, celle-ci ne rencontre pas de forte opposition de leur part. Des journaux ont pour l'instant résisté aux tentatives d'intimidation du pouvoir, mais les médias audiovisuels, dont les projets de fusion sont tributaires de l'aval des autorités fédérales, sont disposés à s'adapter à leurs desiderata. De grandes universités, également dépendantes des financements fédéraux, ont aussi obtempéré, en s'engageant à faire taire tout soutien aux Palestiniens sur leur campus. Récemment, toutes les universités, publiques ou privées, ont été sommées de signer un engagement concernant leur politique de recrutement, l'organisation de leur recherche et de leurs enseignements, ou encore l'inscription des étudiants : elles doivent renoncer à toute lutte contre les discriminations envers les Noirs, les femmes ou les personnes transgenres.

Plusieurs hauts fonctionnaires résistent aux injonctions de Trump, dont l'ancien

directeur du FBI James Comey, se retrouvent traduits devant les tribunaux. Des étudiants pro-palestiniens qui avaient un titre de séjour, voire une famille aux États-Unis, ont été incarcérés, tandis que l'avocat américain de l'un d'entre eux a été arrêté à la frontière et obligé de livrer ses contacts à la police. Ce durcissement se constate surtout au niveau des forces de police fédérales, soit une petite minorité de l'ensemble des policiers, mais il inquiète, car ses conséquences peuvent être dévastatrices pour ceux qui en sont les victimes.

L'administration Trump a envoyé la Garde nationale dans plusieurs villes démocrates comme Los Angeles et Washington, et elle prépare des déploiements dans d'autres villes comme Portland, Memphis, New York et Chicago. S'il s'agit d'un développement de la rivalité politique qui oppose Trump aux démocrates, la méthode musclée employée n'est pas sans signification. Ces villes, qui comptent une importante population noire et/ou immigrée, et dont les municipalités s'opposent aux méthodes de la police fédérale contre l'immigration illégale (ICE), sont dans le collimateur de Trump depuis son premier mandat. Il se risque désormais à y envoyer des forces armées, en arguant qu'elles peuvent ainsi s'entraîner à des affrontements meurtriers. Dans l'armée, Trump s'en prend à des officiers qui avaient refusé en 2020 d'aller réprimer des manifestations antiracistes de soutien à George Floyd, à des Noirs et des femmes parmi les officiers supérieurs avec des propos racistes et sexistes.

Dans les jours qui ont suivi l'assassinat de Charlie Kirk, le pouvoir et ses relais ont orchestré une campagne politique contre « la gauche » et leurs adversaires plus généralement. Des centaines de salariés ont perdu leur travail pour un simple message sur les réseaux sociaux, tandis que des commerçants subissaient des intimidations par des nervis d'extrême droite. Si pour l'instant cette opération ne va pas plus loin, elle rappelle qu'une campagne comparable au maccarthysme peut être lancée d'en haut, avec d'innombrables répercussions dans le pays. Aujourd'hui, la bourgeoisie américaine n'a pas besoin du fascisme ou d'une dictature pour exercer sa domination sur la classe ouvrière et plus généralement sur toute la société. Comme l'illustrent l'enrichissement des multimilliardaires, les résultats des grandes firmes et la flambée des cours boursiers, la classe dominante américaine se porte bien, tandis que le prolétariat ne se montre nullement menaçant.

Trump est peut-être un peu imprévisible, moins dans le moule des gestionnaires habituels qui se succèdent aux sommets de l'État, mais il fait le job, et les patrons de la Silicon Valley, naguère présentés comme « de gauche », ont vite fait allégeance au nouvel hôte de la Maison-Blanche. Ils partagent avec le magnat de l'immobilier Trump la haine des ouvriers, l'idée que trop d'argent va aux retraités, aux malades ou aux plus pauvres, voire comme Elon Musk (Tesla, X, Space X), Peter Thiel (PayPal) ou Larry Ellison (Oracle), les idées suprémacistes,

xénophobes et misogynes. Les capitalistes américains sont habitués à financer les deux partis qui se succèdent au pouvoir. En tout cas, ils trouvent leur compte dans la nouvelle administration.

Ni les démocrates, qui ne font que s'offusquer et défendre leur pré carré des États et des grandes villes qu'ils contrôlent en attendant un rebond électoral, ni les dirigeants syndicaux qui s'accommodent jusqu'à présent d'un Trump qui est pourtant en train de détruire les syndicats de fonctionnaires, voire soutiennent sa politique protectionniste, ne peuvent offrir une perspective aux travailleurs conscients de leurs intérêts de classe.

Pour l'instant rien d'essentiel n'a changé sur le plan des libertés démocratiques. Mais il est manifeste que, sans même basculer dans un régime d'exception, l'État peut mettre en œuvre une politique autoritaire, par laquelle, comme pendant le maccarthysme, des dizaines de milliers de personnes sont muselées, mises sur liste noire ou licenciées, voire incarcérées. L'extrême droite a une longue histoire aux États-Unis, du Ku Klux Klan à la campagne fasciste de Charles Lindbergh à la fin des années 1930. Des raids antisocialistes de la Première Guerre mondiale à la liquidation du mouvement pour le Black Power au début des années 1970, la répression policière et judiciaire a également marqué ce pays qui se veut le phare de la liberté. Si les circonstances l'imposent, en particulier si la crise provoque la ruine de millions de petits patrons ou pousse des millions de travailleurs vers la misère,



Peter Thiel et Elon Musk en octobre 2000.



Arrestations collectives pendant un raid Palmer, du nom du procureur général des États-Unis, qui entendait éradiquer communistes, anarchistes et syndicalistes en 1919-1920.

comme ce fut le cas dans les années 1930, l'État fédéral pourrait trouver dans le pays les relais et la base sociale nécessaires pour un durcissement autoritaire. Le bouffon vaniteux qu'est Trump ne ferait alors plus rire du tout.

LES MILLIARDAIRES CHOYÉS, LES TRAVAILLEURS ATTAQUÉS

Quant à sa politique économique, si elle semble en rupture par son protectionnisme revendiqué, elle est marquée sur le plan intérieur par une grande continuité. Après des décennies où la première puissance impérialiste s'était fait le chantre d'un libre-échange paré de toutes les vertus, Trump a annoncé des droits de douane nombreux et souvent exorbitants. Il les utilise pour limiter une partie du colossal déficit de l'État fédéral, endetté à hauteur de 38 000 milliards de dollars, tout en continuant d'arroser les plus riches, notamment par des baisses d'impôts.

Cependant, malgré l'affichage démagogique consistant à dire qu'il allait « *ramener les emplois aux États-Unis* », Trump ne peut aisément récupérer des œufs à partir d'une omelette : les chaînes de production qui se sont constituées au fil des années, par exemple avec le Canada et le Mexique, impliquent de multiples passages de frontières pour les pièces détachées et les composants d'automobiles ou d'autres bien manufacturés. Ces chaînes ne seront pas détruites et les emplois ne seront pas créés aux États-Unis en lieu et place d'emplois canadiens ou mexicains. Trump a en revanche imposé des « deals » à un certain nombre d'États qui dépendent plus des États-Unis que les États-Unis ne dépendent d'eux. Il a imposé une taxe de 15 % à la majorité des produits venus de l'Union européenne, celle-ci étant trop divisée et trop dépendante du marché américain pour l'en empêcher. Il reste à voir ce qui sera effectivement appliqué dans la durée, les exemptions étant nombreuses, comme lors du premier mandat de Trump. Par exemple,

des droits de douane de 39 % sont imposés à la Suisse, mais seulement sur une partie des exportations de ce pays, les médicaments et l'or en étant exemptés.

Si l'imprévisibilité de Trump bouscule parfois les capitalistes américains, ils se retrouvent largement dans sa politique. L'« America first » de Trump est en réalité « les capitalistes américains d'abord ». L'indice Dow Jones de la Bourse de New York, déjà multiplié par huit depuis 2009, a encore augmenté de 10 % en un an, malgré quelques trous d'air lors d'annonces de Trump sur les droits de douane. Le nombre de milliardaires en dollars, de 13 en 1982, 801 en 2024, est passé à 901 en 2025. Comme toujours lorsque les règles du jeu changent dans l'économie capitaliste, il y aura des gagnants et des perdants, mais les capitalistes les plus puissants s'adapteront et les survivants y gagneront. La politique de Trump fait des heureux, comme Boeing, et des mécontents, comme Ford, qui râle contre les droits de douane mais... annonce des résultats meilleurs qu'attendus.



Manifestation de fonctionnaires fédéraux à Washington DC, le 14 février 2025. « Arrêtez de nous virer ».

Les constructeurs automobiles augmenteront leurs prix pour maintenir leurs profits.

Quant à la classe ouvrière, elle fait l'objet d'une attaque en règle de la part de la nouvelle administration. À la tête du Département de l'Efficacité gouvernementale de janvier à mai, Musk et ses sbires ont supprimé des dizaines de milliers d'emplois fédéraux. Fin mai, 59 000 personnes avaient été licenciées, tandis que des dizaines de milliers d'autres perdaient d'elles-mêmes et que d'autres encore étaient indécises sur leur sort. Le shutdown (arrêt de certaines fonctions de l'État fédéral pour cause de blocage au Congrès sur le budget et le relèvement du plafond de la dette) d'octobre se traduit aussi par une attaque contre des centaines de milliers d'employés de l'État fédéral. Pour que le gouvernement puisse arroser les milliardaires américains, l'administration licencie des infirmières, des agents travaillant dans l'éducation, l'aide humanitaire, le soutien aux enfants migrants, le contrôle des épidémies, etc. Par ailleurs, les coupes dans les programmes Medicare (assurance santé pour les personnes âgées), Medicaid (assurance santé pour les plus pauvres), la Sécurité sociale (pour les plus âgés) et l'aide alimentaire frappent des millions de personnes dans les classes populaires. Derrière la démagogie xénophobe et raciste de Trump, la politique menée pèse sur toute la classe ouvrière américaine. La politique de division entre travailleurs américains et étrangers profite à la bourgeoisie. Les droits de douane effectivement mis en place seront essentiellement acquittés par les consommateurs et, sans préjuger de la suite, l'inflation est déjà remontée à 3 % annuels en août dernier.

DES CONSÉQUENCES INTERNATIONALES NOMBREUSES

L'arrivée aux sommets de l'État d'un démagogue stigmatisant les étrangers n'est pas sans effet sur le reste du monde. À Gaza, Netanyahu, qui avait déjà



Andrej Babis et ses partisans coiffés de leur casquette rouge
« Une Tchéquie plus forte », à Prague, le 30 septembre 2025.

bénéficié du soutien de Biden, a été conforté par son successeur dans le massacre des Palestiniens et dans sa politique de purification ethnique. En Allemagne, lors des élections législatives, l'AfD soutenue par l'administration américaine a doublé ses voix, devenant le second parti du pays. Au Royaume-Uni, le parti xénophobe de Nigel Farage, a le vent en poupe et l'extrême droite a pu mobiliser des dizaines de milliers de personnes dans des manifestations de rue ou des rassemblements contre les migrants. Aux Pays-Bas également, Geert Wilders, qui était déjà le premier parti lors des élections de 2023, compte parvenir au pouvoir prochainement. En Autriche, le FPÖ est désormais le premier parti. Au Portugal, le parti Chega a fait une percée en mai, devenant la seconde force parlementaire du pays. En Italie, l'ancienne néo-fasciste Meloni est une Première ministre solidement installée. Et en France, le RN, qui a déjà rassemblé 13 millions de voix en 2024, a également le vent en poupe. Certes, aucun de ces succès n'est complètement neuf, et ils procèdent de la même crise qui a porté Trump au pouvoir.

Mais ce qui se passe aux États-Unis a des implications dans le monde entier, et la présidence Trump donne du crédit aux thèses et aux discours de l'extrême droite partout. À Prague, le milliardaire d'extrême droite Andrej Babis vient d'emporter les élections en se présentant comme

le « Trump tchèque ». Chaque situation est différente, et chacun de ces mouvements a ses particularités, mais tous partagent la xénophobie comme fonds de commerce électoral pour mieux servir la bourgeoisie.

Dans un système capitaliste en crise, les États-Unis, la puissance impérialiste dominante depuis un siècle, réaffirment sans cesse leur force, cherchent à affaiblir leurs concurrents et se préparent, le cas échéant, à leur faire la guerre, comme on le voit avec en ce qui concerne la Chine. Pour dominer le monde, accéder aux matières premières ou écarter des concurrents, le cynisme et la brutalité prévalent. Dans la jungle du marché capitaliste, celui qui possède le plus de capitaux et le plus gros bâton impose ses règles. Dans un système en crise, le shérif de la Maison-Blanche a dégainé l'arme du protectionnisme pour tenter de renforcer les capitalistes américains. En menaçant d'annexer le canal de Panama, le Groenland, ou le Canada, en annonçant des droits de douane astronomiques contre des pays aussi pauvres que le Lesotho, Madagascar, ou le Vietnam, en dénonçant certains d'entre eux comme des « pays de merde », en traitant les dirigeants étrangers avec désinvolture, Trump n'est pas fou, il n'est pas que mégalomane – même s'il l'est –, il est le visage hideux de l'impérialisme sénile

Le Moyen-Orient à l'heure de la barbarie impérialiste

Le bilan des deux ans de guerre d'Israël contre Gaza, terrible par le nombre de vies humaines détruites et de destructions matérielles, témoigne des sommets de barbarie que peut atteindre le système impérialiste. Les conflits du Moyen-Orient, et en particulier le conflit israélo-palestinien, résultent de sa domination et de la façon dont les grandes puissances se sont partagé la région après la fin de l'Empire ottoman en créant et entretenant les oppositions entre les peuples. Stratégique tant pour ses ressources pétrolières que pour sa situation géographique, le Moyen-Orient a été modelé par l'impérialisme, divisé entre États rivaux, plongé dans une situation de guerre permanente.

L'impasse politique se double d'une impasse pour le développement économique et d'une crise sociale aiguë condamnant l'écrasante majorité des populations à la pauvreté. Elle entraîne aussi le renforcement de tendances réactionnaires, dont la droite et l'extrême droite israéliennes, mais aussi les diverses tendances islamistes intégristes, sont l'image. La nouvelle étape de la guerre déclenchée par le Hamas le 7 octobre 2023, l'entreprise d'extermination menée en retour par le gouvernement de Netanyahu, sont le produit de cette situation, que le contexte mondial de crise et de tensions vient encore

aggraver.

Derrière ses justifications nationalistes, mais aussi de plus en plus religieuses et messianiques, le sionisme a été dès ses origines un projet colonialiste, qui n'a pu se développer qu'avec le soutien du capital occidental. La spécificité de cette colonisation était de vouloir remplacer la population locale palestinienne, quitte à prétendre qu'elle n'existait pas ou était quantité négligeable. La négation de l'existence du peuple palestinien et de ses droits a donc été une constante de la politique des dirigeants d'Israël, depuis et avant même la création de cet État. Dans un contexte où les aspirations à secouer la tutelle de l'impérialisme se développaient dans tout le Moyen-Orient, en particulier au sein des peuples des pays arabes, le nationalisme palestinien se heurtait nécessairement à l'appareil sioniste. Réciproquement, celui-ci ne pouvait survivre que grâce au soutien des puissances impérialistes, intéressées à disposer dans la région d'un allié militaire fiable pouvant menacer tout régime désireux de secouer leur tutelle.

Cette situation intenable n'a pu perdurer que grâce aux guerres successives d'Israël visant les États arabes et plus spécifiquement les Palestiniens ou même l'Iran. Devenu ainsi le bras armé de l'impérialisme au cœur du Moyen-Orient, l'État hébreu

a encore profité de sa puissance pour élargir sa présence territoriale et poursuivre la colonisation, faisant de plus en plus du peuple palestinien un peuple de réfugiés, parqué dans les camps et les bidonvilles de Cisjordanie, de Gaza ou des pays arabes voisins. Aux tentatives successives du peuple palestinien et de ses organisations de secouer la tutelle d'Israël, les dirigeants israéliens successifs, de plus en plus à droite, n'ont su répondre que par le déni de leurs droits. La puissance militaire d'Israël, bénéficiant du soutien impérialiste, lui permet d'envisager de tenir en faisant continuellement la guerre aux États et aux peuples de la région, aussi longtemps du moins que la population israélienne acceptera de soutenir cette politique.

La guerre contre Gaza n'est que la suite de cette fuite en avant des dirigeants israéliens. Son but affirmé, éradiquer complètement le Hamas, a rapidement débouché sur une tentative d'extermination de la population palestinienne. Celle-ci est une suite logique du projet sioniste qui, niant la réalité de cette population, en arrive à vouloir effectivement l'anéantir. Face à la volonté des Palestiniens de continuer à vivre là où ils sont, cette politique se révèle encore une fois une impasse. Plus cette guerre se prolonge avec son cortège d'atrocités, plus elle fait naître de vocations de combattants qui, tôt ou tard, dans une organisation comme le Hamas ou dans une autre, voudront se dresser contre les injustices qu'ils subissent. Cette politique ne propose à la population israélienne pas d'autre avenir que la mobilisation derrière son armée pour maintenir l'oppression d'un peuple voisin. En déclarant qu'Israël doit devenir une sorte de « Super Sparte », Netanyahu a évoqué ouvertement un tel avenir, celui d'une société militarisée et disciplinée en vue de la guerre permanente.

La fuite en avant de Netanyahu a une logique qui va au-delà du seul problème palestinien, devenu nécessairement un problème régional. Elle a mené



En mai 2025, un champ moissonné du côté israélien et, de l'autre côté de la frontière, les ruines de Gaza.

AMER STHALI/AGENCE ANADOLU



La maison d'une famille d'Hébron, en Cisjordanie, confisquée par des colons israéliens, sous la protection d'une patrouille, le 2 septembre 2025.

encore une fois à une offensive militaire contre le Liban, au prétexte de briser le Hezbollah qui affirmait sa solidarité avec le Hamas à coups de missiles. Elle a mené à des bombardements contre l'Iran, présenté comme l'ennemi principal d'Israël. L'affaiblissement du Hamas et du Hezbollah ayant accéléré l'écroulement du régime de Bachar al-Assad, en Syrie, il a été l'occasion pour l'armée israélienne de s'attaquer à ce pays, d'y détruire des infrastructures militaires et d'y occuper de nouvelles portions de territoire. Les bombardements sur le Yémen s'y sont ajoutés, contre les Houthis qui s'étaient montrés solidaires du Hamas eux aussi en envoyant quelques missiles sur Israël et, enfin, plus récemment, un bombardement sur Doha, au Qatar, au prétexte que cet État abritait une réunion des dirigeants du Hamas engagés dans la discussion d'un accord de cessez-le-feu.

Les dirigeants israéliens n'ont pu mener cette politique que parce qu'ils avaient le soutien des dirigeants impérialistes, en particulier des États-Unis, dont l'objectif constant est non seulement d'affaiblir l'Iran et tous ceux qui apparaissent comme ses alliés mais aussi, plus généralement, de menacer tout État et toute tendance qui voudraient secouer leur tutelle. C'est ce qui permet aux dirigeants israéliens de se comporter comme ceux d'une puissance coloniale qui voudrait dominer tout le Moyen-Orient en mettant à la raison les pays voisins.

Cette politique a cependant

une limite, au-delà de laquelle elle peut ne plus coïncider avec celle des États-Unis. D'autres États ont l'ambition de devenir la puissance dominante de la région, et sont d'ailleurs en concurrence pour cela. Dans le cas de l'Iran, ses ambitions sont actuellement combattues par les États-Unis, mais cela n'exclut pas certaines collaborations. Cet État a d'ailleurs été longtemps leur favori à l'époque du chah. Mais c'est aussi le cas de l'Arabie saoudite et de la Turquie, elles-mêmes appuyées par les Émirats. Ces États ne sont pas plus préoccupés du sort des Palestiniens que de celui de leur propre peuple, mais ils le sont par les prétentions d'Israël à faire la loi dans toute la région au nom de sa force militaire et en disposant du soutien des États-Unis alors que les États du Golfe et la Turquie en sont eux aussi les alliés.

Une puissance impérialiste de second rang comme la France, en cherchant à se distinguer de la politique américaine, voit là une occasion de se placer auprès de ces pays et d'y développer les affaires de ses capitalistes. Son retour à une politique « pro arabe » et la reconnaissance de l'État palestinien par Macron n'ont pas d'autre substance. L'évocation d'une solution « à deux États » n'a servi dans le passé qu'à tenter de faire patienter les Palestiniens pendant que l'occupation et la colonisation continuaient. Il pourrait en être de même dans l'avenir, même si cette solution apparaît comme encore plus lointaine et plus impraticable, et Macron et d'autres dirigeants voudraient rappeler à Trump l'utilité de maintenir un tel mirage.

La préoccupation de rétablir un certain équilibre entre les puissances concurrentes du Moyen-Orient sous-tend le « plan de paix » présenté par Trump fin septembre. Abandonnant le projet de faire de Gaza une « Riviera » en expulsant totalement les Palestiniens, il dessine les contours d'un protectorat qui serait cogéré par Israël et les pays arabes, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats, où une reconstruction partielle pourrait avoir lieu grâce aux financements de ces deux derniers et qui serait placé sous supervision occidentale. Ainsi, incapable de surmonter les contradictions que sa domination même a créées, l'impérialisme ne semble trouver



Signature de l'accord de cessez-le-feu à Gaza, le 13 octobre 2025 en Égypte, par Trump et les dirigeants de l'Égypte, du Qatar et de la Turquie.

ROMAN ISMAYILOV/COMMONS



Bachar al-Masri, un riche Palestino-Américain de Naplouse, présente son opération immobilière de Rawabi en Cisjordanie.

d'autre moyen de gérer la région que le retour à une forme de domination coloniale directe.

S'il voit le jour, un tel règlement pourrait satisfaire les régimes arabes. Quant à la population de Gaza, même s'il lui offre quelque répit, il ne sera pas une solution pour elle. Il n'en sera pas une non plus pour celle de Cisjordanie, ni même pour la population israélienne. En continuant de nier les droits élémentaires des Palestiniens, en encourageant la poursuite de la colonisation, ce règlement ne pourra être que provisoire, avant de déboucher sur de nouveaux conflits.

Cette situation marque l'échec de la politique des nationalistes palestiniens, celle de l'Autorité palestinienne comme celle du Hamas. La première, tentative de collaboration avec les dirigeants israéliens et américains, n'a conduit qu'à l'affaiblissement progressif et au discrédit de l'Autorité palestinienne. La seconde, dont l'attaque du 7 octobre 2023 reste le fait le plus marquant, s'est voulue plus radicale et a renforcé l'audience du Hamas auprès de la population palestinienne. Mais si elle a bien remis en lumière la question palestinienne que le régime israélien, les dirigeants impérialistes et même ceux des pays arabes avaient réussi à faire oublier, cela a été de la pire façon.

Le massacre aveugle de plus d'un millier d'Israéliens

ce jour-là et la méthode de la prise d'otages n'ont pas seulement été des méthodes barbares sur le plan humain, ils ont donné des armes au gouvernement israélien pour mener sa politique d'extermination. Ils lui ont permis de créer une union nationale autour de lui, au moment où il était en difficulté, et de convaincre la population israélienne de mener une guerre totale contre les Palestiniens, présentés comme autant de terroristes, et de lancer l'opération de nettoyage ethnique demandée par l'extrême droite partisane du « grand Israël ».

Si les révolutionnaires prolétariens doivent affirmer leur pleine solidarité avec la population palestinienne, souhaiter une défaite du régime israélien et au moins son retrait des territoires occupés, ils ne peuvent être solidaires de la politique des dirigeants palestiniens. C'est aussi cette politique nationaliste bourgeoise qui a conduit à des échecs successifs et qui est payée chèrement par leur population, témoignant en fait de leur mépris pour celle-ci.

Même si ces dirigeants finissent néanmoins par trouver la place qu'ils cherchent en tant que représentants politiques de la bourgeoisie palestinienne, elle ne sera que celle que les dirigeants impérialistes, israéliens et arabes, voudront bien leur laisser. Dans la configuration

confliktuelle du Moyen-Orient, ce sera dans tous les cas une place bien limitée, guère différente de celle donnée depuis les accords d'Oslo à l'actuelle Autorité palestinienne. Elle pourra satisfaire tout au plus les notables issus des organisations nationalistes ou même du Hamas et une couche de bourgeois prêts à faire des affaires même dans la misère générale, mais certainement pas la majorité de la population pauvre et le prolétariat.

La perspective de guerre perpétuelle et de régime autoritaire annoncée par Netanyahu ne pourra non plus satisfaire la population israélienne. Le nombre croissant de réservistes refusant d'être mobilisés, l'existence de « refuzniks » même très minoritaires, mais aussi les manifestations plus larges contre la continuation de la guerre, sont le signe d'une fracture qui pourrait s'élargir. Le régime de Sparte n'a pas duré mille ans, celui du nazisme non plus, le régime de plus en plus autoritaire de Netanyahu et de l'extrême droite israélienne n'aura pas plus d'avenir.

Pour les classes populaires, pour les travailleurs du Moyen-Orient, il ne peut y avoir d'espoir que dans la lutte pour abattre les régimes en place, en particulier le régime israélien mais aussi les autres. Leurs ennemis sont tous les appareils d'État qui se partagent la région. Armés pour se combattre entre eux, ils le sont surtout pour régner et maintenir la dictature des couches dirigeantes et au-delà la domination de l'impérialisme. Des appareils comme ceux de l'Autorité palestinienne ou du Hamas, candidats à ce rôle et qui le jouent déjà en partie, sont de la même nature. C'est contre tous ces appareils de dictature, en surmontant les oppositions nationales, communautaires et religieuses, que les travailleurs et les classes populaires du Moyen-Orient devront construire leur propre pouvoir. Seuls des partis prolétariens, communistes et internationalistes, pourront mettre en avant un tel objectif.

Ukraine-Russie : une guerre qui n'en finit pas

Au début de l'automne, après avoir accordé un soutien appuyé à Poutine contre Zelensky dans ce que l'on présentait comme des pourparlers en vue d'une fin de conflit en Ukraine, Trump a pris le contre-pied du cours qu'il affichait depuis son retour aux affaires. « *Déçu* » que Poutine ne se hâte pas de conclure la paix aux conditions avalisées par la Maison-Blanche, Trump « *n'exclut (plus) une victoire de l'Ukraine* ». Oubliées ses fanfaronnades quand il se targuait de faire taire les armes « *en 24 heures* » !

Pourtant, cette énième volte-face de Trump ne remet pas en cause l'inflexion de la politique extérieure américaine initiée par l'équipe dirigeante actuelle. Sans remonter à Obama, qui fut le premier à l'envisager, Trump et son gouvernement veulent que les États-Unis se désengagent militairement de l'Europe, afin de concentrer leurs forces sur une confrontation à venir avec la Chine.

Est-ce que cela implique de mettre un terme à la guerre en Ukraine ou simplement de la geler comme tant d'autres de par le monde qui restent des « points chauds » depuis des décennies ?

Cela étant, Poutine n'a pas attendu les dernières déclarations de Trump pour constater que l'impérialisme américain sortait déjà grand vainqueur du conflit ukrainien. Sans même qu'elle ait eu besoin de la signature d'un accord de paix, l'Amérique de Trump a engrangé d'importantes prises de guerre dans les domaines économique, politique, militaire et géostratégique, parfois même au détriment de Moscou dans son propre pré carré de l'ex-Union soviétique.

Même quand Washington semblait ouvert aux demandes de Moscou – un accord entérinant l'annexion de la Crimée et de quatre régions de l'est et du sud de l'Ukraine ainsi que la non-adhésion à l'OTAN du territoire qui serait dévolu à Kiev – ces « avancées » restaient virtuelles tant qu'un accord n'était pas signé. De surcroît Washington a laissé ses alliés de l'OTAN former une « coalition des volontaires » qui menace la Russie puisqu'ils

s'engagent, dans l'hypothèse d'un règlement du conflit, à défendre l'Ukraine « sur terre, sur mer et dans le ciel » et même à y envoyer des militaires français et britanniques.

Au début de cette année en Russie, bien des bureaucrates et des oligarques se voyaient devenir des « partenaires » de l'Amérique. Et de rêver aux retombées d'une reprise des relations avec l'Occident, sinon d'une réintégration de la Russie au monde capitaliste. Ils n'ont pas tardé à devoir déchanter.

Poutine a pris acte de ce que le « deal » trumpiste, sous un jour se voulant flatteur, s'apparente à un marché de dupes pour son régime et les nantis de Russie. L'histoire récente est là pour rappeler qu'il ne s'agirait pas d'une première.

En 1989, les interlocuteurs américains de Gorbatchev lui avaient promis que l'OTAN n'avancerait « pas d'un pouce » vers l'Est ; depuis, ses bases encerclent toujours plus la Russie. L'Ukraine passant dans l'orbite occidentale, la guerre devint inévitable. En 2015, alors qu'elle se limitait au Donbass, les accords de Minsk et leurs parrains, Hollande et Merkel, avaient lanterné Poutine, le temps que l'OTAN réarme l'Ukraine. En février 2022, l'Ukraine semblant devoir rejoindre l'OTAN, la guerre se généralisa à tout le pays.

Ces derniers temps, Poutine

a intensifié sa pression militaire contre l'Ukraine. Dans l'espoir que son armée s'effondre ? Afin d'occuper le plus de territoire possible ? La conquête de chaque nouvelle bourgade se solde, outre la destruction des logements et infrastructures, par des centaines de morts parmi la population, les militaires ukrainiens et plus encore dans les rangs des soldats russes, que leurs officiers envoient à l'abattoir jusqu'à ce qu'ils submergent les défenses adverses.

Pendant de l'escalade guerrière menée par l'OTAN avec la peau des soldats et populations civiles d'Ukraine, cette fuite en avant du Kremlin obéit aussi à des considérations internes en Russie.

L'économie russe ne s'est pas effondrée, malgré les prédictions périodiques des dirigeants occidentaux qui justifiaient ainsi les sanctions contre la Russie. Mais elle pâtit de la guerre de bien des façons et de plus en plus.

La priorité donnée aux industries d'armement a drainé les financements, les ressources matérielles et humaines au détriment des autres secteurs. Et pour abonder un budget militaire qui consomme la moitié des dépenses publiques, l'État russe recourt à la planche à billets. Au point que l'inflation, qui a pu atteindre 22 %, menace de paralyser l'économie, alerte la gouverneure de la Banque centrale.



Poutine et Trump, en Alaska, le 15 août 2025.

J. DEMAREE NIKHINSON/AP



Quelques photos de soldats russes morts en Ukraine.

On ne peut le tolérer « *en aucune circonstance* » a tonné Poutine, qui sait quelles terribles implications cela aurait pour le régime, et pour son propre pouvoir. Certes, la guerre oblige bureaucrates et oligarques à serrer les rangs. Mais en 2023, la fronde de Prigojine et des mercenaires de Wagner avait révélé des failles dans l'édifice, y compris militaire, d'un pouvoir qui se voulait monolithique.

Malgré les effets dévastateurs d'une guerre qui, morts, blessés et invalides confondus, aurait déjà fait près d'un million de victimes rien qu'en Russie, qui mobilise 700 000 soldats russes au front, qui a provoqué l'exil de deux millions de cadres, entrepreneurs et jeunes diplômés fuyant la mobilisation, le pouvoir russe a réussi jusqu'à présent à éviter une explosion de contestation sociale.

Le régime dit devoir trouver 40 000 hommes par mois pour compenser les pertes au combat. Pour ce faire, dans les régions déshéritées et les couches sociales les plus pauvres, il fait miroiter aux futurs engagés des contrats et des primes qui, cumulés, représentent des années de salaire moyen. Le pouvoir accepte de payer ce salaire de la misère, et de la mort, pour s'assurer la paix civile, en même temps qu'il cherche à conforter le reste de la population dans l'illusion que la guerre l'épargne.

Ce pouvoir n'a jusqu'alors pas considéré de son intérêt d'arrêter la guerre car l'économie

semblait, mais pour combien de temps encore ?, dopée aux commandes du complexe militaro-industriel. Et puis, les sommets de la bureaucratie et Poutine en particulier ont peut-être des raisons de craindre un retour de bâton, si la guerre prenait fin sans qu'ils puissent faire croire à la population que la « patrie » en sort renforcée.

Pour « financer la défense et la sécurité de la Russie », le gouvernement vient d'annoncer une augmentation du principal impôt, la TVA. Cela frappera d'abord les plus pauvres (plus de 8 % de Russes vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté) qui devront restreindre leur consommation. Et cela va stimuler l'inflation et impacter la marche de toute

l'économie.

Cela risque d'accroître le nombre des mécontents. Mais ce régime policier se fait fort de les réprimer comme il le fait avec les 1 600 détenus et 3 000 inculpés pour raisons politiques que compte la Russie en 2025.

En Ukraine, Zelensky a démarché cet été ses soutiens européens pour qu'ils l'aident directement à augmenter la solde des militaires et les contrats des engagés. Cela donne une idée de l'épuisement des finances de l'État ukrainien, tenu à bout de bras par l'Occident, qui y trouve matière à se rembourser en pillant à qui mieux mieux les richesses du pays.

Cela souligne aussi combien Kiev peine à se fournir en chair à canon. Des millions d'Ukrainiens ont fui le pays pour échapper à l'enrégimentement et à une mort possible. Maintenant autorisés à voyager à l'étranger, beaucoup de jeunes de 18 à 22 ans partent. Les instances patronales s'alarment publiquement que la main-d'œuvre fait de plus en plus défaut, surtout dans les services. Le manque de bras frappe aussi l'agriculture, grand secteur d'exportation, car l'armée a mobilisé un million de paysans pour la guerre.

Parmi les hommes qui n'ont pas pu s'enfuir, les désertions, les refus de rejoindre un centre de recrutement (CTR) se multiplient. On rapporte de plus en plus de cas où des garde-frontières tirent et



Près de la frontière de l'Ukraine avec la Moldavie, des soldats contrôlent les autorisations spéciales de sortie, en février 2024.



Pour en tirer un maigre revenu, ces femmes ukrainiennes vendent des légumes de leur jardin, dans la région de Kiev.

blessement, parfois tuent, des gens qui tentent de sortir illégalement du pays. Des incidents violents opposent des agents des CTR aux hommes qu'ils contrôlent dans la rue, dans une entreprise : passants ou collègues les empêchent parfois de saisir leurs proies, les délivrent d'un bus militaire, d'un camp, des CTR sont incendiés.

Nous n'avons aucun moyen de savoir jusqu'à quel point cela reflète l'état de l'opinion publique ukrainienne, mais ces faits recoupent ce que donnent à voir les sondages les plus récents : une bonne partie de la population n'aspire qu'à voir signer un cessez-le-feu au plus vite, y compris en acceptant des cessions territoriales.

C'est ce dont le pouvoir ukrainien ne veut en aucun cas. Depuis les événements du Maïdan en 2014, il a fait de la défense de l'intégrité territoriale de l'Ukraine le centre de sa politique. C'est ainsi qu'il justifie son alignement inconditionnel derrière l'impérialisme américain et, en fin de compte, tous les sacrifices humains, sociaux et économiques qu'il a imposés à sa propre population.

Parmi ceux-ci, il y a le démantèlement de ce qui restait

de protection sociale et de droit du travail hérités de l'époque soviétique, la mise au pas d'organisations syndicales n'ayant pourtant jamais brillé par leur radicalisme, l'interdiction et la répression des organisations politiques se réclamant de près ou de loin du socialisme, du communisme, du combat de la classe ouvrière, le tout couvert par la loi martiale.

Zelensky, que les dirigeants et médias occidentaux décrivaient comme le chantre courageux de la démocratie, cet acteur devenu président (propulsé en fait par un oligarque mafieux de premier plan) a été le maître d'œuvre de l'écrasement des droits même les plus élémentaires de la classe ouvrière, et de la population en général. Et de son engagement dans une guerre, prétendument de défense nationale, mais qu'avait dictée, préparée et rendue inévitable toute la politique de l'impérialisme visant à réduire toujours plus la sphère d'influence de la Russie.

L'impérialisme américain estimant avoir atteint ses buts – la conquête de nouvelles sources de richesses et l'affaiblissement de la puissance russe –, Washington s'est senti en position de traiter

avec encore moins d'égards un allié ukrainien qui n'avait été et ne restait pour lui qu'un pion dans son jeu.

Récemment, il a été question de trouver un remplaçant à Zelensky, moins usé et si possible plus à la main de l'impérialisme. « Découvrant » qu'il aurait dû procéder à une élection présidentielle il y a plus d'un an, la Grande-Bretagne proposa d'organiser le scrutin. Comme candidat, un nom se dégagea : celui de l'ancien chef d'état-major Zaloujny, devenu ambassadeur de l'Ukraine à Londres.

Que cette élection soit ou pas partie remise, la situation ayant évolué, il est clair que remplacer un chef de guerre démonétisé par un général prétendu populaire – parce que le premier l'a limogé ? – ne changerait rien de fondamental au cours de la guerre ni surtout au sort de la population ukrainienne.

En Ukraine, comme en Russie, et plus généralement partout ailleurs, la question n'est pas de savoir quel homme issu des classes possédantes et dominantes se retrouvera à la tête de l'État pour les servir, donc pour s'en prendre aux classes exploitées. Elle est de tout faire pour que les travailleurs de chaque pays voient les opprimés d'au-delà les frontières non comme des ennemis, mais comme des alliés. Comme leurs frères et sœurs de classe dans la lutte pour renverser le système capitaliste mondial et ses tenants nationaux, mais aussi pour créer les partis ouvriers communistes révolutionnaires indispensables à la destruction de cet ordre mondial qui conduit la planète à la troisième guerre mondiale. Et donc à la victoire de la révolution sociale qui ouvrira enfin la voie à l'humanité d'un avenir sans guerres, sans exploitation ni oppression, un avenir socialiste et communiste.

8 octobre 2025



La situation en France

LA CRISE POLITIQUE BAT SON PLEIN

En France, le personnel traditionnel de la bourgeoisie ne sait plus comment gouverner. Depuis juin 2024, date de la dissolution de l'Assemblée, le pays a connu quatre Premiers ministres, la nomination de 90 ministres, des Premiers ministres démissionnaires pendant 62 jours, des gouvernements réduits à expédier les affaires courantes pendant 144 jours. Après un premier gouvernement qui n'a tenu que 14 heures, Lecornu est à la tête d'un deuxième gouvernement qui ne peut espérer tenir et faire passer un budget qu'en faisant le grand écart entre Les Républicains et le Parti socialiste.

Estimant avoir plus à perdre qu'à gagner dans de nouvelles élections législatives, LR et le

PS assurent la survie de Lecornu. Mais ils ne veulent pas apparaître comme les bouées de sauvetage d'un gouvernement qui peut sombrer à tout moment, les entraînant dans son naufrage. Le moindre incident, la moindre déclaration ou n'importe quel sondage peuvent donc les conduire à le lâcher et provoquer la dissolution demandée à hauts cris par le RN. LFI demande, elle, la destitution de Macron et une présidentielle anticipée.

À son grand dam, la bourgeoisie constate la petitesse et l'irresponsabilité de son personnel politique, incapable d'assurer ne serait-ce que la gestion courante de l'État bourgeois en établissant un budget. Censés gérer les contradictions et le chaos provoqués par l'anarchie capitaliste, président de la République, ministres et chefs de partis rajoutent de l'imprévisibilité et de la zizanie au sommet de l'appareil politique de l'État.

Pour le grand patronat, qui aspire toujours à jouer dans la cour des grands quand bien même la France n'est plus qu'un impérialisme de seconde zone, le pire est de ne pas avoir au sommet de l'État un « conseil d'administration » stable pour l'aider à affronter ses concurrents internationaux. À l'heure où la compétition capitaliste fait rage pour l'accès aux ressources, aux technologies et aux marchés militaires, la grande bourgeoisie française doit se contenter d'un gouvernement englué dans le minable jeu politicien.

Lecornu et les macronistes, qui arboraient tel un trophée d'avoir imposé la retraite à 64 ans, se sont vus forcés, pour

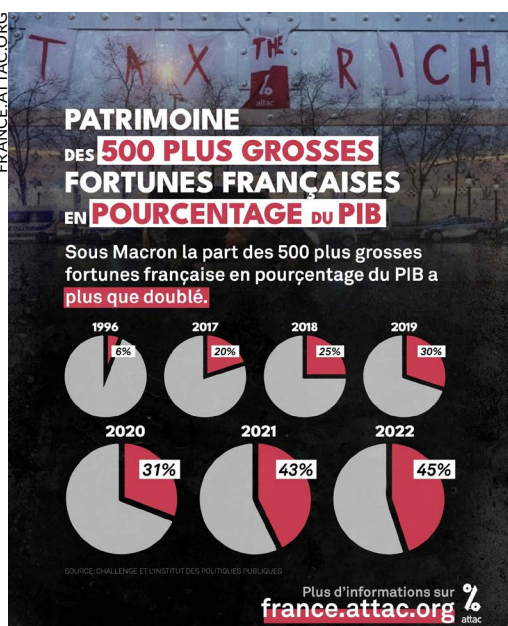
rester au pouvoir, de mettre la réforme sur pause jusqu'à la prochaine présidentielle. Le coût d'une nouvelle dissolution serait supérieur au coût engendré par la pause temporaire de l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, se sont-ils justifiés. Ils se retrouvent aussi contraints de négocier, toujours avec le PS, une taxation symbolique sur les plus riches. Même limitées et plus que compensées par une multitude d'autres attaques antiouvrières, la bourgeoisie se serait bien passée de ces concessions.

LA CLASSE CAPITALISTE EXIGE DE SES POLITICIENS UNE GUERRE SOCIALE IMPITOYABLE

Jusque-là, la bourgeoisie n'a pas eu à se plaindre de Macron. Toute sa politique l'a aidée à traverser la crise tout en continuant de s'enrichir considérablement : ses profits, ses dividendes ainsi que ses cours boursiers ont battu des records ces dernières années. Les 500 plus grandes fortunes ont doublé leur patrimoine entre 2017 et aujourd'hui, et le club des familles milliardaires, qui comptait 39 membres en 2017, en compte aujourd'hui 145.

Ce bilan doit beaucoup à la politique de Macron qui a mené la guerre sociale sur plusieurs fronts : baisse des impôts de la bourgeoisie, explosions des subventions accordées au patronat, attaques contre le code du travail, contre les droits au chômage et à la retraite, facilitation des licenciements... Cela, sans que le monde du travail se fasse





réellement menaçant, pas plus en 2018 lors du mouvement des Gilets jaunes contre la hausse des prix du carburant qu'en 2023 contre la réforme des retraites de Borne.

La bourgeoisie veut que cette offensive antiouvrière se poursuive. « Le compromis parlementaire » est la condition de la survie politique de Lecornu, mais la lutte de classe est une nécessité pour la bourgeoisie française. Au début du 20^e siècle et après la Deuxième Guerre mondiale, alors que s'ouvraient de nouveaux marchés et de nouvelles sources d'enrichissement, la bourgeoisie a accepté des compromis avec la classe ouvrière en rétrocédant une partie de la plus-value aux travailleurs sous forme d'allocations chômage, de pensions, d'hôpitaux publics et d'aides diverses et variées que peuvent apporter les collectivités locales ou les associations subventionnées par l'État...

Aujourd'hui, en raison des taux de croissance très faibles, 1,2 % du PIB en 2024 et 0,9 % en 2025, il y a peu de richesses supplémentaires produites. La bourgeoisie ne peut maintenir ou accroître ses profits qu'en aggravant l'exploitation, le racket des consommateurs en augmentant les prix et son pillage des caisses publiques. L'explosion des profits et des grandes fortunes est payée par des salaires bloqués, plus de précarité, d'inflation et de dette publique.

LA DETTE : PRODUIT ET FACTEUR AGGRAVANT DU DÉCLIN DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

La stagnation chronique de l'économie française et le caractère de plus en plus parasitaire de la bourgeoisie se reflètent dans la crise de la dette publique. Celle-ci a franchi le seuil des 3400 milliards d'euros, soit 115 % du PIB. Elle a flambé après la crise des subprimes de 2008, pendant laquelle Sarkozy a mobilisé 360 milliards d'euros d'argent public pour sauver les banques et les grandes entreprises. Elle a franchi un autre palier avec la pandémie de Covid de 2020 et 2021, où Macron a dépensé 424 milliards pour maintenir la classe capitaliste à flot malgré le brutal ralentissement de l'économie.

Avant de se faire hara-kiri, Bayrou a expliqué que les 1000 milliards de dettes contractées entre 2016 et aujourd'hui n'avaient pas servi à des investissements, mais étaient des dépenses courantes. Il pointait alors le prétendu poids des pensions de retraite, mais il n'a pas eu un mot sur les « dépenses courantes » qui consistent à mettre le grand patronat sous perfusion d'argent public. Une grande partie de ces aides, entre 211 et 270 milliards d'euros par an, ont fini dans les poches des actionnaires et des milliardaires.

En 2024, la charge de la dette, c'est-à-dire le versement des seuls intérêts, s'élevait à 58 milliards d'euros. Elle sera de 69 milliards en 2025 et devrait dépasser les 100 milliards en 2028. La dette publique est un mécanisme par lequel l'État redistribue une partie de la richesse nationale aux détenteurs de capitaux. Marx soulignait ce racket institutionnalisé en écrivant de façon ironique : « *La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans la propriété collective des peuples modernes, c'est leur dette publique.* » (*Le Capital* – 1867).

Aujourd'hui, cette dette, même si elle sert de prétexte pour faire les poches aux classes populaires, est présentée comme nuisible par quasiment tous les

politiciens de la bourgeoisie. Les financiers, les banques et les rentiers en profitent certes largement : le remboursement des intérêts de la dette représente un flux d'argent permanent et garanti dans leurs caisses. Mais l'ampleur de la dette fait monter les taux auxquels l'État emprunte, ce qui pousse l'ensemble des taux d'intérêt à la hausse et se transforme en boulet pour les investissements et l'économie bourgeoise dans son ensemble.

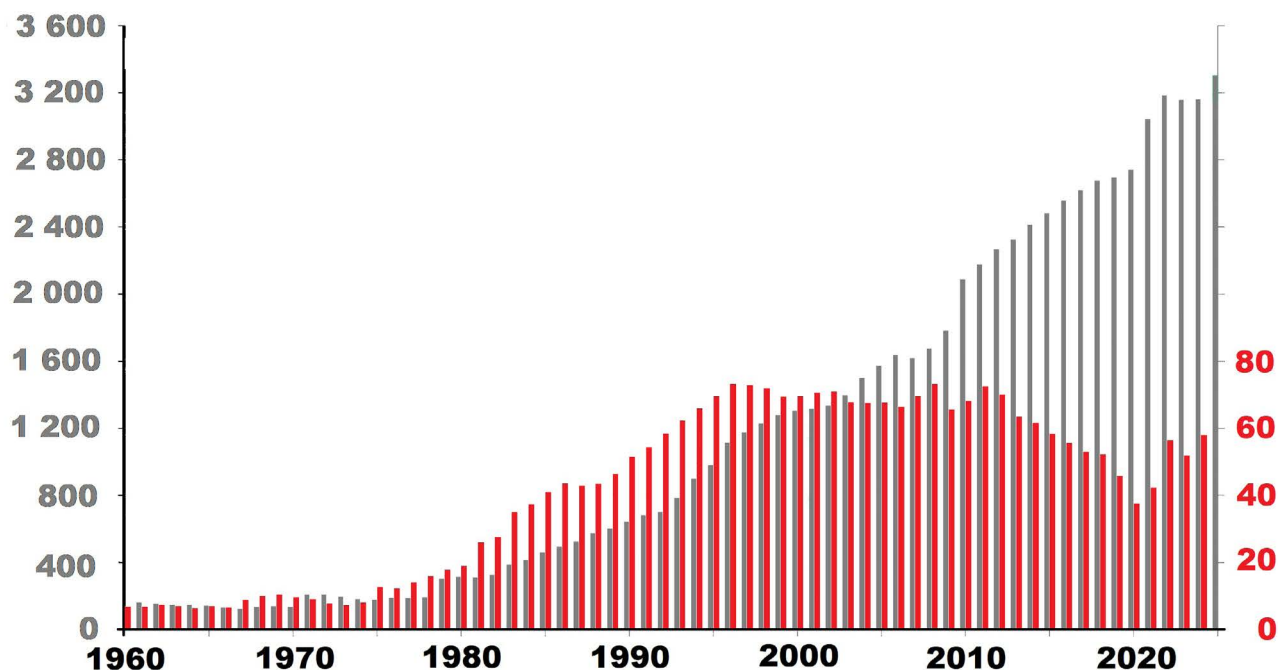
Autre problème d'importance, cette dette limite les marges de manœuvre du gouvernement. Alors que l'État n'est même pas capable d'investir ne serait-ce que pour préserver l'existant, par exemple la maintenance du réseau de distribution d'eau, il y a des besoins d'investissements gigantesques dans l'énergie, dans la transition écologique et, bien sûr, dans l'armement.

La crise de la dette est le signe d'une économie pourrissante en proie à des charognards incarnés par une grande bourgeoisie financière de plus en plus parasitaire. Un signe symptomatique de cette évolution parasitaire et spéculative de l'économie capitaliste est, par exemple, l'envolée du cours des actions de LVMH durant la journée du 15 octobre, qui a accru d'un seul coup la fortune de Bernard Arnault de 16 milliards d'euros !

C'est en dernier ressort le déclin de la bourgeoisie française par rapport aux autres puissances impérialistes, sa guerre sociale acharnée contre les travailleurs qui entraînent la chute de ses politiciens et l'affaiblissement de ses partis politiques traditionnels et la fragilisation de son système électoral et parlementaire.

LE RN EN POLE POSITION POUR GOUVERNER DANS UN CONTEXTE DE PLUS EN PLUS RÉACTIONNAIRE

L'évolution droitière, nationaliste et réactionnaire de la société s'est poursuivie. Elle est le produit de l'approfondissement de la crise du système capitaliste et n'a rien de spécifiquement français. Cette évolution se mesure,



Dette publique (en gris) et intérêts (en rouge), en milliards d'euros constants 2024.

ici, dans l'attractivité que continue d'exercer le Rassemblement national.

Le RN est le parti bourgeois dont la base électorale n'a cessé de grandir ces dernières décennies. Lors du premier tour des législatives de 2024, auquel la participation était élevée, il a réalisé un score historique : 33,4% des voix contre 13% en 2017 et 18,7% en 2022. Dans la circonscription d'Hénin-Beaumont, jadis bastion des socialistes, Marine Le Pen a été élue dès le premier tour, tandis que non loin de là, Fabien Roussel était battu par un candidat du RN dans sa propre circonscription du Nord. Le RN a alors laissé loin derrière lui la gauche unie dans le Nouveau Front populaire (27,99%) et la coalition présidentielle Ensemble (20,04%). S'il n'a pas obtenu de majorité à l'Assemblée, c'est en raison de l'alliance de la gauche et des macronistes.

Les sondages indiquent que cette ascension va se poursuivre. La condamnation de Le Pen dans l'affaire des assistants parlementaires européens à cinq ans d'inéligibilité et quatre ans de prison n'a pas refroidi les ardeurs de ses soutiens. Un sondage daté du 31 octobre confirme que le RN arriverait largement en tête d'une présidentielle, Bardella faisant plus que Le Pen. Dans ce sondage, les candidats

de gauche et d'extrême gauche réunissent péniblement 30% des voix, contre 70% pour les candidats d'extrême droite, de droite et macronistes.

Dans les classes populaires, le soutien au RN conserve les mêmes ressorts : illusion d'un « renouveau » avec « le parti qu'on n'a pas essayé » et la démagogie contre les immigrés et les « assistés ». Cette dernière n'apparaît plus honteuse dans toute une partie de l'électorat. Pour s'adresser à cette fraction de plus en plus grande de la population, quasiment tous les partis de l'échiquier politique ont repris en partie ou en totalité les thèmes de l'extrême droite, que ce soit la sécurité ou l'immigration.

Fin 2023, Darmanin s'est illustré en faisant adopter une nouvelle loi Asile et immigration appliquant une partie importante du programme lepéniste. Retailleau, chef des LR, ministre de l'Intérieur des gouvernements Barnier puis Bayrou, a été l'un des ministres les plus populaires en passant son temps à dénoncer « l'islamisation de la France » et à provoquer le gouvernement algérien.

Du côté de la gauche, que ce soit le PS, le PCF ou LFI, il est plus que jamais question de protectionnisme, de priorité aux productions françaises et à la souveraineté française... Cela

revient à développer le même discours nationaliste que le RN en banalisant la politique de préférence nationale et à mettre les travailleurs à la remorque de la bourgeoisie française.

Dans son contre-budget et en prévision des prochaines campagnes législatives et présidentielle, le RN a décidé d'exploiter à fond la fibre nationaliste et anti-immigrée. Il promet de faire 12 milliards d'euros d'économies sur l'immigration et de diminuer de 8,7 milliards la participation française à l'Union européenne, sur le mode « *I want my money back* », de Margaret Thatcher.

Fut un temps où un tel programme aurait privé le RN du soutien de la bourgeoisie. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Celle-ci est bien placée pour savoir qu'il faut une politique pour être élu et une autre, une fois au pouvoir. La gauche en a fait la démonstration à de multiples reprises, alors que les travailleurs attendaient bien plus d'elle qu'ils n'en espèrent du RN.

La bourgeoisie peut d'ailleurs se rassurer en regardant ce qui se passe du côté de l'Italie. Meloni fait en effet preuve de beaucoup de souplesse pour adapter son programme aux besoins patronaux. La candidate, qui prônait la sortie de l'euro et prétendait s'opposer aux « diktats de Bruxelles » et à la dictature des

« trusts étrangers » au nom du pouvoir d'achat des petites gens, s'est muée en bonne élève de l'Union européenne et en « princesse de l'austérité ». Et malgré son programme xénophobe et anti-immigrés, elle a accordé 500 000 visas de travail pour des ressortissants non européens.

À l'instar de Bolloré et de Stérin, relayés par des journalistes et des chroniqueurs de la sphère CNews, une partie de la grande bourgeoisie milite ouvertement pour cette « union des droites » dont le RN serait la principale composante. Même si Le Pen se défend d'un tel objectif pour ne pas effaroucher ses électeurs venus de la gauche, cette union des droites est en marche. Le 30 octobre, le RN a réussi à faire voter, pour la première fois, une proposition de résolution à l'Assemblée grâce aux voix de la droite et des députés d'Édouard Philippe. Cette victoire est d'autant plus symbolique que cette alliance s'est produite à propos de l'Algérie.

C'est en effet sur la question algérienne, après le référendum sur l'autodétermination de l'Algérie, que s'étaient fracturées la droite et l'extrême droite. Le Front national s'était créé, dix ans après, sur le rassemblement d'anciens collaborateurs et de récents terroristes de l'OAS, unis dans le refus de l'indépendance de l'Algérie et dans la rancune contre les gaullistes coupables, selon eux, d'avoir bradé l'empire colonial. Le cordon sanitaire que la droite avait alors instauré

contre Le Pen-père et ses amis, qui était de plus en plus perméable, est en train de craquer.

De fait, le RN se prépare à gouverner. Depuis quelques années, et de façon encore plus nette depuis juin 2024, quand Bardella s'est vu arriver à Matignon, il donne le maximum de gages à la bourgeoisie, s'élevant par exemple contre la taxe Zucman et « l'enfer fiscal français ». En coulisses, il multiplie les contacts pour gagner la confiance des milieux patronaux. Il a attiré à lui des cadres de la bourgeoisie et des hauts fonctionnaires qui ont misé sur lui pour faire une carrière politique et qui ne feraient pas tache chez Les Républicains, quand ils n'en sont pas issus. Si le RN ne peut pas créer en quelques années les liens quasi fusionnels unissant la droite et une partie de la gauche à la bourgeoisie, il met les bouchées doubles pour compenser son retard.

De plus, le RN présente un autre avantage aux yeux de la bourgeoisie : par son histoire, par ses cadres et par son nationalisme, il peut préparer le pays à l'évolution autoritaire et à la marche à la guerre.

UNE CLASSE OUVRIÈRE PASSIVE ET DÉSORIENTÉE

Salaires, pensions et retraites loin d'avoir suivi l'inflation, flambée des prix alimentaires et de l'énergie, intensification du travail, licenciements et précarité,

pénurie croissante de logements à des loyers abordables, humiliations quotidiennes... malgré les coups qu'elle encaisse, la classe ouvrière ne se fait ni voir ni entendre. Des groupes riches tels Michelin ou Stellantis ont pu fermer des usines sans véritable opposition ouvrière. Les mobilisations de cette dernière rentrée lancées par l'appel venu des réseaux sociaux pour le 10 septembre sont restées très minoritaires. Les discussions auxquelles elles ont donné lieu autour des blocages ou du boycott de la carte bleue montrent que peu de travailleurs sont disposés à s'engager dans la lutte.

La CGT, qui a encore la réputation d'être la confédération la plus combative, n'a pas voulu offrir de perspective à une mobilisation qui se cherchait. Après avoir commencé par dénigrer les mobilisations du 10 septembre, se méfiant par-dessus tout des actions qui lui échappent, elle a imposé, avec l'intersyndicale, ses propres dates sans plan d'ensemble. Si elle n'est pas allée jusqu'à qualifier, comme la CFDT, la vraie-fausse suspension de la réforme des retraites de « grande victoire pour les travailleuses et les travailleurs », la CGT s'est effacée dès que la crise politique est devenue aiguë, laissant l'initiative aux partis de gauche.

Même dans le contexte actuel, alors que le gouvernement n'a aucune base dans les classes populaires, que la majorité des travailleurs regardent le spectacle politique avec dégoût ou indifférence, la CGT choisit de s'adresser avant tout aux ministres et de remettre une pièce dans la machine à illusions sur l'État. Un communiqué récent indique par exemple : « La CGT a appelé le ministre à organiser des assises de l'industrie afin de définir une stratégie ambitieuse de réindustrialisation. »

Non seulement la classe ouvrière ne lutte pas en tant que telle, mais elle n'a pas conscience d'elle-même. La politique de division du patronat, la démagogie contre les étrangers et les musulmans et son corollaire, le repli identitaire et, plus simplement, la dureté de la vie d'exploité, séparent et isolent les travailleurs les uns des autres. Faute de



Un soldat français à Oran, en avril 1962, devant un graffiti de l'Organisation armée secrète (OAS) pour l'Algérie française.

réactions collectives, le sauve-qui-peut individuel, le recours au système D et le renfermement sur sa communauté, souvent religieuse, se généralisent.

Politiquement, l'écrasante majorité des travailleurs est toujours dans l'attente du sauveur suprême. Une partie le cherche du côté du RN, l'autre vers LFI. Le vote ouvrier pour le RN reflète l'absence totale de conscience de classe car il popularise des idées nuisibles au monde ouvrier. Mais le vote des travailleurs pour LFI, qui témoigne d'illusions renouvelées en une politique gouvernementale de gauche, les éloigne aussi du terrain de la lutte et de la conscience de classe.

LFI, qui influence particulièrement le milieu syndicaliste, ne le fait pas sur la base des idées de lutte de classe. En bon parti réformiste et respectueux de la propriété capitaliste, LFI propage, comme le font depuis longtemps le PS et le PCF, l'illusion d'une justice sociale conquise par la taxation des plus riches ainsi que d'un capitalisme régulé et à visage humain. Alors que les travailleurs sentent confusément que l'évolution prédatrice et réactionnaire de la société est inscrite dans le système capitaliste, LFI rabaisse cette conscience en désignant Macron comme l'unique responsable de tous les maux.

En ce qui concerne les travailleurs immigrés du Maghreb ou d'Afrique, ce n'est pas en tant que travailleurs exploités que LFI a choisi de s'adresser à eux, mais en tant que minorités opprimées du fait de l'origine, de la couleur de peau ou de la religion.

Ainsi, LFI s'est faite la championne du combat pour le peuple palestinien, et ses porte-parole, accusés d'antisémitisme, sont de plus en plus présentés comme infréquentables et « en dehors de l'arc républicain » par les grands médias, place longtemps occupée par le RN. Cela a renforcé sa popularité dans certains milieux musulmans. Mais tout ce que LFI a à leur dire, c'est de faire confiance aux institutions internationales, aux députés français et européens, comme si les uns ou les autres pouvaient avoir le moindre poids sur la politique de Netanyahu. Même



Mathilde Panot, présidente du groupe La France insoumise à l'Assemblée nationale, vante ses propositions présentées le 27 novembre 2025.

sur ce terrain, LFI obscurcit la conscience des travailleurs qui voudraient faire le lien entre la politique impérialiste dans le monde et la domination de la classe capitaliste ici.

De fait, LFI ne s'adresse jamais aux travailleurs en tant que membres d'une seule et même classe d'exploités, unie par-delà les entreprises, les différences de statuts, d'origine et de croyances. Elle ne rechigne d'ailleurs jamais à faire vibrer la corde patriotique.

À la différence du PS et du PCF, qui se sont construits à leur origine comme des partis ouvriers et ont été, jadis, une direction pour les travailleurs les plus combattifs et pour ceux qui rêvaient d'une société communiste, LFI n'a jamais eu de telles prétentions. Elle veut s'attacher des soutiens électoraux parmi les syndicalistes les plus combattifs et dans les milieux populaires, mais elle ne cherche pas à avoir des militants et une politique pour les travailleurs dans les entreprises. Permettre aux travailleurs de sentir leur force et leur capacité d'agir par eux-mêmes ne fait pas partie de sa politique.

NOS TÂCHES

« *Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat* », écrivaient Marx et Engels dans le

Manifeste communiste. En observant les flux et les reflux du mouvement ouvrier, notamment en Grande-Bretagne, ils expliquaient aussi : « *Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante.* »

Le capitalisme ascendant était accompagné d'un mouvement ouvrier ascendant. Après avoir traversé deux guerres mondiales suivies de vagues révolutionnaires, la bourgeoisie a survécu dans le cadre du capitalisme pourrissant. Avec lui ont pourri les organisations, partis et syndicats, que les travailleurs s'étaient donnés. Les uns, les sociaux-démocrates, ont sombré, dès le début de la Première Guerre mondiale, dans la collaboration ouverte avec la bourgeoisie, les autres dans le stalinisme, autre forme d'intégration à l'ordre bourgeois.

« *L'organisation du prolétariat en classe* » est à reconstruire quasiment à partir de zéro. Seules de futures luttes de masse pourront donner à la classe ouvrière une nouvelle génération de militants capables de faire naître de véritables partis ouvriers dignes de ce nom.

Dès aujourd'hui, aidés des travailleurs les plus conscients, il faut réunir la fraction de la classe ouvrière qui, comme le dit Marx dans le *Manifeste*, « *stimule toutes les autres et [...] a sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de*

la marche et des fins générales du mouvement prolétarien». C'est le but du travail de propagande et d'organisation que nous menons dans les entreprises, principalement autour de nos bulletins quand il n'y a pas de combativité collective. Ce travail essentiel reste la priorité de toute notre organisation.

Ce travail de recrutement et de formation de futurs cadres prolétariens ne peut pas se faire sans l'engagement conscient, aux côtés et en symbiose avec ces militants ouvriers, d'intellectuels capables de consacrer leur vie à ce combat. Seule une minorité peut faire ce choix dans une telle période de reculs politiques et d'apathie de la classe ouvrière, mais elle est indispensable à la construction du futur parti révolutionnaire. Il faut donc poursuivre avec obstination et enthousiasme le recrutement dans la jeunesse lycéenne et étudiante pour transmettre le flambeau de l'idéal communiste. Il nous revient de faire comprendre aux plus révoltés que la bourgeoisie est une classe du passé quand la classe ouvrière représente celle de l'avenir.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Ces tâches militantes, habituelles et fondamentales, devront se conjuguer avec notre participation aux échéances électorales. Il faut nous tenir prêts à faire campagne en cas de dissolution de l'Assemblée nationale. Il faudra aussi nous préparer à l'élection présidentielle de 2027, où nous proposons de présenter, à nouveau, notre porte-parole Nathalie Arthaud. Et il faut intensifier l'effort militant que nous avons largement commencé pour les élections municipales qui se tiendront les 15 et 22 mars 2026.

Chacune de ces élections nous permet de défendre notre programme et nos perspectives

révolutionnaires devant les travailleurs à une échelle bien plus grande que toutes nos activités habituelles, et dans un contexte où l'intérêt politique est plus grand. Ces campagnes nous permettent aussi d'associer des travailleurs et de les engager davantage à nos côtés. C'est particulièrement vrai pour les municipales.

Les élections municipales, qui exigent de constituer des listes de plusieurs dizaines de personnes dans chaque commune, nous poussent à chercher des milliers de travailleurs qu'il faut convaincre d'être candidats, c'est-à-dire de rompre avec leur passivité et leur attentisme. Cette recherche est l'occasion d'étoffer ou de retisser dans les villes et les quartiers populaires un réseau de travailleuses et de travailleurs, embryon de « *l'organisation du prolétariat en classe* ».

Intitulées « Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs », nos listes se baseront sur l'idée, toute simple, que les travailleurs ne peuvent pas faire confiance aux politiciens bourgeois à genoux devant les possédants, qu'ils doivent se mêler eux-mêmes de la politique, se représenter eux-mêmes, avec l'objectif de construire leur propre parti de travailleuses et de travailleurs.

L'idée du camp des travailleurs selon laquelle les ouvriers, les employés, les aides-soignantes... représentent les forces vives de la société est une source de fierté pour beaucoup de ceux que nous rencontrons. En témoignage l'écho trouvé auprès de travailleurs très peu politisés, n'ayant jamais entendu parler de notre organisation, parfois influencés par les préjugés de division répandus par tous les canaux. Parmi ceux qui se reconnaissent dans les idées du camp des travailleurs, beaucoup sont trop démoralisés pour franchir le pas de s'engager sur nos listes, mais ils savent qu'il y a un courant de femmes et d'hommes

dont c'est le combat. Quant aux autres, il faut réussir à leur transmettre la fierté de représenter leur classe sociale sur leur ville.

En résumé, cette campagne doit nous permettre de nous déployer pour remplir notre tâche principale : aider les travailleurs à acquérir une conscience de classe en dépit de la montée réactionnaire, y compris dans le monde du travail, et avancer, même modestement, sur la « *constitution des prolétaires en classe* ». Face aux reculs et au danger de guerre qui s'annoncent et qui ne peuvent être stoppés que par une révolution ouvrière et le renversement de l'ordre impérialiste, cet objectif peut sembler dérisoire, mais il ne l'est pas, car il s'inscrit dans cette perspective politique.

L'existence de militants et d'un parti révolutionnaire est vitale quand la classe ouvrière se trouve en situation de disputer le pouvoir à la bourgeoisie et de le prendre entre ses mains, comme cela se posa en 1871 lors de la Commune de Paris, en Russie en février 1917, en Finlande, en Allemagne, en Hongrie et en Italie en 1918, 1919 et 1920, en Chine entre 1925 et 1927, en Espagne en 1936, au Chili en 1973...

Cette présence est tout aussi vitale quand le recul politique, voire la plongée dans la barbarie, menace de faire disparaître toute perspective pour les travailleurs. Car c'est des périodes les plus sombres que surgissent aussi les explosions sociales et les possibilités révolutionnaires. C'est la révolution qui mit fin à l'exil de Lénine et Trotsky. C'est encore celle-ci qui tira Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht du cachot, et qui fit sortir des milliers de militants socialistes de l'enfer de la guerre impérialiste. Et c'est la fraction qui avait conservé ses idées révolutionnaires indemnes qui fut, alors, en mesure de changer le cours de l'histoire.

6 novembre 2025



Discussions sur les textes d'orientation

Le fait que nous soyons homogènes, que nos votes soient unanimes, est le résultat de choix conscients de la part des camarades. Nous faisons l'effort de faire des textes politiques tous les ans. Tout ce que nous avons pu écrire, nos analyses d'événements pour lesquelles Trotsky n'était plus là pour nous tenir la main, nous n'avons pas à en rougir. Tout ce que nous avons pu dire sur la nature de la Chine, sur l'évolution des démocraties populaires, etc., on peut le relire aujourd'hui, s'y retrouver et comprendre nos positions. Nous parlons délibérément de la Chine, parce que si vous relisez des textes de Mandel, de Krivine, etc. sur ce sujet, nos textes se sont confirmés largement au-dessus au vu de son évolution depuis. Chez les autres trotskystes, on trouve même des textes pour se demander si Zanzibar ne serait pas un État socialiste déformé ou un État ouvrier dégénéré.

Les relations Chine-États-Unis

VA-T-ON VERS UNE GUERRE CHINE – ÉTATS-UNIS ?

Nous avons dit bien des fois que, même si la rivalité entre les États-Unis et la Chine est vive sur le terrain de la guerre économique, ces deux grandes puissances sont paradoxalement, pour ainsi dire, les seules qu'aucun conflit militaire n'oppose directement. Et pourtant, une sorte d'unanimité s'est constitué pour affirmer que c'est autour de ces deux grandes puissances que se produira la confrontation décisive.

Mais, en même temps, nous disons et répétons que rien ne nous permet de prédire le cheminement que prendra la guerre mondiale, inévitable dans cette société impérialiste. Nous n'avons aucun don de divination ou de prévision, sauf sur un point fondamental : pour éviter la barbarie, il faut renverser cette société. Mais là, il s'agit d'une démarche volontariste et d'un objectif militant. Les maîtres de cette société n'ont d'ailleurs pas plus

de pouvoir de prévision ou de divination, incapables qu'ils sont de diriger leur propre société, de prévoir où elle va. Ce pouvoir ne leur sert à rien pour influencer la situation ou la modifier, du moins dans le bon sens.

Il y a au moins une chose sur laquelle nous serons d'accord avec les commentateurs : la prochaine guerre mondiale opposera les États-Unis et la Chine. Le raisonnement nous permet d'arriver à cette conclusion : imaginer que les États-Unis pourraient accepter de se laisser surpasser par la Chine, ce serait imaginer que la première puissance impérialiste pourrait capituler sans se battre. Les guerres sont justement faites pour décider qui domine, quelle puissance impérialiste domine.

AUX RACINES DES TENSIONS CHINE – ÉTATS-UNIS

On pourrait dire que depuis l'arrivée de Mao au pouvoir, de

fait, les États-Unis et la Chine coexistent. Cette coexistence a connu de multiples formes et variations au cours des décennies, parmi lesquelles des affrontements militaires. La guerre de Corée a été la plus marquante, avec 1,5 million de morts ! D'ailleurs on peut se dire que la Deuxième Guerre mondiale n'est pas terminée, dans le sens où pour ce qui concerne la Corée, il n'y a même pas de traité de paix et des barbelés séparent toujours, 80 ans plus tard, le Nord et le Sud d'un même pays.

Ensuite il y a eu la guerre au Vietnam, puis une période de paix relative, en tout cas sans affrontement militaire réel, pendant laquelle les États-Unis et la Chine ont semblé se retrouver sur un tout autre terrain, fait d'une collaboration poussée de plus en plus loin.

Un journal américain a publié un article il y a quelque temps qui, en gros, affirme que depuis la chute de l'Empire romain, on n'a connu que des temps de guerre, et jamais une période de paix,

sur toute la planète. Bien sûr, il s'agit de guerres à différents niveaux, entre celles qui disent leur nom, celles qui le taisent, ou toutes sortes de conflits plus ou moins grands. Dans une période de prétendue paix, il y a eu en RDC presque autant de morts que pendant la Première Guerre mondiale. Les périodes de paix de l'impérialisme n'en sont pas vraiment, et de loin.

La guerre en Corée a vu l'implication d'un grand nombre de pays, directement ou indirectement. Toute une partie de l'opinion se préparait alors à une troisième guerre mondiale. Nos ancêtres politiques, après la génération Barta, s'attendaient à certains moments, durant les années cinquante, à ce qu'elle commence. Cela n'a pas eu lieu. Mais c'est pour vous dire que les relations entre les États-Unis et la Chine, même maoïste, n'étaient pas un long fleuve tranquille.

C'est le cas en gros depuis que Mao est arrivé au pouvoir, et pas parce qu'il contestait l'ordre capitaliste. Mais, malgré les divagations des maoïstes qui voyaient dans le régime chinois quelque chose de moins stalinien, la Chine de Mao cherchait à s'intégrer à cet ordre mondial impérialiste et pas à le mettre par terre. Depuis des décennies, l'orientation de la Chine était de s'intégrer. Et les relations entre les États-Unis et la Chine ont été caractérisées par une forme de collaboration. Dans une certaine mesure, l'économie chinoise s'est intégrée au monde impérialiste.

Mais en même temps, cela n'a pas empêché les conflits.

LA CHINE DEVENUE UNE RIVALE DE POIDS

À partir du moment où, grâce à son étatisme, la Chine a semblé entrer en compétition avec les États-Unis, la puissance impérialiste dominante de la planète, le basculement de la confrontation, de la guerre économique à la guerre tout court, devenait en effet une possibilité, voire une nécessité.

Nous sommes, depuis un certain temps dans cette situation. Comme dit un proverbe africain, « Il n'y a pas de place pour deux crocodiles dans le même marigot. »

Depuis plusieurs années cependant, les États-Unis ont laissé, de gré ou de force, la Chine grandir et ajouter à ses progrès économiques incontestables des progrès dans le domaine de l'armement, de la capacité militaire, du poids diplomatique, etc.

De ce fait, la rivalité militaire a eu tendance à prendre le dessus dans les différents aspects de leurs rivalités tout court, d'autant plus que l'existence d'une deuxième Chine, en l'occurrence Taïwan, a focalisé toutes les autres formes de rivalité.

La Chine est-elle ou non impérialiste ? Cette question a fait l'objet de nombreuses discussions parmi nous. D'un côté, la Chine est un régime qui, sans

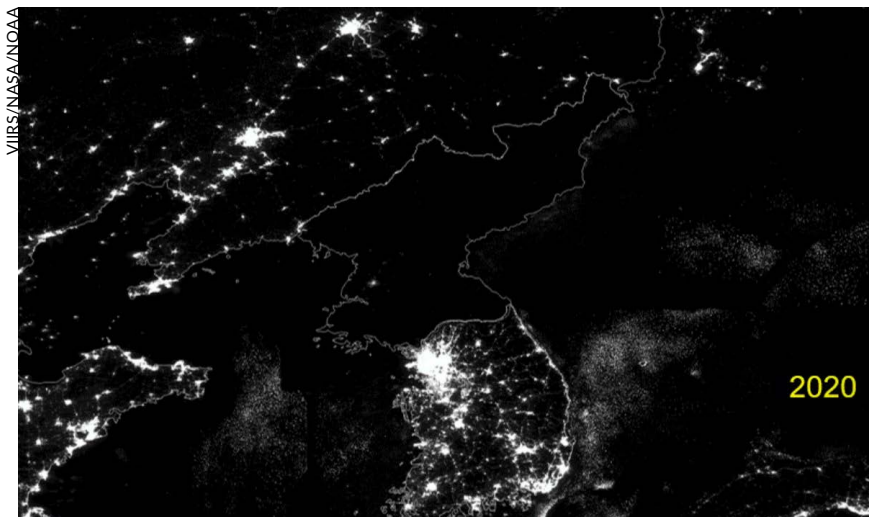
révolution prolétarienne, a réussi à se débarrasser de l'emprise impérialiste ; d'un autre côté, toujours en essayant de garder son indépendance, elle est parvenue à s'intégrer dans l'économie capitaliste. Grâce à une révolution, nationaliste mais profonde, elle a pu un peu secouer le joug et dire non plusieurs fois à l'impérialisme américain.

Alors, pour le moment, on est encore en paix au sens où il n'y a pas de guerre entre les États-Unis et la Chine, alors que des guerres ont lieu un peu partout sur la planète. On apprend par exemple à la lecture des journaux qu'un conflit oppose l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

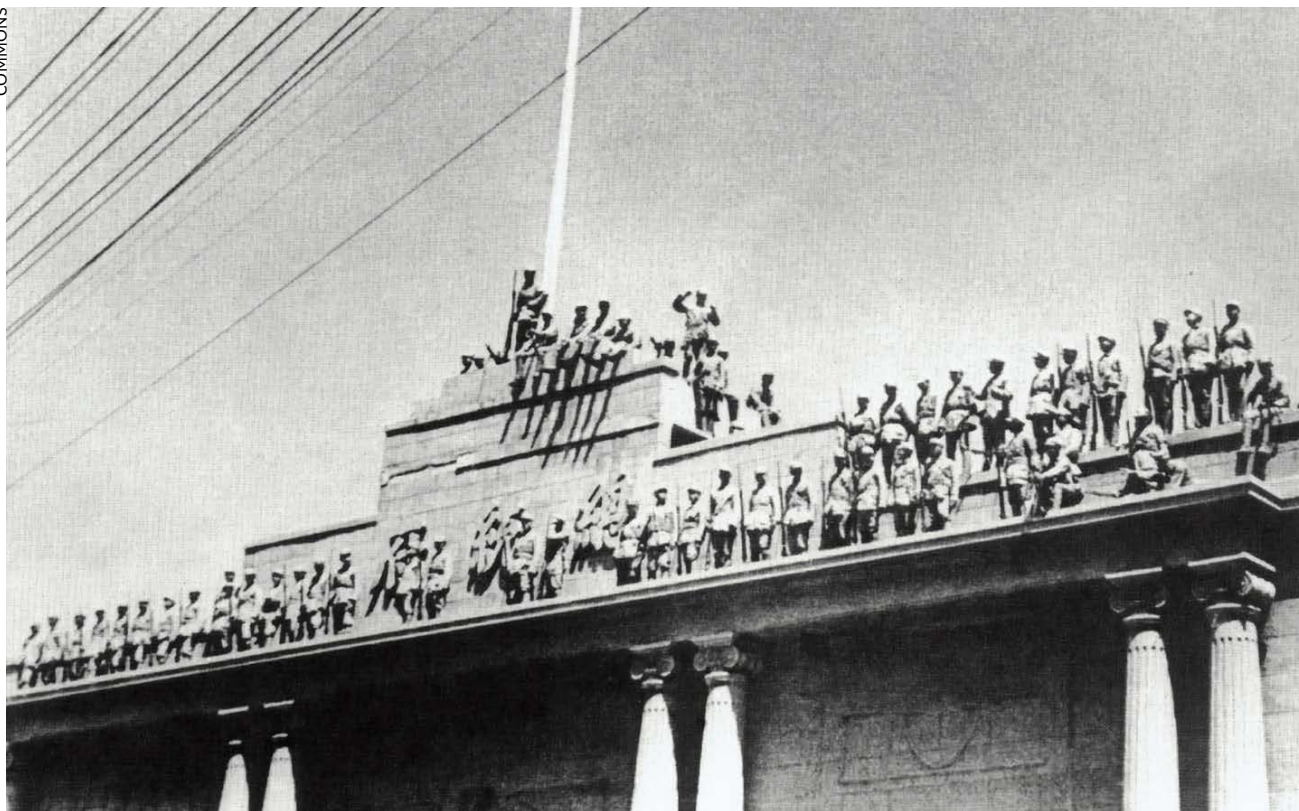
La question qui se pose à la société est : qu'est-ce qui pourrait déclencher la guerre entre les États-Unis et la Chine ? Les commentateurs mettent en avant des questions ponctuelles, comme si la guerre était déclenchée par un événement ponctuel qu'on pourrait éviter. Récemment, c'est la rivalité économique qui est revenue sur le devant de la scène, avec une escalade, verbale pour le moment, entre la Chine et les États-Unis. « *La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine reprend brutalement, entre terres rares et droits de douane* » écrivait *Le Monde* des 12 et 13 octobre 2025, ajoutant : « *Après l'annonce par Pékin d'un contrôle des produits faits à l'étranger, mais contenant des terres rares chinoises, Donald Trump a menacé d'imposer des taxes supplémentaires de 100 % dès le 1^{er} novembre.* »

L'affrontement a été déclenché par les États-Unis, par leur décision de taxer les navires chinois accostant dans les ports américains et la création par le département du commerce américain d'une liste noire d'entreprises chinoises. La Chine a donc répliqué en annonçant des contrôles drastiques sur l'utilisation des terres rares sur lesquelles elle a un quasi-monopole. Soit dit en passant, les métaux rares ne sont pas si rares que cela et sont très spécifiques, avec des propriétés particulières qui leur permettent de jouer un rôle essentiel dans diverses fabrications.

Rendons-nous compte, il faudrait que le gouvernement américain demande au Parti



Les lumières nocturnes de la péninsule coréenne montrent la coupure politique et économique.



L'Armée populaire de libération au sommet du Palais présidentiel à Nankin, en avril 1949.

communiste chinois l'autorisation d'utiliser des terres rares. Un livre intéressant, *Métaux : le nouvel or noir. Demain la pénurie ?* explique que les deux tiers de la production sont chinois.

Cette guerre du bluff met en évidence l'aberration de la division nationale, qui existe dans un monde où l'on trouve de tout, alors que l'humanité n'aurait aucun problème à gérer rationnellement ces ressources mondiales. Ce dont la société souffre c'est de ces obstacles, les frontières, devenus totalement artificiels. La Corée, pour y revenir, en est un bon exemple, s'agissant d'un seul pays, où tout le monde parle la même langue, mais coupé par des barbelés en deux, en une séparation totalement artificielle, qui n'existe qu'à cause de l'impérialisme.

LE PIÈGE DE THUCYDIDE

Objectivement, nous sommes d'accord avec ceux qui pensent probable une guerre entre les États-Unis et la Chine. Aujourd'hui, les commentateurs ne parlent que de Taïwan. À un certain niveau, l'existence de Taïwan est un peu comme

l'existence d'Israël. Taïwan pourrait être le point de départ de la prochaine guerre. Mais cela pourrait aussi bien être les terres rares. *Les Échos* disent que c'est du bluff. Peut-être, mais les enchères montent.

De part et d'autre, ils en font un enjeu de pouvoir. Les dirigeants chinois ne veulent pas que le gouvernement américain décide pour eux, et vice-versa. L'impérialisme impose un rapport de force. Jusqu'où les États-Unis peuvent-ils aller ? Ils sont la puissance dominante et à moins d'accepter de subir une défaite, ils ne peuvent pas reculer et

céder à la Chine. Ce serait démissionner, ce serait laisser tomber la compétition et le rapport de force. Pour le moment les États-Unis dominent encore dans ce rapport de force. La Chine n'est pas loin, elle a beaucoup progressé et la grosse crainte des États-Unis serait qu'elle finisse par occuper une position où les États-Unis ne pourraient plus lui imposer ce qu'ils veulent. En réalité, ce que l'impérialisme américain n'a jamais vraiment accepté est qu'un Mao soit en position de lui dire « Merde ! » C'est un ensemble. Et pour préciser le proverbe africain cité tout à l'heure, on pourrait se référer au « piège de Thucydide » qui considère, à propos de la guerre du Péloponnèse, au 5^e siècle avant notre ère : « Ce fut la montée en puissance d'Athènes et la peur qu'elle inspira à Sparte qui rendirent la guerre inévitable. » Un schéma que l'on peut appliquer à la situation des États-Unis face à la Chine.

Devant cette évolution possible, notre confiance est dans le prolétariat chinois, qui a bien plus de moyens politiques que n'en avait la classe ouvrière chinoise au moment de sa précédente révolution, en 1925-1927.

USCC



Logo de la Commission d'examen économique et sécuritaire entre les États-Unis et la Chine, créée par le Congrès américain en 2020.

Sur le Moyen-Orient



Theodor Herzl, au centre, lors du premier congrès sioniste, à Bâle, le 25 août 1897.

LE 7 OCTOBRE 2023 ET SES CONSÉQUENCES

Concernant le Moyen-Orient, une phrase a encore fait particulièrement discuter, celle qui parle de la guerre déclenchée par le Hamas le 7 octobre 2023.

Des camarades ont rappelé que la guerre entre Israël et les Palestiniens ne date pas de l'attaque du 7 octobre, qu'elle est essentiellement le résultat de la politique sioniste et impérialiste et que parler ainsi semble en rejeter toute la responsabilité sur le Hamas. Bien sûr, cette guerre dure même depuis au moins un siècle, d'avant même la création d'Israël. Le texte revient d'ailleurs sur le sionisme et sur le fait que l'entreprise d'extermination à laquelle on a assisté à Gaza est dans la logique du sionisme, du moins dans sa logique ultime, puisqu'il a été depuis le début la négation du droit à l'existence d'une population palestinienne là où s'est installée une colonisation juive.

Mais là, ce que nous commentons, c'est précisément la guerre, l'affrontement auquel on a assisté depuis plus de deux ans à Gaza. Bien sûr, c'est un épisode de plus d'un affrontement qui se déroule avec des hauts et des

bas depuis un siècle. Le conflit armé se situe dans ce contexte, auquel s'est ajoutée une montée récente des tensions. Donc il devait éclater à un moment ou à un autre de façon ouverte et la responsabilité première en revient aux dirigeants israéliens, qui ont sciemment placé la population palestinienne dans une impasse, et en particulier la population de Gaza, à laquelle ils ont imposé depuis des années un blocus complet, sur tous les plans.

Dans une guerre, il peut y avoir des épisodes et cette guerre de Gaza, appelons-la comme ça, a bien été déclenchée le 7 octobre 2023. Il y a des gens qui ont décidé de lancer cette offensive, en l'occurrence la direction politique du Hamas, et nous avons le droit de discuter le calcul qu'ils ont fait, en nous plaçant du point de vue de la population palestinienne et de sa lutte contre l'oppression qu'elle subit, le seul point de vue qui peut nous intéresser en tant que révolutionnaires. Le Hamas se prétend le représentant de la population palestinienne qui lutte pour faire reconnaître ses droits. Eh bien, même en faisant abstraction du fait qu'il est nationaliste et même islamiste intégriste, ce qui n'est évidemment pas notre politique, demandons-nous si cette

initiative a fait avancer d'un pouce la lutte des Palestiniens pour leurs droits.

Poser la question, c'est y répondre. Les dirigeants du Hamas ont déclenché cette offensive en voulant remettre à l'ordre du jour la question palestinienne que tout le monde avait réussi à faire passer sous le tapis. C'est d'ailleurs ce qui a valu au Hamas, au moins dans les jours suivant le 7 octobre, un sursaut de popularité parmi les Palestiniens réfugiés au Liban, par exemple, et plus généralement dans les pays arabes. Beaucoup parmi eux se sentaient vengés, contents de voir qu'enfin des combattants attaquaient Israël et même les Israéliens ; un peu comme cela se passe dans une guerre, une guerre classique où, au moins au début, une population peut être contente de voir l'armée de son pays passer à l'offensive. Mais, dans ce cas, elle se trompe car cette guerre n'est pas une guerre pour la défense de ses intérêts. Nous avons écrit que si la question palestinienne a bien ainsi été remise sur le tapis, cela a été de la pire façon, toujours du point de vue de la population palestinienne elle-même.

Il y a d'abord la méthode, celle qui a consisté à se livrer au massacre de près de 1 200

Israéliens – et pas seulement, il y a eu aussi des ouvriers agricoles thaïlandais parmi les victimes. C'était le moyen le plus sûr de provoquer l'unité nationale en Israël derrière Netanyahu, au moment où il était en difficulté. Il pouvait dire : « Vous voyez bien, nous sommes entourés d'ennemis qui veulent tuer tous les Juifs et donc ma politique de guerre à outrance aux Arabes est bien la seule juste. » Si la méthode du Hamas, cette offensive contre des civils débouchant sur la prise d'otages, est à condamner, ce n'est donc pas seulement moralement mais politiquement. Elle donnait des armes à Netanyahu, dressait la population israélienne contre les Palestiniens. Elle montrait combien les dirigeants du Hamas se moquaient de l'opinion de la population israélienne, mais aussi au fond combien ils se moquaient des intérêts de la population palestinienne elle-même, en l'occurrence celle de Gaza.

Et puis, dans une guerre, même dans une guerre entre armées et États bourgeois, les gouvernements se posent parfois un peu la question des conséquences pour leurs populations civiles et prennent certaines mesures pour la protéger ; ou s'ils ne peuvent pas la protéger, alors ils peuvent aussi se demander s'ils ont vraiment les moyens de mener cette guerre. Mais, dans ce cas, la riposte d'Israël et la façon dont les dirigeants israéliens allaient faire payer la population civile de Gaza étaient

parfaitement prévisibles et il est évident que cela n'est pas entré en ligne de compte dans les calculs des dirigeants du Hamas. Ce qui les intéressait était de rappeler qu'ils étaient là, qu'il fallait compter avec eux, ils faisaient leur calcul en tant que petit appareil au pouvoir à Gaza. Cet appareil voulait être reconnu, avoir sa place parmi les dirigeants arabes qui étaient en train de concocter les fameux accords d'Abraham avec Israël, et même si possible torpiller ces accords tant qu'on ne leur faisait pas une place.

Évidemment, vu le rapport de force militaire entre l'armée d'Israël avec ses moyens et la petite armée que constituait le Hamas, c'était une tentative suicidaire. Mais les dirigeants du Hamas ont estimé que mener ce genre d'offensive était leur seule carte et qu'ils devaient la jouer. Et, dans ce calcul, ce qui allait arriver à la population de Gaza et même de Cisjordanie, que le gouvernement israélien d'extrême droite n'attendait qu'un prétexte pour attaquer, était un élément qui n'entraînait absolument pas en ligne de compte.

Il n'y a dans cette politique du Hamas évidemment rien d'une politique prolétarienne, cherchant à défendre les intérêts du prolétariat palestinien ou israélien. Cela ne nous étonne pas de la part d'une telle organisation nationaliste, qui ne se sert de son peuple que pour défendre ses propres intérêts de clique dirigeante. Cela dit, il peut y avoir des

nationalistes qui se soucient un peu plus de leur peuple et même qui peuvent dans certaines circonstances faire un peu avancer sa lutte. Là, ils ont fait un choix qui amenait tout droit au massacre, pratiquement le suicide de Gaza et de sa population. Est-ce que cela aura aussi été un suicide pour le Hamas en tant qu'organisation ? En fait, ce n'est pas sûr du tout car, d'une façon ou d'une autre, il aura encore un rôle à jouer, lui, ses dirigeants ou une partie d'entre eux. Il n'y a qu'à voir comment Trump, dans l'application de son prétendu plan de paix, semble bien comprendre qu'il faut savoir utiliser le Hamas pour contrôler Gaza.

En fait, dans les discussions que nous avons à ce propos, il y a une question sous-jacente : Mais alors que fallait-il faire ? Autrement dit : « Vous critiquez le Hamas, mais il fallait bien que quelqu'un se décide à prendre l'initiative de la guerre contre la politique d'Israël, insupportable pour la population de Gaza. » Eh bien, nous ne raisonnons pas ainsi. En tant que militants, nous ne considérons pas qu'on doive se considérer comme des chefs qui s'arrogent le droit de décider, à la place de la population et des travailleurs, d'en faire les sujets d'une épreuve de force. Des militants doivent lutter avec cette population, défendre leurs idées en son sein, avec les méthodes et les traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire, aussi longtemps que nécessaire. C'est vrai à Gaza, en Palestine et en Israël comme ailleurs.

SUR LE TERME « GÉNOCIDE »

Il y a aussi un mot à dire sur l'utilisation ou pas du terme *génocide*. Cela entraîne des discussions et c'est un peu entrer dans un piège. En ce qui nous concerne, s'agissant de tueries de masse qui atteignent une telle ampleur, nous pourrions utiliser ce terme ou celui de massacre presque indifféremment. Quand on tue les gens en masse, il n'y a pas à faire une échelle de valeurs, c'est de toute façon criminel. Mais, dans la presse,



Un soldat israélien devant les corps de deux habitants tués dans l'attaque du Hamas, dans le village de Sderot, le 7 octobre 2023.

et surtout dans le langage des organismes internationaux, le terme de génocide a une signification précise, juridique. Il y a une définition adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies dans le cadre d'une Convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide. La France en a adopté une définition un peu modifiée trois ans plus tard, en 1951.

À partir de là, l'ONU et des juristes internationaux discutent savamment, quand un massacre se déroule quelque part, pour savoir s'il mérite ou non d'être qualifié de génocide, en fonction des critères retenus dans les différentes définitions : est-ce que le massacre a eu vraiment une grande ampleur ? A-t-il été commis en fonction de l'appartenance à une nation, à une ethnie, dans l'intention ou non de faire disparaître cette ethnie ? Mais si un massacre de masse n'est pas un génocide, c'est quoi ? C'est donc un massacre indifférencié. Par exemple, les bombes d'Hiroshima étaient-elles une tentative de génocide ? De savants juristes nous diront que non, cela faisait partie d'une guerre. On pourrait leur répondre que c'était bien un génocide car les personnes visées étaient bien les Japonais

habitant cette ville, visés en tant que Japonais.

En fait, cette définition juridique revient, d'une façon plus ou moins explicite, à établir une gradation dans les crimes de masse de l'époque impérialiste. Elle sous-entend qu'écraser une population à cause de son appartenance ethnique serait condamnable, mais que l'écraser sous prétexte de se défendre dans le cadre d'une opération de guerre, au fond, ne le serait pas autant. C'est évidemment un terrain dangereux. En fait, d'ailleurs, la qualification d'un massacre comme un génocide, au sens juridique et au sens du fameux « droit international », de la part d'une institution ou d'un tribunal quelconque, n'a pas vraiment de conséquences, sauf peut-être de permettre de condamner un sous-fifre ou de considérer que l'État qui l'a commis doit indemniser ses victimes, s'il le veut bien, comme l'a fait en partie l'Allemagne vis-à-vis des Juifs après la guerre.

En tout cas, ce débat comporte un piège dans lequel on n'a pas envie de tomber. Les camps en présence nous guettent, les pro-israéliens pour dire : « Ce n'est pas un génocide, c'est une guerre de défense », et les pro-palestiniens pour dire : « Si vous ne

dites pas que c'est un génocide, alors vous êtes du côté d'Israël. » Pour nous, c'est plus simple, un massacre est un massacre et nous le dénonçons tel qu'il se déroule, avec ses tenants et aboutissants, et pas en fonction d'une sorte de hiérarchie morale.

Donc, en ce qui concerne ce qui se passe à Gaza, nous employons indifféremment les termes de massacre, de guerre d'extermination ou de génocide, sans nous soucier de la hiérarchie que d'autres commentateurs mettent entre ces termes. En fait, ce qui a changé est que la presse s'est mise souvent à parler de génocide à propos de ce qui se passe à Gaza et il n'y a pas à sembler être en retrait ou d'une certaine façon excuser Israël en n'utilisant pas le terme. Mais, sur le fond, pour qualifier la politique impérialiste vis-à-vis des Palestiniens comme criminelle, nous n'avons pas besoin de ce type de distinction.

Dans tous les cas, il y a une chose qui est vraie, c'est que pour qualifier la barbarie à laquelle nous assistons, les mots parfois nous manquent, et toutes les dénonciations que nous pouvons faire resteront encore en dessous de la réalité !



Des centaines de milliers de Gazaouis tentent de retourner chez eux, le 11 octobre 2025, dès le cessez-le-feu.

Sur la situation en France

Nos discussions ont été variées. Ici, on a discuté de LFI, là du RN, là encore des municipales. La préparation de la France à la guerre a aussi été beaucoup discutée. Des camarades ont regretté qu'il n'y ait rien, dans ce texte, sur la marche à la guerre, surtout après la déclaration du général Mandon sur le sacrifice nécessaire de nos enfants et l'annonce du rétablissement d'un service militaire.

SUR LA MARCHÉ À LA GUERRE

Il n'y a pas de développement particulier parce que les causes profondes de la marche à la guerre ainsi que son rythme sont liées à la marche du capitalisme mondialisé, à sa phase suprême, comme disait Lénine, l'impérialisme, avec ses contradictions et ses crises, ce que l'on développe tout au long du premier texte... L'agitation de Macron pour faire exister la France ou l'Union européenne dans ce jeu impérialiste est celle d'un acteur de second rôle : pas insignifiant mais pas décisif.

Pour l'instant, en France, la marche à la guerre se traduit essentiellement par de la propagande. Nous sommes sous le feu roulant d'une intense propagande anti russe et anti chinoise entretenue par les médias et par des postures martiales de Macron ou d'un chef d'état-major pour, selon leurs dires, « que la

France se réarme moralement ». Déjà, en 2020, avant le début de la guerre en Ukraine, le chef d'état-major, Burkhard, avertissait : « *Les conflits durs entre États restent possibles voire probables. L'armée de terre doit plus que jamais être prête à produire d'emblée de la puissance militaire pour faire face à un péril inattendu, en sachant encaisser les chocs avec résilience.* » Il ajoutait : « *La société française s'est éloignée du tragique et de l'histoire. Elle ne prépare pas ces jeunes aux responsabilités exorbitantes qu'ils auront à 25 ans, l'âge des premiers engagements opérationnels, des premiers morts. Nous devons les faire mûrir le plus vite possible.* » C'était passé plus inaperçu que la sortie du général Mandon, mais c'était dans la même veine.

Ils travaillent les esprits, ils mettent en scène la menace russe, ils essaient de faire vibrer la corde patriotique, évoquent la défense de la patrie... Ils travaillent, pour reprendre une expression de Rosa Luxemburg, à la « fabrication de la guerre » dans l'opinion publique. Alors, est-ce que ça marche ? Sans doute en partie. En tout cas – nous le mesurons dans nos discussions – le gouvernement, l'état-major, les médias ont réussi à installer l'idée de la guerre, l'idée que l'on doit avoir peur de la Russie et qu'il faut être capables de se défendre et cela inquiète. Quant au retour d'un service militaire, il n'est pas du tout mal vu, tout comme l'augmentation du budget de l'armée.

Cette propagande renforce le sentiment d'unité nationale, à l'opposé de la conscience de classe nécessaire. Sentiment déjà largement propagé par les idées protectionnistes et souverainistes défendues par tous les partis et syndicats comme le seul moyen de mettre fin aux licenciements et aux fermetures d'entreprises. Cette propagande, avec l'ambiance guerrière qui l'accompagne, entretient aussi le sentiment d'impuissance des travailleurs face à une situation qui s'aggrave sur tous les plans. Comment imaginer empêcher une nouvelle guerre mondiale quand on n'arrive même pas à se battre pour son salaire ! C'est quelque chose que l'on entend régulièrement quand on discute.

Et que peuvent ressentir aujourd'hui ceux qui se sont solidarisés des Palestiniens, sinon un immense sentiment de défaite ? Le message que les grandes puissances ont envoyé de Gaza, c'est : « Restez à votre place ! Et regardez ce que l'on fait à ceux qui ne se soumettent pas ! »

Alors oui, tout cela pèse, mais il s'agit plus d'un bruit de fond que d'une préoccupation quotidienne. Car la marche à la guerre se fait à petits pas. La guerre n'est pas imminente. Et cela fait partie des problèmes du gouvernement. Il se doit de maintenir une forme de tension alors même qu'il sait que la Russie ne va pas attaquer demain. Il se sert de la menace russe et de la guerre en Ukraine pour préparer les esprits. Encore une fois, les kits de survie, les plans des agences régionales de santé et des hôpitaux pour accueillir les blessés, cela relève encore surtout de l'opération de propagande.

ÉCONOMIE DE GUERRE : LE PATRONAT PRUDENT

La préparation matérielle et militaire à la guerre reste elle-même très progressive. Regardez le nouveau service militaire : ils l'ont conçu, pour l'instant, au volontariat. Pour 2026, cela concerne une toute petite minorité de jeunes : 3 000. Leur



Lors d'une « opération de relations publiques » de l'armée en 2022.



Un Rafale de Dassault exposé au Salon du Bourget, foire commerciale avant tout, en juin 2025.

objectif est de monter à 50 000 d'ici à 2030, chiffre limité quand 750 000 jeunes ont 18 ans. Macron a parlé de la nécessité de transformer l'économie en « économie de guerre » le 13 juin 2022, lors d'un Salon de la défense. Là encore, cela relevait plus de la propagande que de la réalité.

Le secteur de la défense monte en cadence, les profits des marchands d'armes et leurs cours boursiers ont bondi, mais l'économie ne s'est pas du tout transformée en économie de guerre. Rien à voir avec ce qui se passe en Russie, ni même en Ukraine. L'État ne s'en donne pas encore réellement les moyens, même si le gouvernement a augmenté le budget militaire. Et la bourgeoisie ne va pas se mettre à investir massivement si elle n'est pas sûre des commandes et des profits à en attendre. Des camarades de Dassault ont signalé que, contrairement à ce qu'annonce la presse, à savoir un triplement de la production de Rafales, Dassault n'arrivait pas à tenir ses cadences parce que les multiples sous-traitants dans la chaîne de production ne suivaient pas.

On peut prendre aussi l'exemple de la Fonderie de Bretagne, qui fabriquait des pièces en fonte pour l'automobile. Elle a été reprise par Europlasma, qui a prétendu réorienter son activité en production d'obus. Europlasma promettait 250 000 obus dès 2025, le double en 2026 ! Aujourd'hui, six mois après la reprise, aucun obus n'est sorti de l'usine, rien n'a été fait pour adapter l'outil de production et les ouvriers craignent la fermeture du

site. Le même margoulin a repris les Forges de Tarbes et Valdunes, dans le Nord, où l'activité devait être aussi réorientée vers l'armement. Les salariés y dénoncent le même manque d'investissement et d'activité.

Pas de réquisitions, pas de contrôle de l'État, pas de planification, toujours la concurrence, y compris entre des acteurs aussi majeurs que Thales et Naval Group, entre Thales Group et Airbus Defence and Space... Dans ce domaine, comme dans les autres, le gouvernement bourgeois laisse toute liberté aux actionnaires et aux marchandages capitalistes, et il est incapable de réellement anticiper et planifier. En 1914, alors que la guerre était prévisible depuis sept ou huit ans, que la mobilisation générale avait

été anticipée, le service militaire porté à trois ans, ce n'est qu'après le début de la guerre que les capitalistes, en France aussi bien qu'en Allemagne, se sont mis en ordre de marche. Et ils l'ont fait sous la contrainte de l'État, en ménageant bien sûr leurs profits.

Il a fallu attendre septembre 1914 pour que Millerand – le premier socialiste entré, en 1899, dans un gouvernement bourgeois aux côtés de Galliffet, un des massacreurs de la Commune, et qui était donc devenu ministre de la Guerre en 1914 –, convoque chefs de l'armée et grands patrons de l'industrie pour qu'ils mettent en œuvre des programmes de production, trouvent les fournisseurs, etc. Selon un historien : « *L'improvisation régnait, avec ses incohérences ; il fallut entre deux et trois trimestres pour que la machine de guerre monte réellement en puissance.* » Certes le gouvernement et l'État se préparent à la guerre, mais on est loin de la cohorte disciplinée qui applique un plan préétabli. On est dans une société capitaliste dominée par la bourgeoisie et les lois du marché, et rien n'y est organisé rationnellement, pas même la préparation à la guerre. Et, aujourd'hui, c'est sûr, les affaires continuent comme à leur habitude, c'est « business as usual » comme on dit !

Et c'est la politique politique « as usual » ! La marche



à la guerre n'est pas du tout un enjeu de la crise politique. Elle ne fait même pas partie du débat. On entend des voix discordantes. Le RN et LFI comme le PCF se donnent un petit air pacifiste en dénonçant les déclarations, martiales des uns et des autres, qu'ils accusent de mettre de l'huile sur le feu au lieu de faire jouer la diplomatie. Mais ce n'est pas un vrai sujet de discorde parce que, sur le fond, ils sont bien sûr tous d'accord pour augmenter les capacités militaires. Ils parlent tous de la nécessité de mener des guerres quand elles sont justes. Comprendre : si nous sommes attaqués, il faudra bien se défendre !

Mais, encore une fois, ce n'est pas du tout la question de la guerre qu'ils veulent mettre en avant. Ce qui occupe les partis aujourd'hui, c'est leurs clowneries à l'Assemblée nationale, la prétendue nationalisation d'ArcelorMittal, la compromission du PS avec les macronistes, leurs éventuelles alliances pour les municipales, la course à la présidentielle. Et, en ce qui concerne la campagne des municipales, ils ne vont pas la faire en expliquant qu'il faut se préparer à ce que nos enfants revêtent l'uniforme et partent à la guerre dans les années à venir, mais ils la font sur la cantine gratuite, la gratuité des frais de la rentrée scolaire ou des transports en commun...

NOTRE POLITIQUE FACE À LA GUERRE

Pour notre part, nous ne devons pas minimiser la campagne autour de la marche à la guerre. Au-delà de la propagande, il y a une réalité : l'impasse et la sénilité du système capitaliste, la rivalité exacerbée pour se disputer les marchés, le choix fait par Trump d'aggraver le protectionnisme, tout cela pousse à la guerre à une échéance ou à une autre. Et c'est alors que tout se précipitera. Il faut s'y préparer.

Nous devons nous appuyer sur les sentiments divers et multiples suscités par cette mise en condition, pas pour minimiser la marche à la guerre, mais pour convaincre que ce sera une



Le général Mandon, chef d'état-major, le 18 novembre.

guerre impérialiste. Une guerre pas pour défendre « nos valeurs », « nos libertés », mais les intérêts des capitalistes français (puisque nous sommes en France), et que « *l'ennemi principal est dans notre propre pays* ». Nous ne devons pas le faire dans un sens pacifiste. Nous dénonçons la restauration du service militaire parce qu'elle est une étape de plus dans la préparation à la guerre. Parce que le service militaire a toujours été le moyen d'embrigader la jeunesse et d'en faire de la chair à canon pour la bourgeoisie. Ce n'est pas qu'on rejette l'usage des armes et la violence. Aucune révolution ne peut vaincre sans l'armement des travailleurs et l'affrontement armé pour briser l'État bourgeois.

Et ce n'est pas le fait de risquer sa peau que l'on doit dénoncer. Que des jeunes soient prêts à s'engager pour une cause plus grande qu'eux, c'est une bonne chose. Mais pour quelle cause et derrière quels dirigeants ? Pour perpétuer l'ordre capitaliste et les privilèges des impérialistes ? Dans le passé, quand le service militaire était obligatoire, nos camarades ne tentaient pas spécialement d'y échapper. Beaucoup auraient pu l'éviter car les étudiants avaient les moyens de repousser leur service et de le remplacer par un service civil ou autre. Mais l'organisation leur conseillait plutôt d'y aller, surtout pour se lier à des prolétaires et accessoirement pour apprendre à manier des armes.

« Accessoirement », car tous les camarades qui ont fait le service militaire expliquent que le

premier enseignement de l'armée, ce n'est pas de se servir des armes, mais d'apprendre l'obéissance aveugle et les préjugés patriotiques sous les ordres de galonnés. Et un autre camarade a fait remarquer que les jeunes trafiquants savent très bien manier la kalachnikov sans être passés par le service militaire ! Ce choix de faire le service militaire était conforme à l'idée que les révolutionnaires n'ont pas à fuir la guerre, ils n'ont pas à fuir la mobilisation plus ou moins générale qui se produira, mais à être aux côtés de leur classe, à l'usine comme dans l'armée.

Quant aux jeunes qui se disent contre le service militaire ou contre la guerre en disant « ce sera sans moi », ou « s'il y a la guerre, je partirai à l'étranger », il faut discuter. Leur dire que la solution ne peut pas être dans des gestes individuels, si tant est qu'ils soient possibles, et qu'ils n'y échapperont pas plus que les autres.

Hormis une montée révolutionnaire, rien n'arrêtera le rouleau compresseur quand le gouvernement, l'état-major et les médias le lanceront. La Première et la Deuxième Guerre mondiale le montrent, alors que la conscience de classe était sans commune mesure avec celle d'aujourd'hui, alors qu'il existait, à la veille de 1914, un vrai courant antimilitariste porté par le mouvement socialiste qui, jusqu'à la veille de la guerre, disait qu'il ne ferait pas la guerre. On le voit par exemple dans *Les Damnés de la terre*, le roman autobiographique d'Henri Poulaille. Aujourd'hui,



Mobilisation à Nantes en 1914 : mise en scène d'un départ à la guerre faisant prétendument l'unanimité.

on part encore de plus loin. Et le retard de préparation entre la bourgeoisie et notre camp ne cesse de se creuser. Donc, oui, il faut réfléchir à tout cela. Essayer d'anticiper pour s'y préparer moralement, politiquement. Quand la guerre sera imminente, tout cela s'accélérera et changera du tout au tout. Les conditions de travail, de vie, les libertés publiques changeront brutalement pour tout le monde.

L'économie de guerre, la vraie, c'est aussi la militarisation des travailleurs. Pour l'instant, ce sont ceux qui travaillent pour l'armement ou ceux de l'automobile qui apprennent que leur usine peut se reconvertir dans l'armement, qui réfléchissent à leur responsabilité dans une

prochaine guerre. Mais, dans un contexte de guerre, tous les travailleurs sont embrigadés et sont des chaînons de l'appareil de guerre, l'intérimaire qui fabrique des obus, comme les conducteurs de train et les profs qui serviront d'agents de propagande et de recrutement pour l'armée.

Les conditions de militantisme n'auront, elles non plus, rien à voir. Aujourd'hui, on peut encore répondre et opposer au discours de Mandon un tweet citant les paroles de *L'Internationale* : « S'ils s'obstinent, ces canibales, à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux. » On peut le faire sans subir de poursuites pour haute trahison.

En cas de guerre, tout cela, ce sera du passé. Comment l'organisation tiendra-t-elle, comment pourrons-nous maintenir les liens militants, tiendrons-nous contre la vague patriotique ? C'est à cela qu'il faut aussi se préparer. Pour l'heure, il faut suivre la ligne que traçait Trotsky :

« Le révolutionnaire se fraye sa route avec sa classe. Si le prolétariat est faible, attardé, le révolutionnaire se borne à faire un travail discret, patient, prolongé et peu reluisant, créant des cercles, faisant de la propagande, préparant des cadres ; avec l'appui des premiers cadres qu'il a créés, il parvient à agiter les masses, légalement ou clandestinement, selon les circonstances.

Il fait toujours une distinction entre sa classe et la classe ennemie et n'a qu'une seule politique, celle qui correspond aux forces de sa classe et les raffermir.

Le révolutionnaire prolétarien, qu'il soit français, russe ou chinois, considère les ouvriers chinois comme son armée, pour aujourd'hui ou pour demain. »

Cette citation est tirée du texte écrit par Trotsky en juin 1931 en réponse à l'ouvrage *Les Conquérants*, d'André Malraux, texte intitulé « De la révolution étranglée et de ses étrangleurs », que l'on retrouve dans *La Révolution permanente*. Trotsky y développe tout un raisonnement sur la politique criminelle de l'Internationale communiste et des Borodine en Chine, mais cette citation, même prise isolément, a beaucoup de valeur.



Conclusions

À quoi pouvons-nous attendre pour la période à venir ? Telle est la question que nous posons dans nos textes de congrès sur les relations internationales. On le fait dans ce texte-là et pas dans celui sur la situation intérieure car il est absolument évident que ce n'est pas l'UE ou Macron qui décident de quoi que ce soit. La réponse qui vient à l'esprit est évidemment que tout dépend de l'évolution de la crise économique, notamment de la survie d'une crise financière grave, avec les réactions sociales susceptibles de modifier les conditions de nos activités militantes. Et il y a les guerres elles-mêmes.

UN ÉTAT PERMANENT DE CRISE ET DE GUERRE

L'Europe dans sa partie occidentale impérialiste n'en connaît pour le moment que les images et le souffle. L'année qui est en train de se terminer a montré avec quelle rapidité le feu guerrier a pu passer de l'Ukraine au Moyen-Orient, sans oublier les multiples flammèches guerrières du Caucase au Soudan. La déstabilisation de plusieurs États africains, notamment de l'ancien pré carré du colonialisme français, annonce d'autres guerres. D'autant plus que, non seulement la situation ne s'est pas stabilisée dans l'ancienne « Françafrique », mais la rivalité des puissances impérialistes s'est aggravée, remettant en cause l'équilibre colonial élaboré à la conférence de Berlin en février 1885.

À remarquer que les innombrables liens tissés entre les économies des différents pays qui pourraient, devraient,

donner à l'humanité une prise formidable pour maîtriser sa vie économique et son organisation sociale, contribuent, au contraire, à aggraver le chaos. Comme le résumait Trotsky au début d'une guerre qui était en train de devenir la Deuxième Guerre mondiale, « *la bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue* ». Ce qui semble évident à la lumière des deux ou trois années passées, c'est que la société s'est installée dans un état permanent où la crise et la guerre se conjuguent pour donner cette image d'un bateau ivre que plus personne ne contrôle. Pas même, et surtout pas, ceux qui dirigent la société...

Oh, le bateau avance quand même ! Parler même de crise semble une expression trop forte. Certes pas pour les chômeurs et tous ceux qui sont menacés de le devenir et qui savent qu'ils le seront ! Certes, pas pour la majorité des classes populaires ! Certes, pas pour toute cette fraction de la planète – une grande partie,

sinon la majorité – pour qui la nourriture quotidienne est un problème. Mais, en même temps, contrairement à ce que raconte la légende de la crise de 1929, les grands bourgeois ne se jettent pas par les fenêtres de leurs gratte-ciel, et les dividendes distribués atteignent des sommets.

Alors, la crise ? Quelle crise ?

LA GUERRE, UNE OPPORTUNITÉ POUR LES CAPITALISTES

La guerre elle-même ou sa menace constituent de nouveaux marchés. Le président des États-Unis, spéculateur immobilier de son état, peut devant les ruines de Gaza y voir de futures plages, parsemées de clubs Med... Il faut le cynisme incommensurable de crapules de ce genre pour oser de telles phrases. Mettez-vous à la place de la population de Gaza ! Ce genre de crapules au pouvoir, soit dit en passant, c'est



Préparation d'un drone russe dans la région de Kherson, en août 2025.

A. KONOVALOV/TASS/SIPA

une raison de militer.

Les semblables du président américain, plus directement intéressés par l'Ukraine que par le Moyen-Orient, ont déjà intégré dans leurs calculs de faire payer par les Russes, entre autres, la reconstruction de l'opéra de Marioupol.

Si vous vous mettez à la place d'un marchand d'armes, oui, la guerre est un marché. Et d'ailleurs ils n'arrivent même pas à suivre le marché et c'est une caractéristique de la situation. Vous pouvez vendre, mais il n'y a pas assez de produits. « Austérité, le festin des actionnaires », titre *Le Monde diplomatique* du mois de septembre. On ne peut pas parler de façon plus réaliste ! Alors, de quoi la bourgeoisie pourrait-elle se plaindre ? La bourgeoisie, la grande, la vraie, celle qui exploite des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs dans chacun de ses groupes, celle qui, en fermant de grandes entreprises ou même simplement en réduisant les effectifs, peut ruiner l'existence de toute une ville, de toute une région. C'est-à-dire la bourgeoisie impérialiste.

Elle domine tout autant le destin des peuples, elle est en situation de prendre des décisions qui transforment des régions où vivent des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants, en champs de ruines, elle dont un certain camarade de l'ancienne génération disait : « *Les bourgeois peuvent fermer une entreprise comme on ferme une tabatière.* » Certes, aujourd'hui, il n'y a plus de tabatière, mais il y a toujours des entreprises que les bourgeois ferment.

Alors, nous n'allons pas faire ici des tentatives de prévisions sur les guerres à venir. Des dizaines d'états-majors y travaillent, sans parler de tous les généraux ou amiraux à la retraite qui sont approchés par les chaînes de télévision pour donner des avis de professionnels sur l'embrasement généralisé à venir, dont ils ne savent pas grand-chose, mais surtout pour habituer la population à la guerre, à accepter des budgets – votés ou pas votés –, à les financer. Leur message est clair : « Attendez-vous à cela et fabriquez le plus possible de gosses, car, dans

l'avenir, ils y auront droit ! »

Disons seulement que personne ne peut même dire pour le moment quels seront les protagonistes, au cas où les différents affrontements militaires locaux, régionaux, conduiraient à la guerre généralisée pour déboucher sur un embrasement général, c'est-à-dire à la troisième guerre mondiale. La seule chose qu'on peut dire, c'est que la guerre a déjà commencé en Russie, en Ukraine, et, depuis bien plus longtemps, au Moyen-Orient. Elle domine déjà la vie sociale même là où les bombes ne tombent pas, du moins pas encore. Alors, oui, la guerre a déjà commencé et, dans le futur, des centaines d'historiens se pencheront sur la question de savoir quand elle a effectivement commencé et quelles en ont été les raisons officielles... Comme toujours, la réponse sera donnée par le camp vainqueur, en toute objectivité bien sûr ! Les vaincus seront les peuples qui en paieront le prix et qui le paient déjà, d'Odessa à Kiev, de la Palestine à Téhéran...

En attendant, la guerre permet déjà aux états-majors d'essayer des armes qu'ils n'ont pas encore maîtrisées, ou de se familiariser avec de nouvelles pratiques de combat. Les drones, omniprésents sur les champs de bataille, ont fait une entrée massive dans les arsenaux. Oh ! que voilà une belle expérience que celle de l'armée israélienne qui fouille les tunnels avec des drones ! Remarquons d'ailleurs entre parenthèses que cette guerre, l'État d'Israël ne l'a pas

gagnée, car il fait naître les générations qui se disent qu'il faut se venger. Quoi qu'il en soit, les drones sont paraît-il déjà largement utilisés par l'armée américaine contre les gangs en Haïti.

UN CHAOS PROFITABLE

Alors, revenons à la question : quelle crise ? Henry Kravis, cofondateur et coprésident exécutif de KKR, un des trois plus grands fonds d'investissement *private equity* (c'est-à-dire investissement en capital des PME et TPE généralement non cotées en Bourse), affirmait dans une interview aux *Échos* : « *Ces périodes de chaos ont toujours été le meilleur moment pour investir.* » Où est donc la crise pour Henry Kravis ? Celui-ci ajoute : « *Malgré l'instabilité politique et économique, la France reste un terrain fertile pour le private equity.* »

Un article du journal *Le Monde* du 30 septembre 2025, titré : « Le retour en grâce du fondateur de Blackwater » et sous-titré : « De l'Amérique latine à l'Afrique, Erik Prince, proche de Donald Trump, a relancé son business de la guerre », permet d'observer d'abord que la suite de la guerre, c'est la mort, les ruines pour beaucoup, mais c'est aussi du business. Et même, depuis des temps immémoriaux, un business fort rentable, qui se traduit par une réalité dont on a quelques images à la télé, en cadavres et en blessés. Blackwater est une sorte d'armée privée qui a gagné ses galons notamment pendant la guerre menée par les



Trois requins de la finance mondiale : de gauche à droite, Stephen Schwarzman, de Blackstone, Jonathan Gray et Henry Kravis, de KKR.

États-Unis en Afghanistan. *Le Monde* commençait ainsi son article : « *Erik Prince est de retour. À Haïti ou au Salvador, en passant par le Pérou, l'Équateur et jusqu'à la République démocratique du Congo (RDC), entre lutte contre le trafic de drogue, expulsion de migrants illégaux, guerre contre les groupes armés non étatiques et sécurisation de carrés miniers en Afrique, le fondateur et ancien PDG de la société de sécurité privée Blackwater multiplie les apparitions depuis la réélection, fin 2024, de son meilleur allié à la Maison Blanche, Donald Trump, dont il est un ardent supporteur.* » L'article est intéressant par la réalité qu'il décrit. Ledit Erik Prince est un ancien militaire du commando d'élite de la marine américaine, héritier – souligne *Le Monde* – d'une riche famille établie sur les rives du lac Michigan, et qui prétend diriger « *l'armée privée la plus puissante du monde* ».

Et qu'est-ce qui le motive pour relancer son business de la guerre ? Ce n'est manifestement pas d'intervenir en Haïti ou au Salvador, des pays d'une pauvreté incommensurable. Mais, en revanche, de l'autre côté de l'Atlantique, il y a la RDC avec ses richesses minières extraordinaires – « *un véritable miracle géologique* », disait un géographe –, et une multitude de sociétés occidentales majeures qui visent, qui le platine, qui le diamant, qui le cobalt, qui le cuivre, avec le Katanga, « *coffre-fort minier du pays* ». Oui, mais comment assurer la sécurité de l'exploitation dans un pays dont l'État se décompose ? Dans des pays comme la RDC, la pauvreté entraîne la corruption et l'inefficacité de l'appareil d'État et de ses corps de répression : tout le monde est achetable par tout le monde. La demande de sécurité de la bourgeoisie, et là on parle aussi de la bourgeoisie blanche, impérialiste, ne peut être assurée par l'État. C'est à cette demande que Blackwater répond : elle a senti le besoin d'une « *police des mines* » chargée de percevoir les recettes fiscales auprès des entreprises minières.

Voilà le besoin (la demande), Blackwater se propose d'assurer l'offre. Au fond, Blackwater, c'est

le sanguinaire chef de gang et ex-policier Barbecue, en Haïti, en plus grand et en plus ambitieux. Voilà l'impérialisme sénile qui réinvente le mercenariat du Moyen-Âge !

Signalant l'afflux en RDC d'une foule bigarrée, composée de tous ceux qui sont attirés par la perspective de faire fortune ou, en tout cas, de trouver du travail, le reportage du *Monde* ajoute : « *Rien ne dit que ces Sud-Américains sont là dans le cadre du contrat d'Erik Prince. Une partie de l'Est non contrôlée par le M23, et Kisangai, est devenue une tour de Babel avec des contractuels slaves, sud-américains, turcs, est-européens, israéliens... Sans parler des forces armées congolaises. On ne sait pas qui fait quoi.* » Il y a dans cet article l'indice d'une évolution qui dépasse le cas de Blackwater, pour donner une prémonition d'une évolution plus générale.

DES APPAREILS D'ÉTAT DÉLIQUESCENTS

Les révolutionnaires communistes ne sont certainement pas les défenseurs des appareils d'État de la bourgeoisie, ni en France, ni aux États-Unis, ni en RDC. Ils militent pour leur destruction par et au profit de la classe ouvrière, du prolétariat, qui produit tout et pourtant ne contrôle rien.

Mais l'incapacité des puissances impérialistes à remplacer les feus pouvoirs coloniaux par des régimes non corrompus ne remplace pas l'armée, la police, un appareil de répression efficace pour tenir les masses. Or l'entretien d'un appareil de répression coûte cher. L'appel au privé se situe dans ce contexte. Les États de la bourgeoisie eux-mêmes ont été bâtis au cours des siècles, et leur mise en place a représenté un progrès considérable pour l'humanité. En représentant les intérêts de la bourgeoisie contre l'ordre féodal, ils incarnaient le progrès.

Haïti, avec ses gangs, ses policiers chefs de gang à la Barbecue, avec sa population livrée à la prédation des uns comme des autres, est plus annonciateur de

l'avenir que la bourgeoisie des pays impérialistes prétendument plus civilisés. D'ailleurs, sur le fond, y a-t-il tellement de différences entre les deux ? Entre la plus grande et la plus riche démocratie bourgeoise et les autres ? Que l'on songe seulement à ce 6 janvier 2021, à la veille de la prise de fonction de Biden, que l'on songe à la foule bigarrée mais réactionnaire qui avait pris d'assaut le Capitole !

Quelqu'un a écrit qu'on en était au même niveau en France à la veille de la Révolution française qu'au 13^e siècle. Bien des phénomènes, depuis les épidémies comme la Grande Peste ou les guerres de Trente ou Cent Ans, expliquent que le niveau de production et de développement, même après des siècles, n'ait pas tellement évolué. Malgré cela, la longue construction d'un appareil d'État en France, entre Philippe le Bel et la révolution de 1789, a été un progrès historique. Aujourd'hui, cet appareil d'État au service direct de la grande bourgeoisie représente en même temps, plus ou moins directement, toutes les classes privilégiées, y compris les plus anachroniques. Au Cameroun par exemple, où l'armée française avait été envoyée pour rétablir l'ordre, ce sont les rois et les chefferies qui ont été rétablis, comme partout ou presque dans les colonies (voir l'article du *Monde* sur le Cameroun de Paul Biya).

La déliquescence des États de la bourgeoisie, la multiplication, en particulier dans les pays pauvres, d'États corrompus jusqu'à l'os, incapables d'assurer efficacement une forme de protection de la bourgeoisie, sont un retour en arrière, un des aspects du recul de l'humanité vers la barbarie.

LE PROLÉTARIAT, GARANT DE L'AVENIR DE L'HUMANITÉ

Il fut un temps où, pour connaître l'évolution future de la société, il fallait regarder vers les pays impérialistes les plus avancés. Aujourd'hui, c'est la déliquescence de l'état de la société, la pourriture généralisée qui



En Haïti, un policier suspecté de complicité avec des gangs est arrêté par le procureur Muscadin, en janvier 2025, à Miragoâne. Celui-ci est accusé par l'ONU d'abattre lui-même de présumés bandits mais une partie de la population le soutient.

indiquent avec le plus de fidélité ce que sera la société, telle que la bourgeoisie décadente nous l'impose et nous l'imposera de plus en plus.

Alors, et nous là-dedans ? C'est d'une banalité grossière que d'affirmer que nous n'avons pas de prise sur cet avenir et que nous le combattons. Mais, en même temps, nous faisons confiance au prolétariat. Nous avons confiance en sa capacité de reprendre l'initiative, et de reprendre ou, plus exactement, de prendre la direction de la société qu'il est le seul dans cette société à avoir la capacité et la force pour le faire. Et notre confiance dans

le prolétariat repose en dernier ressort sur notre confiance en l'humanité.

L'histoire humaine n'a jamais été un long fleuve tranquille. La société humaine n'est pas marquée par une marche en avant glorieuse. Trotsky avait exprimé bien souvent l'idée que « *la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* ». Cette « crise de la direction révolutionnaire » n'a pas été surmontée du vivant de Trotsky. Elle n'a pas été surmontée depuis. Les trahisons répétées de la direction du prolétariat, suivies de sa décomposition, ont pourri les organisations du mouvement ouvrier lui-même.

Le mouvement organisé s'est cassé la figure, mais le prolétariat est toujours là et son rôle irremplaçable dans la société, aussi. Et c'est au prolétariat que nous faisons confiance et pas aux différentes moutures de ses organisations. Et puis les échéances historiques ne se mesurent pas à l'échelle d'une vie humaine.

Mais, dans le paragraphe où Trotsky insiste le plus sur cette crise de direction, il le fait en s'élevant contre « *les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore mûres, ne sont que le produit de l'ignorance ou des tromperies conscientes* », pour insister : « *Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir.* »

Cela est et reste encore et toujours une profession de foi en faveur de l'avenir socialiste. Oh, non pas le socialisme à la Staline ou à la ribambelle de ses imitateurs ! Mais celui en faveur du renversement du pouvoir de la bourgeoisie par le prolétariat.

L'histoire est passée par là. Elle a connu des reculs catastrophiques. La seule révolution victorieuse pendant un certain temps s'est transformée en une infamie, avant même d'être balayée de la scène de l'histoire. Il ne reste plus rien ou presque rien de ses réalisations.

La révolution prolétarienne a eu lieu. Les idées, les raisonnements de Marx se sont incarnés. Et cela, même le stalinisme ne peut pas revenir dessus. Le prolétariat a montré qu'il était un candidat à la tête du pouvoir, à la direction de la société. Cela va au-delà de la défense d'un idéal ou d'une position humaniste : le prolétariat a posé, historiquement, sa candidature au pouvoir et montré qu'il était capable de s'emparer du pouvoir pendant assez de temps pour montrer sa légitimité pour l'avenir. Il ne reste plus de ce passé que des idées, des prises de position politiques, et c'est à partir de là qu'il faut recommencer la tentative. Cette première tentative est restée sans lendemain. Mais combien de révoltes tentées sans succès pendant les différentes phases de la société de classe ? Combien de tentatives de

la bourgeoisie elle-même avant de parvenir au pouvoir ? Et tout cela pour arriver au monde tel qu'il est sous les Trump ou sous les Macron et, derrière eux, sous d'innombrables représentants de la classe capitaliste.

Nous n'avons pas de révélations particulières pour cet avenir fait de guerres et de destructions, sinon que, comme nous le répétons depuis des années, la société capitaliste ne peut pas être l'avenir de l'humanité. La période à venir sera plus difficile et la guerre nous atteindra sans doute, car le prolétariat n'est pas du tout en mesure de s'en défendre. Rappelons-nous que même un prolétariat autrement plus organisé et fort politiquement n'a pu empêcher la Première Guerre mondiale ! Alors la période sera ce qu'elle sera mais nous, nous sommes censés rester ce que nous sommes : des communistes révolutionnaires, c'est-à-dire des gens convaincus que le prolétariat, qui a déjà pris le pouvoir auparavant, a l'avenir entre les mains.

UN PROGRAMME À PRÉSERVER À TOUT PRIX

Il faudra que nos perspectives, notre programme, survivent au sens le plus matériel du terme. Mais « survivre », c'est de nos idées, de notre programme et, bien au-delà, de notre volonté de créer une société qui devienne véritablement humaine, qu'il s'agit.

Survivre avec notre conviction fondamentale que la société capitaliste ne peut pas représenter l'avenir de l'humanité, c'est poursuivre un combat que la majorité opprimée, exploitée de la population a toujours mené et qu'elle continuera à mener jusqu'à ce que ce combat perde son objet.

Un auteur scientifique a dit en substance que les dinosaures ont été pendant 160 millions d'années les représentants les plus évolués du vivant. Et, pendant ce long règne sur la planète, les dinosaures n'ont jamais fait ce que l'humanité, dont l'histoire est bien plus courte, a réalisé et envisagé, comme se lancer

dans l'espace et aller sur Mars. Bien sûr, nous sommes solidaires du vivant en général, mais nous établissons quand même une hiérarchie : les dinosaures ont disparu et l'humanité, avec sa capacité d'avancer, de raisonner, de progresser, pas encore. Elle a l'avenir devant elle... encore faut-il y arriver !

NOS ANALYSES APRÈS LA MORT DE TROTSKY

Qu'entendons-nous par trotskysme aujourd'hui ? Pour le résumer en quelques phrases, c'est d'abord la compréhension par Trotsky de la politique bolchevique après la révolution d'Octobre 1917. Insistons sur ce point : ce n'est pas ce que Trotsky a mis en avant au début de sa vie militante, où il avait tort. C'est évidemment tout ce qui a été l'apport du bolchevisme, y compris sur des questions comme la bureaucratization et le fascisme qui sont dans une large mesure les apports personnels de Trotsky. Notre trotskysme, c'est aussi notre solidarité avec les prises de position de Trotsky chassé d'URSS de son vivant, comme la critique des fronts populaires. Mais Trotsky a été assassiné en 1940, et la vie politique et la vie tout court ne se sont pas arrêtées à sa mort.

Pour un certain nombre d'événements majeurs comme, par exemple, la révolution chinoise au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, Trotsky nous a donné des clés politiques pour comprendre cette révolution qui a conduit au régime maoïste, qu'il n'a pas connu de son vivant. Pas plus qu'il n'a connu personnellement les démocraties populaires, imposées aux pays de l'Est européen dans la foulée de la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire des régimes pseudo-communistes, imposés par une armée de conquête, sans que la population s'en mêle, voire contre elle.

Trotsky n'a pas pu écrire là-dessus et guider notre compréhension. Il n'a pas non plus connu le titisme ou par la suite le Vietnam ou Cuba. Certains de ces événements ont eu une

signification et une portée mondiales, plus ou moins grandes. Par exemple, entre le titisme et le maoïsme, ce n'était pas la même portée. Sauf pour les militants de la IV^e Internationale, qui partaient construire le socialisme en Yougoslavie, qui leur apparaissait alors moins moche que l'URSS. Comme souvent, ce que la révolution prolétarienne ne leur a pas donné, ils sont allés l'inventer ailleurs.

Reste qu'il fallait comprendre et interpréter ces bouleversements et il fallait se débrouiller seuls, avec nos propres têtes et sans que Trotsky nous tienne la main. Nous l'avons fait et nous avons éprouvé le besoin de mettre nos raisonnements par écrit : sur la nature des démocraties populaires, sur la Chine, etc., car comprendre ce qui s'est réellement passé dans des révolutions comme celles de Cuba ou de la Chine, cela a son importance pour comprendre ce qu'on veut construire.

Nous avons donc écrit sur ces analyses avant même de les intégrer complètement dans notre programme, dans les années 1970-1971. Nous avons maintenu nos analyses de la nature de l'État soviétique, même après la Deuxième Guerre mondiale, menée et gagnée conjointement par l'impérialisme américain et l'Union soviétique, malgré Yalta et la division du monde en deux camps. Ces écrits font partie de notre programme, il faut les diffuser et les utiliser.

Nous n'avons pas fait nôtres les positions capitalistes d'État, même dans leurs variantes d'après-guerre. Et pour ce qui est de notre courant, sans avoir vraiment et complètement compris la nature des démocraties populaires dès le début, nos ancêtres avaient réclamé le retrait de l'armée soviétique de ces démocraties populaires.

Avant même que les États constitués sous le patronage de la bureaucratie soviétique deviennent le glacis contre lequel se battaient les ouvriers de la Stalinallee à Berlin, en 1953, de Pologne et de la révolution hongroise en 1956, nos camarades de l'époque avaient pris une position cohérente avec celle qu'ils allaient défendre lors de la révolte



En Tchécoslovaquie, le dirigeant du Parti communiste (KSC), Klement Gottwald, devient Premier ministre. Ici au congrès de 1947 : « Avec Gottwald, nous avons triomphé et nous réaliserons le Plan biennal ».

de « ceux de la Stalinallee ». Soit dit en passant, contrairement à l'idée que l'après-guerre n'a pas connu de période révolutionnaire, jusqu'au milieu des années cinquante, l'Europe de l'Est a connu une période d'agitation révolutionnaire. Des ouvriers de Berlin aux ouvriers hongrois, ce sont quand même trois années de révolution prolétarienne.

Nos positions étaient cohérentes et d'une certaine manière celles des autres organisations trotskystes, aussi, mais

leur cohérence les a menées à soutenir les staliniens ! La cohérence de nos positions, c'est cette idée simple qui est la nôtre que seule une révolution menée par la classe ouvrière, plus ou moins contrôlée par elle, mérite d'être considérée comme une révolution prolétarienne. Et pas telle ou telle de ses mesures et conséquences, comme le degré de nationalisation, d'étatisation ou la nature de ses décisions économiques comme la planification.

C'est l'ensemble de ces textes qui constitue notre programme. Par exemple, sous le titre « Le cas des pays sous-développés en rupture politique avec l'impérialisme », nous discutons de la possibilité pour des mouvements nationalistes de réussir à prendre le pouvoir pour rompre avec l'impérialisme, mais pas pour le mettre par terre, ce n'était pas leur objectif. Mais cette analyse aurait pu être interprétée comme une rupture avec le trotskysme, avec l'idée exprimée dans *La Révolution permanente* selon laquelle, à l'époque impérialiste, seule une révolution prolétarienne pourrait même réaliser les tâches de la bourgeoisie nationale et la dégager de l'emprise impérialiste. Ce n'était pas le cas. C'est aussi ces situations et les contradictions qu'elles pouvaient porter qu'il a fallu analyser et comprendre.

Alors, transmettre et défendre nos positions, y compris et surtout dans notre programme, est notre façon de continuer à défendre le marxisme. Si la guerre se rapproche, il faut que nous nous protégeons. Certes, pour faire la révolution, il faut commencer par survivre. Mais pas à n'importe quel prix et n'importe comment : pour survivre, il faut que nous conservions notre programme et nos idées.



Interventions des groupes invités

Nous publions ci-dessous de larges extraits des interventions d'organisations sœurs de Lutte ouvrière, regroupées au sein de l'Union communiste internationaliste (UCI). Nos lecteurs peuvent retrouver leurs organes de presse respectifs sur Internet (voir en quatrième de couverture, ou à partir du site de l'UCI <https://www.union-communiste.org/fr>)

Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)

MENACES DE GUERRE

La région caraïbe est maintenant touchée par la politique de la canonnière de l'impérialisme américain sous prétexte de guerre contre le narcotrafic. Les avions et les bateaux de guerre coulent de petites embarcations prétendument transporteurs de drogue. Et sans preuve.

Trump en profite pour menacer des régimes comme celui de Maduro au Venezuela, pas assez soumis à l'impérialisme américain. Ces attaques ont déjà tué 80 personnes.

La guerre fait son apparition partout et, pour les peuples de la Caraïbe, elle n'est plus un événement lointain.

Pour l'instant, ces événements ne font pas discuter au sein de la population, hormis dans les milieux politisés. Mais si demain une nouvelle guerre mondiale devait avoir lieu, une génération de jeunes de Guadeloupe, de Martinique, de Trinidad et Tobago, de la Barbade ou de Saint-Vincent serait mobilisée pour défendre les intérêts de leur puissance coloniale respective, la France ou la Grande-Bretagne, la Hollande ou l'Espagne ou, peut-être même, ceux de l'impérialisme américain lui-même.

Alors, les commentaires sur l'actualité sont plus fréquents en



Un bateau détruit par l'armée américaine dans les eaux internationales, le 15 septembre 2025.

ce qui concerne la crise politique actuelle dans l'Hexagone.

Vue d'outre-mer, cette crise politique offre un spectacle encore plus dérisoire que sur place. Aux yeux de populations éloignées des centres de décision, les événements politiques renforcent le scepticisme et le désintérêt pour la chose politique. En effet, d'une manière générale et de tout temps, le taux d'abstention aux élections le montre bien. Aux dernières élections législatives anticipées, on a compté plus de 69 % d'abstention en Martinique et plus de 65 % en Guadeloupe. Nous n'avons jamais connu autant de ministres de l'Outre-mer : 10 en 8 ans. Ils ont servi quelques mois chacun en

moyenne, certains quelques semaines, voire quelques jours.

VIE CHÈRE

Aux Antilles, la politique d'économie sur la population que veut réaliser l'État pour réduire sa dette a commencé à être ressentie par les travailleurs. Ils endurent déjà les mêmes restrictions que les travailleurs de l'Hexagone, avec comme toujours un coefficient d'aggravation. Car en Martinique et en Guadeloupe, les salaires sont en moyenne bien plus bas et il y a deux fois plus de chômage et de précarité que dans l'Hexagone.

Depuis octobre 2025, la prime de vie chère des travailleurs du public, ce que l'on appelle généralement les 40 %, est supprimée pour ces travailleurs en cas de congé de maladie. On peut se demander si cette mesure n'inaugure pas sa suppression par étapes. Rappelons que la prime de vie chère a été obtenue de haute lutte suite à une longue grève des fonctionnaires d'outre-mer en 1953. Jusqu'alors, cette prime de vie chère n'était accordée qu'aux fonctionnaires venant de l'Hexagone. C'était une véritable discrimination coloniale.

EAU POLLUÉE ET SARGASSES NUISENT À LA SANTÉ

Le service public de l'eau est toujours dans un état déplorable, surtout en Guadeloupe. On en fait le constat chaque année. Mais au lieu de s'améliorer petit à petit, la situation s'aggrave. Des communes ou quartiers jusqu'ici épargnés subissent maintenant des coupures intempestives. Dans d'autres endroits, la population est parfois privée d'eau courante pendant plusieurs jours. Les annonces publiques pour avertir les gens de ne pas boire l'eau, ni même se brosser les dents avec, se répètent régulièrement. Et quand l'annonce arrive, la non-potabilité de l'eau, polluée par le chlordécone et d'autres souillures, a précédé l'annonce de plusieurs jours. Les stations d'épuration sont pourries, les tuyaux aussi. De plus en plus de plages sont polluées. En l'absence d'une très forte mobilisation, on ne verra pas les deux milliards nécessaires à la réfection générale du réseau d'adduction d'eau de la population. Et c'est toujours du bricolage d'année en année.

Sur le littoral, une grande partie est polluée par les sargasses : ce sont des algues brunes qui se développent à la surface de l'océan Atlantique et échouent sur les côtes. En se desséchant sur le rivage, ces sargasses dégagent une très forte odeur due au sulfure d'hydrogène et à l'arsenic. Les gaz dégagés attaquent les poumons, favorisent l'asthme et

provoquent des affections de la peau. Ils détruisent peu à peu les appareils électroménagers chez les riverains. Presque toutes les îles de la Caraïbe sont touchées par ce phénomène.

Il y a peu de solutions à ce jour. Il existe bien les « sargators », ces bateaux capables de ramasser les algues avant leur échouage. Ils coûtent très cher. Il en faudrait plusieurs dans chaque île. Mais ni l'État, ni les assemblées locales ne veulent assumer ces dépenses pour l'instant.

Autre fait marquant, la montée de la criminalité, organisée ou pas. Il se passe rarement une semaine sans que l'on assiste dans les deux îles à des règlements de comptes criminels entre jeunes. Ces jeunes sont lourdement armés et s'entretenant.

MISÈRE MATÉRIELLE ET MORALE... ET SES CONSÉQUENCES

En Martinique, on a compté 33 homicides par armes à feu pour l'année 2025. En Guadeloupe, le cap des 47 homicides a été franchi au 1^{er} novembre dernier. Ces crimes par arme à feu ou au couteau sont liés à des braquages ou à des vols de scooters, à des différends intrafamiliaux, et souvent au trafic de drogue. Ils ont des causes diverses mais une origine commune : la misère, matérielle et morale, la précarité, le chômage.

La baisse démographique et le vieillissement s'accroissent. Ce dernier est plus prononcé aux Antilles qu'en métropole. Près de 40 % de la population martiniquaise aura bientôt 60 ans ou plus. Les plus de 60 ans seront plus nombreux que les moins de 20 ans. En Guadeloupe, en 2023, les plus de 60 ans représentaient déjà 30 % de la population, contre 21 % en 2013. Dans 20 ans, la Martinique sera le département le plus vieux de France. De plus, les deux îles perdent ensemble environ 5 000 habitants par an. Les jeunes quittent les îles pour leurs études et trouver du travail. Ils partent surtout vers l'Hexagone, mais aussi un peu partout dans le monde, souvent au Canada.

DES GRÈVES VICTORIEUSES

Dans cette situation générale plutôt sombre, il y a des travailleurs qui relèvent la tête et se battent.

Certes, dans les entreprises, il n'y a pas eu de grèves offensives. Mais une série de grèves a ponctué régulièrement la vie sociale.

À La Poste, la longue grève des salariés en Guadeloupe au mois de septembre était liée à la dégradation des conditions de travail. Les postiers ont dénoncé en particulier le manque criant d'effectifs qui les épuise. Ils ont protesté contre un projet de restructuration qui augmenterait la charge de travail sans effectifs supplémentaires. Cette grève fut un succès. Les postiers ont obtenu : la création immédiate d'une centaine de postes en CDI pour une grande majorité des agents ; l'arrêt des recrutements en intérim ; le maintien des bureaux de poste de plein exercice ; l'interruption des réorganisations pendant 6 mois ; la formation des postiers pour développer leurs compétences.

LA FIN DES PRESSIONS MANAGÉRIALES

En Martinique, en janvier, les postiers ont déclenché une grève reconductible, mais après quatre jours la direction cédait sur beaucoup de revendications. Celles-ci concernaient particulièrement les conditions de travail, d'hygiène, de sécurité et également les postes vacants qui n'ont pas été pourvus lors des dernières réorganisations. Une seconde grève des postiers de Martinique a eu lieu du 23 septembre au 2 octobre.

La direction de La Poste souhaitait passer de 22 à 12 tournées par semaine, avec la menace en perspective de perdre des postes de travail. Grâce à la grève, les travailleurs ont pu garder 16 tournées de distribution. Ils ont également obtenu le maintien d'une distribution par jour contre une distribution tous les deux jours comme le souhaitait la direction.

DES GRÈVES DIRIGÉES PAR LES TRAVAILLEURS EUX- MÊMES

Dans le privé, en Martinique, il y a eu plusieurs grèves longues : dans le transport, celles des vedettes Blue Lines et Transaglo, ainsi que celle de l'Office national des forêts. Les grévistes ont pu arracher des petites victoires sur des questions de sécurité mais aussi pour des augmentations de salaire ou un treizième mois comme à Transaglo.

La dernière grève notable dans le privé a été celle des travailleurs de la SAUR, entreprise du service de l'eau, en Martinique. Elle a été dirigée par un comité de grève. Les grévistes réclamaient le paiement d'une prime promise par la direction. Elle a été un succès. Il est aussi à noter que les grévistes ont reçu le soutien de la population, malgré les coupures d'eau occasionnées par la grève.

En Guadeloupe, la grève récente des travailleurs de la société Rest'Antilles contre de mauvaises conditions de travail a aussi été dirigée par un comité de grève. Les travailleurs ont gagné sur toute la ligne, y compris le paiement intégral des jours de grève.

CONTRE LA VIE CHÈRE, LES SUITES DU RPPRAC

Le mouvement contre la vie chère commencé l'année dernière en Martinique n'a pas suscité autant de manifestations cette année. Les dirigeants du mouvement avaient créé le

Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC). Ils ont décidé de se constituer en parti, sous le nom Pour le peuple. Outre l'amélioration du pouvoir d'achat, sa principale revendication consiste à réclamer davantage d'autonomie législative pour la Martinique. La suite probable est la présentation de candidats de ce nouveau parti aux élections municipales de 2026, à Fort-de-France notamment.

Le mouvement et les manifestations contre la vie chère n'ont pas abouti vraiment à ce que la vie soit moins chère. Un projet de loi est monté à l'Assemblée nationale, mais vraiment vide. Par contre, ce mouvement a permis de faire connaître le scandale de la vie chère aux Antilles. Il a aussi contraint le Groupe Bernard Hayot – du nom du plus riche béké de la Caraïbe – à avouer qu'en 2023, malgré un bénéfice de 227 millions d'euros, il avait perçu 55 millions d'euros d'aides publiques.

LA QUESTION DE L'AUTONOMIE

Sur le plan politique, la question de l'autonomie revient comme l'année dernière au-devant de la scène, en Martinique comme en Guadeloupe. Ce sont les élus des assemblées locales et le gouvernement qui relancent la question du statut politique des deux îles.

Les travailleurs et la population sont très loin de ces préoccupations des élus. Il y a chez eux une méfiance accrue à l'égard des notables. La succession des

affaires dans le milieu politique, les condamnations qui frappent les élus et se succèdent d'année en année contribuent à cette méfiance.

En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, ce seront encore les mêmes notables et politiciens locaux qui seront aux affaires locales en cas d'autonomie. Ils ont beau tenter de se masquer derrière « les intérêts de la Martinique » ou « les intérêts de la Guadeloupe », cela ne fait pas d'eux les défenseurs des travailleurs et de la population pauvre. Ils demeurent membres du personnel politique de la bourgeoisie.

Alors, notre rôle est de pointer du doigt ces faux amis de la population et de les dénoncer comme tels. Régulièrement, nous devons nous positionner face à la propagande des régionalistes et nationalistes de tous bords qui pollue l'air du temps.

Nous ne sommes ni anti-autonomistes ni anti-indépendantistes, mais nous ne sommes pas non plus « autonomistes » ou « indépendantistes » ; nous sommes des communistes révolutionnaires. Et à ce titre, nous sommes bien sûr pour gommer le plus possible de séquelles coloniales. Mais surtout, pour lutter contre l'exploitation capitaliste et à terme pour le renversement du capitalisme, qui est le père du colonialisme.

Aux prochaines élections municipales de mars 2026, nous pensons nous présenter en Guadeloupe dans cinq communes : Capesterre-Belle-Eau, Pointe-à-Pitre, Le Gosier, les Abymes et Deshaies ; et en Martinique, à Fort-de-France.

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)

INSTABILITÉ SUR LA FRONTIÈRE NORD ET AVANCÉE DES DJIHADISTES

Plusieurs pays situés dans le voisinage de la Côte d'Ivoire sont traversés depuis quelques

années, par une vague de coups d'État et l'arrivée au pouvoir de dirigeants hostiles à la présence française. Le Mali en fait partie, sa population est prise en tenaille entre la dictature des militaires et les attaques de bandes armées islamistes, fanatiques et obscurantistes, qui veulent imposer la charia. Depuis environ

trois mois, ces bandes contrôlent les principales voies routières, et bloquent les camions-citernes transportant du carburant vers les grandes villes. Les répercussions de ce blocus sont importantes dans plusieurs secteurs de la vie économique et sociale. La population pauvre souffre, entre autres, de l'augmentation du coût

du transport et des denrées. Devant ce chaos et la crainte d'un déferlement de violence, les chancelleries occidentales ont demandé à leurs ressortissants de quitter le pays.

Malgré le renfort des mercenaires de Wagner (remplacé par l'Africa Corps), ces bandes armées semblent étendre leur zone d'influence. Elles sont également présentes au Burkina Faso, au Niger et dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

La Côte d'Ivoire est pour le moment épargnée, mais pour combien de temps ? On verra... même si les forces armées américaines et françaises sont présentes sur le sol ivoirien et veillent sur les intérêts de leurs grands capitalistes.

Pays agricole, la Côte d'Ivoire a toujours attiré des populations avoisinantes. Environ 5 à 6 millions de Maliens et de Burkinabés y habitent. Actuellement, il y a un nouvel afflux de personnes en détresse qui viennent se réfugier dans les villages frontaliers. Elles sont naturellement accueillies par les villageois qui font ce qu'ils peuvent avec leurs petits moyens. Il y a une réelle solidarité qui s'exprime.

UNE RELATIVE PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE AU MILIEU D'UN OCÉAN DE MISÈRE

La Côte d'Ivoire est aussi un pôle économique régional. C'est par les ports d'Abidjan et de San-Pédro que transite, par exemple, une grande partie des marchandises destinées au Mali ou au Burkina. De plus, les industries qui alimentent ces deux pays en produits manufacturés sont en grande partie concentrées à Abidjan.

L'économie ivoirienne connaît une progression annuelle de 6 à 7 % depuis une quinzaine d'années. Son impact est visible à Abidjan au travers de ses constructions, ses travaux d'aménagement urbain et aussi son expansion : les champs de palmiers à huile cèdent la place à de nouvelles cités d'habitation.

Le président Ouattara se vante d'avoir un pays jeune, d'y avoir fait reculer le taux de

mortalité, augmenter l'espérance de vie, et patate et patate. C'est de la désinformation, car si le pays est jeune, c'est surtout parce que les gens ne vivent pas vieux pour plusieurs raisons liées à la pauvreté et à l'incapacité de l'État de les soigner.

Le nombre de travailleurs du secteur privé qui perçoivent une pension de retraite est un peu plus de 100 000. Officiellement, il faut atteindre l'âge de 60 ans et avoir au moins 15 années de service pour avoir droit à une retraite pleine. Il y en a qui meurent avant d'atteindre cet âge. Quant à ceux qui n'en bénéficient pas, ils doivent se débrouiller pour survivre. Certains rentrent au village.

Les hôpitaux continuent d'être des mouiroirs tout en étant hors de portée des populations pauvres. Il existe depuis quelques années une couverture maladie universelle (CMU), mais elle ne couvre pas grand-chose. Les malades vivent souvent avec leur mal et se soignent à l'indigénat, à l'aide de plantes, parfois de grigris proposés par des charlatans. Beaucoup de vieux travailleurs souffrent de graves handicaps et meurent à petit feu. Il suffirait pourtant souvent de bien peu de moyens pour les soigner.

Le district d'Abidjan concentre environ 6 millions d'habitants sur les 32 millions que compte le pays. La grande majorité de la population se démène dans une économie informelle. Les travailleurs dans les usines sont dans leur grande majorité des journaliers mal payés, avec un revenu incertain et irrégulier. Le secteur privé compte environ 3 millions de travailleurs. Les populations qui vivent de petits métiers, du petit commerce, que les autorités appellent « travailleurs indépendants », sont estimées à 8 millions.

LA SITUATION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS

Depuis la dévaluation de 50 % du franc CFA en 1994, la situation de la classe ouvrière se dégrade au fil des années. Les capitalistes font quasiment ce qu'ils veulent.

Ils bénéficient du soutien sans faille d'un pouvoir qui écrase les plus pauvres. Ils se montrent d'autant plus durs et arrogants qu'il y a très peu de combativité au niveau des travailleurs. Les dirigeants des centrales syndicales qui ont pignon sur rue sont aux ordres du pouvoir, c'est un bien faible mot. Les travailleurs ne disposent d'aucune organisation digne de ce nom pour se défendre, ni syndicale, ni politique.

Quand il y a de l'emploi, de nombreux travailleurs font deux services de 8 heures à la file à cause des bas salaires. Même avec plusieurs années d'ancienneté, ils sont payés environ 7 euros la journée. Ce salaire ramené au mois représente aujourd'hui, disons, un sac de riz de 25 kg, un petit loyer et les frais pour se rendre au travail. Par exemple, dans une usine de cosmétique d'un millier de travailleurs dont une grande majorité sont des journaliers tournant en 3x8, ces travailleurs n'ont pas droit à un vestiaire et doivent être en tenue de travail avant d'entrer dans l'usine. Ils doivent se présenter bien avant l'heure devant l'entrée de l'usine, sans jamais être sûrs d'être pris, même s'ils ont un contrat.

DANS LE BÂTIMENT

Dans le secteur du bâtiment, la situation n'est guère meilleure, mais il y a du boulot. Actuellement, il y a pas mal de gros chantiers comme la construction d'une cité, de bâtiments de commerce, d'une tour, d'une ligne de métro aérien, de logements, de routes, etc.

De grosses entreprises, y compris des multinationales, sous-traitent avec d'autres entreprises employant plusieurs dizaines ou plusieurs centaines de travailleurs. Ils bossent souvent au-delà des huit heures sans que les heures supplémentaires soient payées. Le barème officiel des salaires est rarement respecté. Voilà pourquoi, généralement quand le chantier arrive vers sa fin, n'ayant rien à perdre, à la différence des ouvriers d'usine, ceux du bâtiment expriment leur colère et prennent contact avec

le syndicat pour les aider à organiser leurs luttes et réclamer ce que le patron n'a pas payé. Généralement, ils finissent par obtenir une partie de leur dû. Le plus souvent, ceux qui sont au-devant de ces luttes se font assez vite renvoyer, mais comme le chantier est presque terminé, il est de toute façon déjà temps de partir à la recherche d'un nouveau chantier.

LA QUESTION DU LOGEMENT

La question du logement des travailleurs est un problème énorme. Ceux qui n'ont pas les moyens – ils sont très nombreux – sont contraints de se débrouiller comme ils peuvent en construisant des abris de fortune dans des endroits insalubres. Ils continuent d'être chassés régulièrement par les autorités à l'aide de bulldozers et de policiers en armes.

Il y a parfois des réactions de protestation et aussi des bagarres violentes contre ces opérations dites de « déguerpissement » (d'expulsion). Les petits vendeurs ambulants dans les marchés ou dans les rues sont aussi pourchassés.

Toute cette misère, cette brutalité et ces humiliations quotidiennes exploseront un jour ou l'autre à une échelle plus grande, comme on l'a vu récemment au Bangladesh, au Népal, au Maroc ou à Madagascar. Mais on sait par avance que sans l'existence d'une organisation prolétarienne révolutionnaire bien implantée dans la classe ouvrière et ayant une politique juste, ces explosions de colère seront inéluctablement déviées vers des impasses.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2025

C'est dans ce contexte que l'élection présidentielle vient de se tenir le 25 octobre dernier. Ouattara est au pouvoir depuis quinze ans et s'est présenté à sa propre succession pour un



Rafle nocturne à Yopougon dans l'agglomération d'Abidjan, à l'approche de l'élection présidentielle.

quatrième mandat. Environ 44 000 corps habillés¹ armés ont été mobilisés. Dès la nuit tombée, des camions remplis de corps habillés sillonnaient les quartiers populaires et embarquaient quasi systématiquement les jeunes déambulant dans les rues, à moins que la victime ait de quoi payer pour échapper à l'arrestation. Aussi, même dans les quartiers réputés être des bastions de l'opposition, dès 20 heures, les maquis² étaient déjà désertés.

Ouattara craignait surtout les candidatures des deux principaux opposants : l'ex-président Laurent Gbagbo et le président du PDCI, Tidjane Thiam. Mais leurs candidatures ont été d'emblée interdites. Une marche de protestation unitaire a été autorisée à Yopougon, au début du mois d'août. Cela a été un succès, plusieurs milliers de personnes sont sorties dans les rues. Beaucoup de manifestants entonnaient des chants xénophobes à l'encontre de Ouattara, dans le genre « petit Mossi, rentre chez toi ». Les Mossis vivent majoritairement au Burkina Faso.

Ceux qui tenaient de tels propos ouvertement xénophobes se filmaient et diffusaient leurs vidéos sur les réseaux sociaux. Après quoi, les autorités ont annoncé que tous ceux-là allaient être recherchés par la police et poursuivis en justice. Par la suite, Gbagbo s'est exprimé et a

demandé à ses partisans de ne pas tenir des propos xénophobes.

Les autorités en ont profité pour interdire les manifestations. Malgré cela, il y en a eu deux ou trois ailleurs qu'à Abidjan ; elles ont été réprimées.

LA PEUR S'INSTALLE

Cette propagation de propos xénophobes a provoqué un sentiment de peur, notamment dans la capitale. Ayant déjà vécu ce genre de situation il y a quelques années, les gens craignaient une nouvelle flambée de violences. Personne n'a oublié les exactions, les morts et les blessés causés par les bandes armées qui paraient dans les rues.

De nombreuses personnes ont alors envisagé d'envoyer leur famille au village, d'autres ont déjà commencé à le faire. Il nous est apparu utile de faire paraître un tract non signé, avec en entête uniquement le mot « travailleur », pour dénoncer l'ethnisme, la xénophobie, tous ces poisons qui divisent les travailleurs et qui sont entretenus et alimentés par les politiciens dans leur course à la mangeoire.

Ouattara a autorisé quatre petits candidats à se présenter face à lui. Ils ont surtout servi de caution démocratique à cette mascarade électorale. Dans bien des villes, très peu de gens sont

1 Personnes portant l'uniforme.

2 Petite échoppe de cuisine traditionnelle.

allés voter. À Yamoussoukro, un bastion baoulé du PDCI, le jour de l'élection, il y a eu des affrontements avec les forces armées. Des bandes encagoulées en ont profité pour piller et tabasser des étrangers. On connaît le cas d'un petit commerçant guinéen, victime de ces jeunes voyous qui lui ont volé tout l'argent de son épicerie, mais ils l'ont aussi frappé et lui ont intimé l'ordre de rentrer chez lui en Guinée.

Dans un village baoulé proche de Yamoussoukro, la veille des élections, les autorités, accompagnées par des forces armées, sont venues installer des urnes

mais les jeunes du village les en ont empêchées. Après un petit affrontement, les forces armées ont pris la fuite. Le lendemain, jour du vote, les autorités ont annoncé que les urnes prévues pour ce village avaient été transférées dans le village voisin, mais là-bas ces urnes ont été brûlées par la population.

Néanmoins, on peut dire que globalement les élections se sont déroulées dans un calme relatif dans l'ensemble du pays. Ouattara a peut-être fait le plein dans les villes au nord du pays, là où il y a son groupe ethnique.

Les petits candidats ont joué

le jeu. Pour certains, c'était un moyen de se faire connaître et éventuellement d'obtenir un poste lucratif auprès de Ouattara. Pour d'autres, au moins pour Jean-Louis Billon, un homme d'affaires riche et ambitieux, c'était une occasion de se positionner... pour 2030, mais d'ici-là, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts.

À ce jour, le bilan officiel de cette élection, c'est une trentaine de morts et 1 560 arrestations. Dans 20 jours (le 27 décembre) auront lieu les élections législatives et le gouvernement continue de bâillonner l'opposition.

Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)

En Haïti, le processus du délitement et de la barbarisation de la société se poursuit. D'un côté, il y a les gangs criminels qui sont en mode « conquête et consolidation de leur pouvoir ». De l'autre côté, il y a le gouvernement, les élites, les possédants qui, tout en profitant du chaos et de la dictature des malfrats pour s'enrichir, feignent de les combattre. Leurs actions combinées sont un désastre pour les classes populaires. Deux facettes d'une même médaille, celle de la déchéance du système capitaliste.

LA VIOLENCE DES GANGS ET CELLE DU GOUVERNEMENT

Du côté des bandes criminelles. Tout l'arrondissement de l'Ouest et ses quatre millions d'habitants sont sous leurs bottes. Mais tout le pays subit depuis six ans déjà les conséquences de la montée en flèche de ces bandes armées. Ils contrôlent la circulation des hommes, comme celle des marchandises. Tous les véhicules sont rackettés aux barrières de péage. La population ne peut plus circuler par la route d'une ville à l'autre. À l'intérieur de la capitale, prendre le transport en commun habituel, le tap-tap, est risqué et les prix sont devenus prohibitifs. Pour fonctionner, les patrons de magasins, gros ou petits, les patrons d'entreprises, la direction des ports payent une



Les départements et villes principales d'Haïti.

redevance, un impôt au chef de gang qui contrôle la zone.

Le transport aérien international de l'aéroport de la capitale est paralysé, les grandes compagnies ne volent plus à destination d'Haïti, ainsi le champ est libre pour des petites compagnies. C'est un domaine très fructueux, car en l'absence de concurrence, les prix des billets flambent et les bénéfices de ces petits patrons explosent.

À Port-au-Prince, les rares quartiers qui ne sont pas encore sous la férule des gangs subissent régulièrement des attaques. De la commune de Port-au-Prince, capitale et siège du gouvernement qu'ils contrôlent à près de 90 %,

les gangs mettent le cap sur le reste du pays. Trois autres départements, l'Artibonite, le Centre et le Plateau central sont fortement touchés. Des massacres, des déplacements de population, des incendies de maison et de fermes agricoles s'y déroulent régulièrement.

Cinq des principaux chefs de gangs se partagent le département de l'Ouest. Géographiquement, leurs positions sont telles qu'ils ceinturent toute la capitale tout en s'ouvrant sur le reste du pays. La forme de gestion qu'ils se sont donnée est une sorte de fédéralisme qui confère à chacun son autonomie dans ses zones d'influence mais leur entraide

est maximale quand ils doivent s'attaquer à la population, pour conquérir de nouveaux territoires, faire face à la police et détruire les quelques infrastructures policières dont disposait le gouvernement.

De leurs bases opérationnelles, ils s'entourent d'une partie de la population pauvre qui n'a pas la possibilité d'aller ailleurs. Cette dernière se retrouve prisonnière des moindres caprices de ces énergumènes. Ils s'en servent comme bouclier humain en cas d'attaque de la police ou en cas de conflits entre bandes armées. Les gangs la dépouillent de tout ce qu'elle possède par le biais des impositions et de rapines de toutes sortes. Même circuler à pied est impossible dans certains de ces quartiers. Les gangs utilisent la population pour d'autres actions démagogiques comme l'organisation des manifestations ou grèves contre le gouvernement.

De l'autre côté, ceux qui prétendent combattre ces assassins, ce sont le gouvernement et ses forces de sécurité, c'est la diplomatie internationale menée par les États-Unis derrière lesquels se trouvent la France, le Canada, l'Allemagne. Quant à la bourgeoisie et aux élites, elles se taisent, profitent des nouvelles opportunités que leur offre la situation. Du point de vue des intérêts généraux de la classe ouvrière et des masses populaires, ce sont tous des bandits en col blanc qui essaient de camoufler les conséquences désastreuses de leur politique sur la vie de la population.

Depuis l'assassinat de Jovenel Moïse le 7 juillet 2021, trois gouvernements se sont succédé au pouvoir. Loin des préoccupations de la majorité de la population, les tenants, les dirigeants au pouvoir se sont lancés dans une course aux richesses en ayant pour précepte la phrase de l'ancien président chanteur, Michel Martelly : « *Profitez, profitez autant que vous pouvez mais ne vous laissez pas prendre.* » Aujourd'hui, une grande majorité d'entre eux est dénoncée par la clameur publique avec pour certains des poursuites judiciaires en cours.

Depuis 2021, ces gouvernements ont été mis en place

prétendument pour rétablir la sécurité et ramener le pays à un semblant de fonctionnement normal. Le résultat est un zéro pointé. La barbarie s'est installée, l'État s'est effondré laissant la place aux bandes criminelles. La misère s'est généralisée : près de la moitié de la population souffre de malnutrition et est en proie aux épidémies de toute sorte, VIH-SIDA, tuberculose et choléra, entre autres.

1,5 million de personnes ont été contraintes de fuir leur quartier et leur domicile. Une bonne partie d'entre elles traînent leur misère dans des camps de déplacés, de véritables enfers. La destruction physique du pays se poursuit à un rythme effréné. Les énormes dégâts environnementaux créés fragilisent encore plus la population et la mettent en difficulté aux moindres intempéries. Le passage de l'ouragan Melissa, fin octobre, a occasionné 50 morts, 13 portés disparus, selon les officiels, de nombreuses maisons inondées ou endommagées. Tout près, la Jamaïque, où pourtant l'œil du cyclone est passé, a enregistré 27 morts !

Malgré les horreurs des bandes criminelles contre la population, ces gouvernements dits de transition utilisent toujours la force brutale de ses forces dites de sécurité pour brider toutes les revendications. Que ce soient les professeurs, les petits employés de l'État, les étudiants, les syndicalistes ou les travailleurs, toute manifestation annoncée ou débutée est violemment dispersée par la police, entraînant des blessés et parfois des morts.

Du côté de la diplomatie, l'hypocrisie des capitales occidentales cache mal la haine, le mépris qu'elles vouent aux masses populaires haïtiennes. Fuyant l'insécurité et la misère son corollaire, les migrants haïtiens sont, à quelques exceptions près, criminalisés et traités en conséquence. Aujourd'hui, Haïti est isolé pas seulement à cause de la fermeture de l'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince pour cause d'insécurité, mais les gouvernements de la région font tout pour bloquer l'arrivée des travailleurs haïtiens chez eux, en même temps qu'ils refoulent ceux qui y

étaient déjà.

Pour la seule année de 2025, la République dominicaine a déjà refoulé 350 000 migrants haïtiens. Les dirigeants des îles Britanniques des Caraïbes en font autant. Depuis le Covid, les principales lignes aériennes françaises avaient enlevé Haïti de leurs destinations en dépit de la présence de nombreux travailleurs haïtiens qui sont dans les secteurs de l'agriculture. Les États-Unis ont placé Haïti sur une liste de 19 pays dont les ressortissants n'ont plus le droit d'entrer sur leur territoire. Donald Trump a annoncé que cette mesure tiendra malgré la qualification d'Haïti à la phase finale de la Coupe du monde de football, qui se tiendra dans trois pays d'Amérique, le Canada, le Mexique et les États-Unis. La France n'est pas en reste : les contrôles pour obtenir un visa sont multipliés, et en Martinique, Guadeloupe, Guyane les rétentions dans des centres, suivies de renvois en Haïti ont augmenté.

L'hypocrisie est à son comble dans l'engagement de ces pays dans les luttes contre les gangs armés. C'est une politique criminelle qui tend à dissuader les masses populaires de toute initiative autonome. Après des mois de blablas et de balades diplomatiques, une première mission, conduite par le Kenya, était arrivée en Haïti en juin 2024. Bilan de son action, zéro. Sous équipée, sous financée, cette mission a piteusement échoué. Les 185 pays de l'ONU étaient dans l'impossibilité de fournir les 2 500 hommes de troupe réclamés par la résolution. Une deuxième mission a été votée récemment et serait à pied d'œuvre sur le terrain. Dans la foulée, on a appris que ce sont les mêmes soldats kényans qui composent cette Force de suppression des gangs (FSG) et le même porte-parole, celui de l'ancienne mission, joue sa partition et dit tout et son contraire. Dans le même temps, Donald Trump fait l'étalage de la puissance de l'armée américaine pour faire pression sur le régime vénézuélien. Pour cela, il n'a pas besoin de l'aval des figurants de l'ONU.

OTR



Les travailleurs du textile en grève, en octobre.

LA SITUATION TRAGIQUE DES MASSES POPULAIRES

Dans une capitale détruite et aux bords de l'asphyxie, avec des quartiers populaires vidés de leurs habitants, les masses populaires, en proie à la violence des gangs et celle des forces de sécurité du gouvernement, au chômage, sont sonnées, désarticulées par le niveau de la violence qu'elles subissent. Leurs premiers réflexes sont des réflexes de survie. Pour ceux qui ont une famille, trouver un morceau de pain pour les enfants et un espace pour les abriter relève du défi. Les candidats à l'émigration se comptent par milliers. Rares sont ceux qui soutiennent les brigades d'auto-défense dans leurs quartiers ou dans leurs communes. Mais, dans certaines zones, cette résistance a permis de desserrer l'étau des gangs.

La désaffection de la population pour la politique ne date pas

d'aujourd'hui. Pour les élections du deuxième mandat d'Aristide en 2021, seulement 5 % de la population en âge de voter y avait pris part. Et, depuis, cela n'a pas changé. De trahison en trahison, les politiciens qui incarnaient le changement aux yeux des masses populaires les ont trahies. Ils se sont enrichis tout en devenant leurs nouveaux bourreaux. En réaction, les gens en viennent à regretter un président vagabond comme Martelly.

La classe ouvrière, elle, fait face à une crise pour sa survie. Destructions des usines, des voies de communications, territoires morcelés et isolés, fermeture du principal aéroport international de la capitale, etc., et leurs conséquences, chômage de masse, accentuation de la misère. Aujourd'hui, le secteur de la sous-traitance dans la capitale est au plus mal. Mais c'est tout le secteur qui est frappé par la crise. Les salaires sont bloqués depuis 2022. Avec l'inflation,

la valeur réelle du salaire minimum journalier ne vaut pas plus d'un dollar, insuffisant pour payer le transport et pour prendre un bol de riz pendant la journée de travail.

Aujourd'hui pour changer cela dans les intérêts des masses populaires, il faut franchir le cap imposé par la loi des gangs et celui de la bourgeoisie. Cela requiert de fortes mobilisations conscientes de la classe ouvrière et des masses populaires. C'est ce que nous véhiculons dans notre littérature en leur direction.

Malgré tout, dans les usines, celles qui gardent un peu d'activités, les travailleurs ont encore du courage pour s'opposer collectivement à leurs mauvaises conditions de travail et de vie. À l'instar des deux semaines de grève et de manifestations des ouvriers du secteur textile dans le parc industriel dans le département du Nord-Est proche de la frontière dominicaine, au cours du mois d'octobre. Un mouvement qui a rencontré la sympathie de la population de la zone. Effrayé, le gouvernement a vite fait de reculer sur sa décision d'ajouter de nouvelles impositions au salaire de misère en vigueur. Au parc Sonapi à Port-au-Prince également, quelques échauffourées ont lieu dans certaines boîtes.

Ces grèves et manifestations en plein chaos, contre le gouvernement et l'exploitation capitaliste nous confortent dans notre action militante de nous joindre aux travailleurs dont seules les luttes conscientes peuvent débarrasser cette société de la barbarie.

The Spark (États-Unis)

TRUMP, DES PROVOCATIONS GROSSIÈRES AUX MENACES

Aux États-Unis, le climat politique est toujours dominé par Trump et ses provocations presque quotidiennes sur les réseaux sociaux.

Dans une ambiance toxique, Trump cherche à se venger de ses « ennemis ». Exemples : il menace

de poursuites les gouverneurs des États de l'Illinois et de Californie qui n'ont pas fait intervenir leur police pour défendre les agents de l'ICE (service de l'immigration) et les soldats de la Garde nationale dans leur chasse aux étrangers. Il essaie de faire condamner la procureure générale de l'État de New York et un membre du conseil de la Fed (la banque centrale) pour fraude

au prêt hypothécaire. Pour essayer de faire condamner James Comey, ancien chef du FBI, alors que six procureurs fédéraux avaient jusque-là refusé de le poursuivre, il fait intervenir son avocat personnel. Tout récemment, six parlementaires démocrates, qui ont été militaires ou membres des services de renseignement, ont publié un communiqué appelant les soldats à

désobéir à des ordres s'ils sont illégaux ; Trump a alors érécuté : « *Il faut les faire taire. TRAÎTRES ET SÉDITIEUX !!!! TOUS AU TROU ???? COMPORTEMENT SÉDITIEUX, ça mérite la PEINE CAPITALE !* » (La ponctuation est de Trump.) Les démocrates ont surenchéri, appelant à l'arrestation de Trump pour incitation au meurtre. Voilà le tableau...

ATTAQUES CONTRE LES PAUVRES ET CADEAUX AUX ULTRA-RICHES

C'est un spectacle burlesque... mais il ne fait pas rire tous ceux dont la situation s'est très fortement dégradée, du fait d'une hausse des prix des produits de première nécessité (logement, alimentation, soins médicaux) deux à trois fois plus forte que l'inflation officielle. Sur le marché du travail, on trouve de plus en plus de boulots mal payés et à temps partiel, et même en en exerçant deux à la fois, on ne peut pas subvenir aux besoins d'une famille avec enfants. Quant aux pensions de retraite ou d'invalidité, il n'y en a guère qui permettent de payer un mois de loyer.

Il n'est pas surprenant que la politique de Trump au service des riches et de lui-même alimente de la colère. La loi qu'il a prétentieusement appelée « One Big Beautiful Bill » (Grande et belle loi) offre aux ultra-riches de nouvelles exonérations d'impôts et taille dans deux programmes d'assurance médicale qui bénéficient à plus de 30 % de la population. Trump utilise bel et bien sa position de président pour se remplir les poches, ce qui ne le rend guère différent de nombre de ses prédécesseurs, si ce n'est par l'ampleur du détournement. Son appât du gain et sa recherche insatiable des honneurs jouent-ils un rôle dans ses décisions de politique étrangère ? C'est plus que probable aux yeux des observateurs.

RAFLES DE MIGRANTS PROMUES EN SPECTACLE

Chaque soir, la télévision montre des images choquantes

de rafles de migrants à leur domicile ou sur leur lieu de travail. Vous avez peut-être vu ces escadrons d'hommes masqués en uniformes militaires à Los Angeles, sans insignes ni rien permettant de les identifier, dotés d'armes automatiques prêtes à tirer ou de bâtons pour regrouper leurs cibles ; et ces hommes armés descendant d'un hélicoptère militaire à Chicago, pénétrant dans un immeuble par le toit, arrachant les gens à leur sommeil et les forçant à attendre dans la rue – hommes, femmes, enfants, vieilles grands-mères en vêtements de nuit, menottés, alignés, pour être conduits en car on ne sait où. Ou encore la rafle organisée dans une usine Hyundai en Géorgie, où des centaines de techniciens sud-coréens ont été entassés en prison.

Beaucoup des personnes incarcérées se sont retrouvées dans des centres de détention à l'autre bout du pays, ce qui rendait le contact avec leurs proches ou leur avocat impossible. Certains ont été expulsés par avion vers le Soudan ou le Nicaragua, pays dont Trump annonça fièrement que les dirigeants mettaient des places de prison à disposition des États-Unis pour une poignée de dollars.

Ces actions sont horribles. Mais en plus, elles sont orchestrées comme une campagne télévisée destinée à terrifier celles et ceux qui ne sont pas raflés. Car il reste encore beaucoup de migrants aux États-Unis : celles et ceux qui travaillent dans l'agriculture en Californie ou dans d'autres États de l'ouest, dans de petites boutiques à Chicago et dans le Midwest, ou encore dans les usines des constructeurs automobiles asiatiques dans le sud. Malgré tout le battage autour de ces rafles, ils sont encore 14,8 millions, c'est-à-dire un peu plus que sous l'administration Biden, et quatre millions de plus qu'à l'époque d'Obama. Si Obama a organisé des expulsions à un rythme plus soutenu que Trump, celui-ci fait des expulsions un spectacle.

Les expulsions et le renforcement des contrôles aux frontières sont certes un marqueur des promesses de campagne et de la politique de Trump, mais

il marche sur une ligne de crête : il propage des images de rafles pour complaire aux souhaits de sa base de se débarrasser des étrangers « qui prennent le travail des Américains » ; mais l'économie ne peut fonctionner que grâce au travail de millions d'immigrants.

Le sadisme de ces rafles et expulsions, et le fait que bon nombre d'expulsés détiennent un permis de séjour valide, voire possèdent la citoyenneté des États-Unis, visent à terrifier tout le monde, et en particulier celles et ceux qui sont en règle. C'est véritablement du terrorisme : le but est d'amener les gens à « s'expulser » eux-mêmes, et ceux qui restent à se tenir à carreau. La bourgeoisie des États-Unis ne cherche pas à freiner Trump, elle le laisse faire car jusqu'à maintenant, cette méthode a plutôt bien fonctionné pour elle.

Il y a autre chose à dire à propos de l'envoi par Trump des agents de l'ICE dans les villes. En théorie, l'armée n'est pas autorisée à agir à l'intérieur des frontières nationales – même si elle l'a déjà fait, par exemple lorsqu'elle a réprimé une marche d'anciens combattants sans-abri en 1932, et lorsque, pendant les émeutes urbaines de 1967, la 82^e division aéroportée de parachutistes a patrouillé dans les rues de Détroit. La Garde nationale elle-même n'est pas censée pénétrer dans des zones civiles, à moins que le gouverneur d'un État ou le maire d'une ville le lui demande. En envoyant les agents de l'ICE dans les villes et en affirmant qu'elles sont submergées de criminels, Trump a confectionné une excuse bidon pour envoyer l'armée quand lui ou l'un de ses successeurs le décideront. Lors d'une réunion de tous les généraux des États-Unis, il a ainsi proposé que ces villes qu'il considère comme des « bastions du crime » servent de terrain d'entraînement pour l'armée.

Avec des variantes, Trump s'est successivement attaqué à différentes catégories : fonctionnaires fédéraux, enseignants du public, professeurs d'université, avocats, journalistes, travailleurs de la santé... Si la cible change, la méthode reste la même : des menaces tonitruantes



Patrouille de la Garde nationale à Washington, le 14 août 2025.

suivies de quelques actions spectaculaires destinées à crédibiliser les menaces.

OPPOSITION POPULAIRE AUX RAFLES

Jusqu'à maintenant, il n'y a eu que peu de résistance d'ampleur contre le style ou la politique de Trump. Mais il y a tout de même eu du sable dans les rouages. À Los Angeles et dans l'agglomération de Chicago notamment, les rafles de migrants dans les quartiers et sur leurs lieux de travail n'ont pas été si faciles. Dans chacune des villes visées par Trump, des centaines de personnes ont été raflées, mais plusieurs dizaines n'ont pas pu l'être, par exemple dans la banlieue de Boston ou dans celle de Chicago, où les voisins et les proches ont compliqué la tâche de l'ICE.

Dans certaines villes de petite taille, où l'arrivée de migrants a été synonyme de croissance démographique et économique, les agents de l'ICE ont été empêchés de s'approcher d'eux, y compris dans des États républicains comme le Texas et le Montana.

Cela a râlé aussi dans les zones rurales, durement frappées par les fluctuations rapides des droits de douane appliqués par Trump, qui se sont répercutés sur les prix et ont grossi les stocks de soja voire de bœuf qui ne trouvaient plus preneurs.

LES DÉMOCRATES TENTENT DE CANALISER LE MÉCONTENTEMENT

En octobre, les démocrates ont essayé de capitaliser sur ce

mécontentement en organisant une journée de manifestation dans des villes de toute taille, voire dans des villages. L'objectif était clairement de créer une vague de soutien aux démocrates en vue des élections de mi-mandat qui auront lieu l'année prochaine. Mais ces manifestations se concentraient sur le comportement de Trump et sur sa prétendue tentative de s'ériger en dictateur.

Même si l'appareil du Parti démocrate a organisé ces manifestations dans tout le pays, même si c'est lui qui a choisi leur revendication très limitée – « No Kings » (« pas de rois ! ») –, il n'y avait ni banderoles ni affiches aux couleurs du parti. Il y avait certes des membres connus du Parti démocrate dans les cortèges, mais ils n'étaient pas présents en tant qu'organisateur. Ils prétendaient être juste là en tant que « citoyens ordinaires ». En réalité, il s'agissait d'un moyen de mobiliser les électeurs, à un moment où le soutien populaire envers les démocrates était encore plus faible que la cote de popularité en baisse de Trump.

Le ressentiment populaire envers Trump s'est reflété dans les élections de novembre, à échelle limitée car essentiellement locales. Les démocrates ont remporté des victoires à l'échelle d'États (le New Jersey et la Virginie), ainsi qu'un référendum en Californie. Il s'agit là d'États traditionnellement démocrates, mais l'ampleur de leurs victoires était remarquable. Enfin, il y a eu un résultat que tout le monde a remarqué et qui a enthousiasmé une grande partie de la gauche : des candidats se présentant sous le nom de Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) ont remporté

les élections municipales à New York et Seattle. Le mot « socialiste » a peut-être été ajouté à leur nom, mais ils se sont présentés comme démocrates et ont aligné leur politique sur celle d'autres maires démocrates. On est loin du retour à l'époque d'Eugene Debs. Mais le résultat a suffi à déclencher chez Trump des vitupérations en cascade contre le péril communiste, jusqu'à ce que, la semaine suivante, Zohran Mamdani se rende à la Maison Blanche et fasse la cour à Trump. En fin de compte, Trump et Mamdani se sont décrits comme « deux types qui ont grandi dans le Queens et se comprennent bien ». Trump a déclaré avec effusion qu'il se sentait désormais en sécurité à New York, avec Mamdani comme maire.

LA BASE DE TRUMP FISSURÉE

Enfin, la base électorale de Trump montre des signes de fracture.

Le déclencheur pour les partisans du mouvement MAGA (Make America Great Again – Rendresagrandeuràl'Amérique) a été les grandes manœuvres de Trump pour empêcher la divulgation des dossiers de l'affaire Epstein, dont Trump lui-même affirmait, il y a quelques années, qu'ils contenaient les noms de membres de « l'élite », de « riches » qui s'étaient livrés à des abus sexuels sur des enfants. Pour beaucoup de partisans du mouvement MAGA, c'était une ligne rouge à ne pas franchir. D'autres problèmes se sont également posés. Le plus important était peut-être le refus de Trump de renouveler l'extension de Medicaid et des subventions pour l'assurance maladie. Comme l'a fait remarquer Marjorie Taylor Greene, députée de Géorgie, autrefois la plus fervente défenseuse de Trump au Congrès, même sa famille se plaignait de la perte prochaine de son assurance maladie. En fait, les coupes dans la couverture médicale pénalisent davantage les habitants des États républicains que ceux des États démocrates. Et puis, la tradition isolationniste bien ancrée dans les zones

rurales semble avoir été ravivée par les actions belliqueuses de Trump dans les Caraïbes, alors qu'il avait fait campagne en promettant d'en finir avec les guerres en cours et de ne pas en engager de nouvelles. Finalement, le vote visant à divulguer l'ensemble des dossiers Epstein a été presque unanime. Mais cette décision a été prise à l'unanimité uniquement parce que les républicains savaient que Trump avait perdu le vote. Cela n'a pas protégé Marjorie Taylor Greene, porte-parole putative des mécontents vis-à-vis de telle ou telle politique de Trump : quatre jours après le vote, elle a démissionné du Congrès, après avoir été victime d'une

campagne massive de menaces et de quasi-agressions.

UN AUTORITARISME CROISSANT

Voilà donc la situation dans laquelle nous nous trouvons. À certains égards, elle n'est pas très différente de la dernière année de la présidence Biden, si ce n'est par le caractère extrême des menaces agitées par Trump. Il n'y a rien de nouveau chez Trump, à part qu'il pousse le bouchon, y compris lorsqu'il s'agit de décorer la Maison Blanche. Trump, quoique mégalomane, n'est pas un dictateur, mais simplement

un président de plus dans la lignée de tous ceux qui ont cherché à concentrer un maximum de pouvoir entre leurs mains.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est certainement pas du fascisme, un terme souvent utilisé à tort et à travers, ni comparable à la répression de la période McCarthy, où des personnes ont été emprisonnées, ont perdu leur emploi, leur logement et leurs allocations, ont perdu leurs amis et se sont vu retirer la garde de leurs enfants en raison des causes qu'elles défendaient. Mais, à tout le moins, il y a un autoritarisme croissant, qui pourrait prendre différentes formes à l'avenir, et se renforcer très rapidement.

Workers' Fight (Grande-Bretagne)

Une vraie blague : la ministre des Finances, Rachel Reeves, aurait fait volte-face sur son projet d'augmenter l'impôt sur le revenu parce que cela romprait une promesse électorale faite l'année dernière et, selon les ministres travaillistes, cela entraînerait une perte de confiance de la population dans le gouvernement, les hommes politiques, et la politique en général !

Ces gens-là croient pouvoir gérer l'économie de la Grande-Bretagne en tirant sur quelques ficelles budgétaires, comme s'il s'agissait d'une île isolée et comme si les circonstances objectives et l'économie mondiale n'existaient pas... On se demande si c'est de l'arrogance ou de la stupidité. Ils doivent quand même savoir que presque aucun électeur ne leur fait confiance de toute façon. Mais ils sont clairement perturbés par le fait que le Parti travailliste et son cher leader (Keir Starmer) sont à la traîne dans les sondages, loin derrière le parti populiste Reform UK et même derrière les Verts à l'heure qu'il est...

Peut-être croient-ils vraiment avoir remporté les élections législatives l'année dernière parce que les gens les trouvaient formidables, mais en réalité seuls 25 % environ des électeurs ont voté pour le Parti travailliste. Après 14 ans au pouvoir, ce sont les conservateurs qui ont perdu – au

profit du Parti travailliste et aussi de Reform UK, le nouveau parti de Nigel Farage. Rappelons également que le taux de participation n'a été que de 59,7 %, le plus bas depuis les législatives de 2001 ! Aucun parti n'a suscité de grand enthousiasme. Et aujourd'hui, les gens sont encore plus blasés.

LES TRAVAILLISTES ATTAQUENT LA SANTÉ

Pour en revenir à Rachel Reeves et au budget, comme la France et les États-Unis, l'État britannique est endetté. Certes, un peu moins que la France, où la dette représente 115 % du PIB, et que les États-Unis, où elle est montée à 125 % du PIB. Au Royaume-Uni, elle est estimée à 95,3 %. Reeves est censée essayer de la réduire, même si les services publics, en particulier le système de santé (le NHS), sont en crise grave et ont un besoin urgent d'investissements ! Pour équilibrer ses comptes, elle aurait pu augmenter l'impôt sur le revenu et/ou imposer des impôts supplémentaires aux riches... Mais étant donné que les dépenses publiques les plus importantes sont dans la protection sociale, c'est celle-ci qui a été visée par les coupes budgétaires. Reeves a donc choisi de s'en prendre aux travailleurs les plus pauvres. Et aussi au NHS.

Les services administratifs du NHS ont été supprimés en Angleterre, ce qui a entraîné la suppression d'environ 9 000 emplois, dont des emplois de soignants. D'autres postes sont simplement laissés vacants. Les médecins dits « résidents » sont à nouveau en grève pour obtenir une augmentation de salaire, mais aussi parce qu'il manque 20 000 places dans les formations pour se spécialiser. Ils sont coincés pendant des années dans des emplois moins bien rémunérés, où leurs compétences de spécialistes sont utilisées mais pas reconnues, et où ils ne bénéficient même pas d'un repos adéquat entre leurs gardes. Ils en ont donc assez et sont épuisés. Leur salaire annuel est environ la moitié de celui d'un conducteur de train et de 25 % inférieur à celui d'un ouvrier chez Ford. Le ministre de la Santé les a qualifiés de méchants gloutons. Mais la plus grande faiblesse de leur grève est qu'elle reste sectorielle.

LA CARTE ANTI-IMMIGRATION

Ce qui a fait la une de l'actualité, c'est la nouvelle tentative du Parti travailliste de renverser la tendance dans les sondages en jouant la carte anti-immigrés. Les embarcations de fortune qui traversent la Manche sont

constamment à la une, et ce n'est pas pour rien. Ce triste spectacle est une condamnation de cette société.

Toujours est-il que la ministre de l'Intérieur, la travailliste Shabana Mahmood, a décidé d'adopter la stratégie des sociaux-démocrates danois. Peu lui importe que, selon bien des sondages, le coût de la vie et le système de santé arrivent en tête des préoccupations populaires, loin devant la question de l'immigration. Et peu lui importe que dans la classe ouvrière on sache très bien que les travailleurs migrants et les réfugiés, en nombre relativement faible (40 000 par an) ne sont pas la cause de la crise économique, mais un symptôme de celle-ci !

À vrai dire, la stratégie consistant à reprendre ce sujet chéri des populistes et de l'extrême droite n'a même pas fonctionné pour la social-démocratie danoise : elle n'a pas accru sa cote de popularité dans les sondages, ni gagné d'élections... On dirait que les électeurs danois ne sont pas nés de la dernière pluie et que, soit ils se sont déjà détournés du gouvernement, soit ils préfèrent l'original à la copie...

De plus, comme le soulignent certains commentateurs, le Danemark et la Grande-Bretagne ne jouent pas exactement dans la même division en termes d'attractivité pour les migrants. Ces derniers préfèrent la Grande-Bretagne parce qu'ils parlent anglais du fait des liens hérités du colonialisme, et parce que leurs amis et leur famille s'y trouvent déjà.

Néanmoins, Mahmood a dévoilé un projet visant à imposer aux demandeurs d'asile un délai ahurissant de 20 ans avant de pouvoir demander la citoyenneté, et à rendre leur « droit de séjour » temporaire, révisable toutes les 30 semaines. Elle a également déclaré que les travailleurs migrants actuellement titulaires d'un visa de travail devront attendre encore 15 ans s'ils souhaitent faire une demande de naturalisation...

Il ne s'agit encore que de propositions, qui doivent être

approuvées par la Chambre des communes et la Chambre des lords pour entrer dans la loi. Le soutien des cinq députés de Reform UK et de 120 députés conservateurs, qui ont déjà exprimé leur approbation, pourrait ne pas suffire, étant donné que de nombreux députés travaillistes, libéraux-démocrates et verts s'y opposent. L'avenir nous le dira.

NATIONALISME TOUS AZIMUTS

Pour en revenir à la croissance visible du soutien aux populistes et à l'extrême droite : nombreux sont ceux qui pointent du doigt la classe ouvrière blanche du nord du pays et les ex-électeurs travaillistes de la « ceinture rouge » – en réalité une « ceinture rouillée »³.

À Workers' Fight, nous ne sommes pas tout à fait d'accord avec ce diagnostic car l'analyse des votes lors des dernières élections a montré que les voix en faveur de Reform UK provenaient principalement des électeurs conservateurs. Ce que les conservateurs ont perdu, Farage l'a gagné. Pour autant que nous puissions en juger, les travailleurs blancs démoralisés restent principalement dans le camp des abstentionnistes.

Cela dit, il existe sans aucun

doute un courant de fond réactionnaire dans la société britannique. Nous l'avons constaté dans les années 1970 et 1980, puis à nouveau pendant la période qui a précédé le Brexit. Il s'agit bien d'un mouvement réactionnaire au sens propre du terme. Il se manifeste sous la forme d'un nationalisme rétrograde qui a repris de la vigueur grâce aux politiciens traditionnels qui se font concurrence avec des politiques menant toute la population dans l'impasse.

Ainsi, la campagne visant à hisser partout des drapeaux – l'Union Jack du Royaume-Uni et la croix de Saint-Georges de l'Angleterre – a été explicitement soutenue par la plupart des responsables politiques, y compris le Parti travailliste et la BBC, qui affirment que cette campagne n'est pas raciste. Il n'y a là, selon eux, que bon vieux patriotisme et amour de la patrie. Mais le déploiement des drapeaux était en réalité une campagne lancée par l'extrême droite – par un membre éminent du groupuscule Britain First qui, contrairement à Tommy Robinson, est fier de se qualifier de fasciste.

Nous ne savons pas comment cette extrême droite est perçue par les travailleurs en dehors de notre milieu très restreint. C'est Tommy Robinson qui a été le principal organisateur de la Marche



Marche *Unite the Kingdom* menée par Tommy Robinson, à Londres, le 13 septembre 2025.

³ Référence à la ceinture de l'acier de la région des Grands Lacs aux États-Unis, devenue « ceinture de la rouille » quand les usines fermèrent.

pour l'unité du Royaume-Uni du 13 septembre, qui a rassemblé 150 000 personnes à Londres, grâce à l'aide d'Elon Musk.

Si Robinson a déjà brûlé un drapeau nazi, apparemment il n'a aucun problème à fréquenter Musk et des néonazis. Il a commencé à arborer des drapeaux israéliens à l'époque où il faisait partie de l'English Defence League, bien avant le 7 octobre 2023, afin de prouver qu'il n'était pas antisémite et parce que son activité principale vise les musulmans – il est virulemment anti-islamique. Et c'est là un des périls principaux dont la poussée

d'extrême droite actuelle est porteuse.

Outre les manifestations de cet été contre les demandeurs d'asile et la tentative d'associer prédation sexuelle et criminalité au statut de réfugié, ce sont les attaques contre les mosquées et les musulmans qui ont augmenté, parallèlement à la récente recrudescence d'attaques contre les Juifs et les synagogues en raison de la guerre menée par Israël contre Gaza. Cependant, il est également important de noter que, si la manifestation « Unite the Kingdom » a rassemblé beaucoup de monde, tous les autres

rassemblements qui ont appelé à noyer les réfugiés et à brûler les hôtels où ils sont accueillis ont vraiment été petits, avec des centaines de participants plutôt que des milliers...

À notre connaissance, ces idées anti-immigrés ou anti-musulmans ne sont pas partagées par les travailleurs dans les entreprises où nous diffusons nos bulletins. Mais, comme je l'ai dit, nous nous adressons à un milieu plutôt restreint à Londres et Oxford, et Londres est après tout une ville en majorité immigrée.

Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE L'AGGRAVATION DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Avec l'aggravation de la guerre économique internationale, la classe capitaliste est ouvertement passée à l'attaque. Le nouveau gouvernement, une coalition entre la CDU (centre droit) et le SPD (social-démocratie), en est une expression. Sur le modèle de celui de Trump aux États-Unis, il compte plusieurs dirigeants d'entreprises à la tête de ministères clés.

La seule décision de nommer Friedrich Merz comme chancelier est déjà une déclaration de guerre à toute la classe ouvrière. Millionnaire réactionnaire, ancien directeur général pour l'Allemagne du plus grand groupe d'investissement, BlackRock, il affiche ouvertement son mépris envers les travailleurs.

Dès sa nomination, il a commencé à traiter les travailleurs allemands de fainéants qui auraient longtemps vécu au-dessus de leurs moyens et il promet une série de « réformes » radicales du code du travail et de la sécurité sociale... sur le modèle des lois Hartz du chancelier Schröder d'il y a vingt ans.

Autoriser des journées de travail de 13 heures, repousser l'âge de la retraite qui est déjà de 67 ans aujourd'hui, ne plus payer une prothèse du genou pour les

retraités au-delà de 75 ans... Toutes les semaines une nouvelle idée est lancée pour faire trimer les travailleurs encore plus et pour drainer encore plus d'argent public vers les caisses patronales, prétendument pour relancer l'économie allemande.

Rien que dans les six premiers mois du nouveau gouvernement, plus de 50 milliards de réductions d'impôts par an ont déjà été accordés au patronat. Ne parlons même pas des subventions dont les sommes dépassent l'imagination. La dette publique, qui était jusque-là proportionnellement bien inférieure à celle des autres pays européens, explose littéralement.

Toute la caste politique, y compris l'opposition, est d'accord. Pour soutenir les grands groupes industriels dans leur guerre économique internationale, toute entrave doit sauter : restrictions budgétaires, sécurité au travail, normes de construction, protection de l'environnement. Un exemple : une porte-parole des Verts – dont l'image écolo est la principale carte de visite – a récemment revendiqué que l'industrie de l'acier soit exemptée de toute restriction en matière d'émission de CO₂. Elle argumentait que seule une telle mesure sauverait la compétitivité des fonderies en Allemagne et que ce serait vital, car en cas de guerre, il faudrait bien de l'acier produit en Allemagne pour assurer la production d'armes.

LA PROPAGANDE MILITARISTE

La militarisation a fait un bond en avant avec le nouveau gouvernement. Il a encore augmenté le budget de l'armement qui dépassera les 100 milliards en 2026. Et maintenant il lui faut de futurs soldats pour utiliser toutes ces armes, et surtout il lui faut préparer idéologiquement la population.

Le gouvernement vient donc de décider de réintroduire dès le mois de janvier un service militaire qui peut durer entre 6 et 23 mois. Tous les garçons de 18 ans devront dorénavant passer un entretien et un examen médical obligatoires. Le service militaire lui-même reste au volontariat pour le moment. Mais le gouvernement a déjà annoncé que, si l'objectif de 30 000, puis de 40 000 volontaires par an n'est pas atteint, il deviendra obligatoire.

Vendredi 5 décembre, environ 35 000 lycéens ont manifesté contre le service militaire. En revanche, la majorité de la population approuve plutôt ces mesures. Car depuis le début de la guerre en Ukraine, la propagande qu'une Allemagne sans défense serait une prochaine victime de l'expansionnisme guerrier de Poutine est omniprésente. Et malheureusement, il faut constater que cette propagande, reprise y compris par les syndicats, fait son effet. Un de nos axes de discussions important



Le 5 décembre 2025, à Essen : « La jeunesse n'est pas de la chair à canon. »

est donc d'essayer de convaincre que le risque de guerre ne vient pas d'un Poutine, mais bien de notre propre classe dirigeante.

Malgré tout, le nouveau gouvernement, censé être le chien de combat du patronat, a déjà montré ses premières failles. Car pour avoir la majorité, la CDU de Merz était obligée de s'allier au Parti social-démocrate SPD. Celui-ci, pour ne pas perdre ses derniers électeurs, qui viennent essentiellement du milieu ouvrier et syndical, est bien obligé de faire semblant de s'opposer au moins aux projets les plus anti-ouvriers et réactionnaires de Merz, pendant qu'une fraction de la droite pousse les projets encore plus loin, quitte à faire exploser la coalition.

Si le gouvernement a survécu ces six premiers mois, c'est avant tout grâce au profond sens des responsabilités du Parti social-démocrate envers la bourgeoisie.

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS INDUSTRIELS

Pendant que le gouvernement est encore en train de se disputer sur les attaques à mener contre le monde du travail, celles-ci battent déjà leur plein dans les entreprises. En deux ans, 200 000 emplois ont été détruits rien que dans l'industrie.

Entre 2010 et 2018, le nombre de salariés augmentait dans les entreprises. Mais depuis, on assiste à un revers brutal. Après trois années de récession, le patronat est décidé à se débarrasser

radicalement et au plus vite de tout ce qui pourrait entraver le maintien de ses profits farmineux. On assiste à une série d'attaques violentes, avec des licenciements de masse et des annonces de fermetures de sites les unes après les autres.

On n'en est pas à la « désindustrialisation de l'Allemagne ». Mais c'est une saignée brutale. Et cette fois, elle frappe aussi en grand nombre des travailleurs qui se croyaient encore un peu protégés : les travailleurs des grands groupes de l'automobile, de la construction mécanique, de la chimie, de la fonction publique. Parallèlement, il y a une chasse aux travailleurs malades.

Prenons l'exemple d'un pôle chimique dans la région de la Ruhr, un site avec 10 000 salariés répartis sur plus de 70 usines. Récemment encore, des centaines de jeunes y étaient embauchés en CDI, chaque année, après leur apprentissage. Pour eux, cela voulait dire avoir un travail « à vie », à 3 000 euros net. Quand on venait discuter devant la porte de l'usine, la réaction était souvent : « Ce n'est pas nous qu'il faut aller voir. Nous, ça va bien. »

Depuis deux ans, la situation a complètement changé. Rien que cette année, trois usines sur le site ont été fermées, entraînant des centaines de licenciements. Par ailleurs, tous les apprentis du site ont également été licenciés, 3 500 travailleurs sont externalisés et d'autres sont menacés de baisses importantes de salaire. Et c'est pareil dans toute la chimie.

Ce n'est pas par hasard si précisément à ce moment-là, le gouvernement durcit massivement

les sanctions contre les chômeurs. Si on refuse une offre d'emploi, le RSA ainsi que toute aide au logement et au chauffage peuvent dorénavant être complètement supprimés pour plusieurs mois. Il faut bien faire en sorte que ces centaines de milliers de travailleurs licenciés des grands groupes industriels acceptent maintenant les boulots précaires, au SMIC, avec des conditions de travail dégradées !

Pour le moment, les travailleurs se sentent pour la plupart impuissants face à cette vague de fermetures et de licenciements. D'autant plus que les syndicats les confortent dans ce sentiment. Pire, ils racontent aux travailleurs que l'ennemi ce n'est pas le patron qui licencie, mais le gouvernement qui impose trop de charges aux entreprises.

Par exemple, dans une usine de chimie Ineos en Rhénanie du Nord-Westphalie, les travailleurs viennent d'apprendre au mois d'octobre que la moitié de l'usine fermera fin décembre. La seule réaction du syndicat a été de dire aux travailleurs : « Ne vous inquiétez pas. Les avocats vont négocier un bon plan social. Par contre si on veut sauver le reste de l'usine, il faudra se bagarrer, pour que le gouvernement "nous" aide... contre les concurrences chinoise et américaine. » Dans toute la chimie, face à la série incessante d'annonces de fermetures, les syndicats n'ont pas appelé à un seul débrayage.

Dans les autres secteurs, ce n'est pas beaucoup mieux. Même quand les travailleurs veulent se bagarrer, comme dans l'automobile, les syndicats font tout pour éteindre la petite flamme.

C'était le cas de Volkswagen en début d'année. Et plus encore chez Ford à Cologne, où la direction avait annoncé le licenciement de 3 000 ouvriers, un quart de l'effectif de l'usine. 94 % des 11 000 ouvriers avaient alors voté la grève illimitée pour se bagarrer contre ces licenciements. Mais le syndicat IG Metall n'a malgré tout appelé qu'à un débrayage de 24 heures, avant de signer un accord par lequel il acceptait tous les licenciements. Si on voulait dé-moraliser même les travailleurs qui ne l'étaient pas encore, on ne pouvait pas faire mieux !

Nous essayons de discuter avec les travailleurs du danger de se laisser embrigader par la logique patronale de concurrence, qui les divise entreprise par entreprise et pays par pays et les empêche de se battre contre leur véritable adversaire, alors qu'il faudrait au contraire s'unir pour pouvoir se défendre face à ses attaques massives. Nous tentons de démontrer que cette guerre économique est en train de nous mener vers la guerre tout court.

MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE ET DES IDÉES RÉACTIONNAIRES

La politique de démoralisation et de division menée par les directions syndicales fait le jeu de l'extrême droite.

Celle-ci se renforce à grande vitesse. Le parti d'extrême droite, qui existe depuis à peine douze ans, est devenu le deuxième parti à l'Ouest et le premier dans toutes les régions de l'ancienne Allemagne de l'Est. Et bien que son langage devienne de plus en plus radical, qu'il revendique même ouvertement la déportation de

millions de migrants, même s'ils ont acquis la nationalité allemande, il continue à gagner des électeurs, y compris dans le milieu immigré.

Mais cette évolution rapide choque aussi beaucoup de gens. D'autant que la politique de Merz consiste à essayer de faire concurrence à l'AfD en menant lui aussi une politique très réactionnaire et agressive envers les immigrés. À peine 24 heures après avoir été nommé chancelier, dans une campagne très médiatisée, il a instauré un contrôle aux frontières.

Merz annonce régulièrement le nombre d'expulsions, comme il annoncerait des scores de match de football. Et lui et ses ministres lancent des provocations calculées, expliquant par exemple que les immigrés d'origine arabe, de même que les musulmans, seraient imprégnés de conceptions préhistoriques du mâle, ou encore que les immigrés nuiraient à l'image des villes allemandes.

Face à ces propos, on a entendu à plusieurs reprises des travailleurs immigrés dire : « Il faudrait que nous, les immigrés, on fasse grève une journée. Ils

verraient alors comment ils ont besoin de nous. » Bien que plutôt sympathiques, ces propos traduisent aussi une division entre « eux » et « nous », selon l'origine, qui existait peu au sein de la classe ouvrière en Allemagne jusque-là.

Tout cela pèse sur le quotidien du monde du travail et aussi sur nos activités militantes. Lors des dernières élections, l'AfD est venue en tête dans quasiment tous les quartiers ouvriers où nous sommes régulièrement présents, et elle commence à se faire sentir dans les entreprises.

D'un autre côté, cette évolution réactionnaire inquiète aussi notamment une partie de la jeunesse. Parmi eux, certains ont commencé à se poser des questions sur la société, parfois à travers leurs disputes régulières avec leurs parents influencés par les idées de l'extrême droite.

Il y a donc des gens révoltés face à l'évolution inquiétante de la société. Nous essayons de trouver parmi eux ceux qui sont prêts à se pencher vraiment sur les origines de cette évolution pour tenter de les convaincre de la validité de nos idées.

Lutte ouvrière Arbeidersstrijd (Belgique)

Alors que les crises de gouvernement se multiplient en France ou en Allemagne, en Belgique, le pays qui détient le record de 541 jours sans gouvernement, nous avons actuellement un gouvernement en état de marche. Dans le capitalisme en crise, cela veut dire que nous avons un gouvernement de combat contre les travailleurs.

En place depuis décembre 2024, il vient d'annoncer son troisième paquet d'attaques antiouvrières.

Le Premier ministre de cette coalition de droite est Bart de Wever du parti nationaliste flamand NVA. Ce personnage et son parti ont joué un rôle important en 2010-2011, quand le pays est resté 541 jours sans gouvernement sous la pression des nationalistes flamands, dans une ambiance où les gens avaient peur que le pays n'éclate. Jusqu'à ce que le parti socialiste francophone accepte de réaliser les mesures exigées

par le patronat... pas seulement flamand.

Aujourd'hui, De Wever qui, il y a 15 ans, disait souhaiter la disparition de la Belgique et qui rechignait devant le drapeau belge ou l'allégeance au roi, dit aujourd'hui vouloir célébrer les 200 ans de la Belgique en 2030 en tant que Premier ministre...

Arriver jusque-là ne sera pas si simple. Et pas seulement parce que l'extrême droite flamande risque de récupérer une partie de ses électeurs déçus, mais aussi parce que la bourgeoisie qu'il sert est tout entière prise dans une situation sans issue. Et qui dépasse largement la petite Belgique ou la toute petite Flandre !

LA QUESTION DES AVOIRS RUSSES

Cela se voit en ce moment dans l'histoire des avoirs russes.

Le Premier ministre belge fait actuellement parler de lui, parce qu'il est beaucoup moins chaud que Merz, Macron et Von der Leyen pour enfreindre le droit international et violer la sacro-sainte propriété privée pour saisir les 180 milliards d'euros russes afin de financer la guerre en Ukraine. Cet argent est gelé chez Euroclear, une banque qui se trouve à Bruxelles.

La PDG d'Euroclear prévient du risque d'une grave perte de crédibilité du système bancaire, et d'une possible crise financière. De Wever et la bourgeoisie belge craignent visiblement d'ouvrir une boîte de Pandore et d'être pris pour cible... par la Russie peut-être, mais surtout par les marchés financiers ! Le journal belge *Le Soir* titrait : « Le dilemme Euroclear : terrible cas de conscience de Bart de Wever : sauver l'Ukraine ou les finances de la Belgique. » Ce sont les pressions qu'il reçoit des différents côtés qui

détermineront la décision finale (Merz vient de l'inviter à dîner en tête-à-tête). Mais peu importe de quel côté ce sera et quel diable sortira de la boîte Euroclear, les conséquences seront pour les travailleurs et la population.

MARCHE À LA GUERRE ET GUERRE SOCIALE

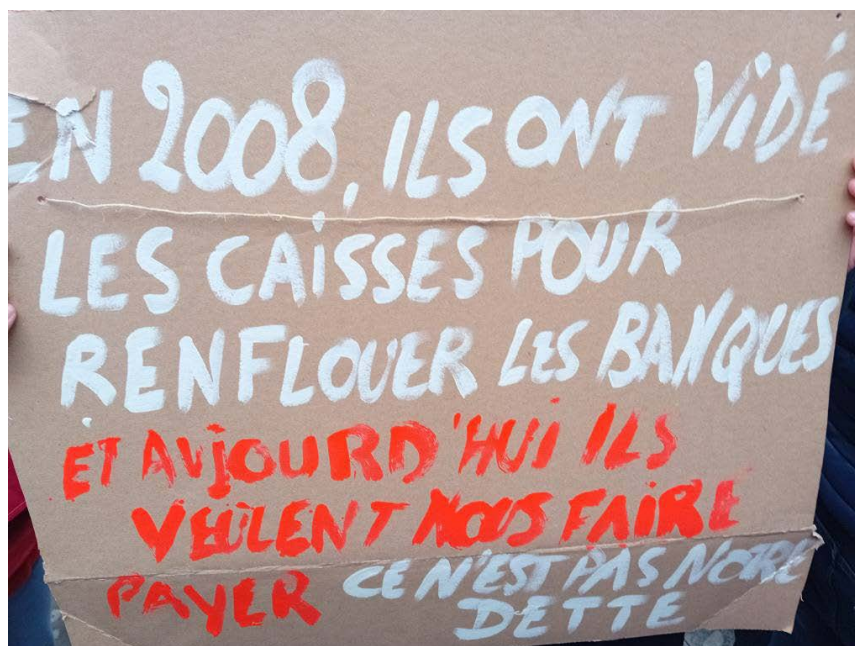
Et bien sûr, la Belgique suit la même voie de militarisation. Le ministre de la Défense, Théo Francken (NVA également), vient d'envoyer une lettre à tous les jeunes de 17 ans les invitant à s'engager dans le nouveau service militaire volontaire d'un an. Il leur promet un salaire de 2 000 euros et de « *se faire des amis pour la vie* ». En fait, il n'y a que 500 places. Mais l'objectif du moment est atteint : faire entrer l'idée de la guerre et du sacrifice pour « son pays » dans les foyers.

Pendant ce temps, la guerre sociale bat son plein. Les attaques pleuvent tous azimuts et à tous les niveaux du pouvoir, ainsi que dans les entreprises bien sûr. Baisse des pensions, économies drastiques dans les services publics, dans les écoles, une nouvelle limitation de l'indexation des salaires, travail du dimanche, toujours plus de flexibilité, augmentation de toutes les taxes communales... Et pour faire accepter les conditions de travail et de salaire dégradées aux travailleurs, la mesure la plus spectaculaire : la limitation des droits de chômage à deux ans. À partir de janvier 2026, près de 200 000 chômeurs vont successivement perdre leurs droits aux allocations. Tout le monde est touché, et l'inquiétude monte, tout comme le sentiment d'impuissance... pour l'instant.

L'Internazionale (Italie) Derrière les fanfaronnades de Meloni

MOBILISATIONS OUVRIÈRES POUR LA CAUSE PALESTINIENNE

Après de nombreuses années



Dans la manifestation
du 14 octobre 2025.

DES RÉACTIONS ENCOURAGEANTES, MAIS BIEN CIRCONSCRITES

Cependant, le 14 octobre, une manifestation nationale à l'appel des directions syndicales a rassemblé 120 000 personnes. Se voir si nombreux avait un effet encourageant. Et une deuxième manifestation aurait peut-être rassemblé encore plus de monde. C'est bien pour ça que les directions syndicales ont appelé à... la grève. On a eu 3 jours de grève : dans les transports publics, puis dans tous les services publics, puis générale, avec le secteur privé. La grève, en Belgique, ça veut dire qu'il y a des piquets, tenus par les permanents et les délégués. Les travailleurs restent très majoritairement à la maison. Au lieu de se trouver à 120 000, on se retrouve à 4, 5 ou 10 dans le froid...

Appeler à ce genre de grève, c'est un moyen que les directions syndicales n'utilisent pas pour la

première fois pour en fait éviter des situations où les travailleurs peuvent se compter et constater qu'ils sont nombreux. Et la cible des directions syndicales, c'est surtout le gouvernement, pour tenter de refaire une santé électorale à la gauche, pas les patrons. Comme le président de la FGTB wallonne, Tamellini, affirmait fin octobre dans la presse : « *Les syndicats, contrairement à ce qu'on croit, sont les premiers défenseurs du développement économique. Les meilleurs ambassadeurs des entreprises, ce sont les délégués syndicaux.* » Plutôt que renforcer les travailleurs face aux attaques graves actuelles et à venir, les directions syndicales ont – une fois de plus – renforcé la démoralisation des militants.

Les communistes révolutionnaires n'ont évidemment aucun moyen de peser, mais toute la situation est propice à la discussion avec des travailleurs comme avec des jeunes, avec ceux qui sont prêts à aller à contre-courant ou cherchent des idées.

d'immobilisme quasi total, une nouveauté est apparue : les manifestations et les grèves en faveur de la population de Gaza qui, de la mi-septembre à la mi-octobre, ont été des mobilisations

importantes dans de nombreuses villes. La Confédération générale du travail (CGIL) y a également participé, en appelant à une journée de grève générale le 3 octobre en accord avec l'USB,

le syndicat indépendant le plus connu.

Cette adhésion massive a été un phénomène qui a beaucoup intéressé et fait écrire les journalistes, qui ont généralement souligné le caractère spontané de la participation aux manifestations. Aujourd'hui, tout cela semble s'être estompé. Quoi qu'il en soit, le souvenir de ce moment où l'on a vu descendre dans la rue bien des gens qui, en temps normal, n'auraient même pas songé à le faire, reste vivant dans tous les esprits.

Les groupes et les éléments les plus actifs, par exemple parmi les dockers, ont agi activement, notamment à Livourne, Gênes et Ancône, pour empêcher l'accostage de navires soupçonnés de transporter des armes vers Israël. Ces actions ont bénéficié d'un soutien massif, non seulement de la part des dockers, mais aussi des manifestants. Leur nombre, une fois rassemblés sur les quais, a découragé l'accostage des navires et obligé les compagnies maritimes à chercher d'autres escales.

Un autre fait positif a été la mobilisation des travailleurs de la sidérurgie. Ce secteur fait l'objet depuis un certain temps d'une restructuration dont les contours ne sont pas bien compris, mise à part la volonté certaine de réduire les effectifs dans ce qui était autrefois les « cathédrales » de la production sidérurgique publique. Dans cette lutte, toujours en cours, ce sont principalement les travailleurs de Tarente et de Gênes qui sont en grève. Tarente est la plus grande aciérie d'Italie et l'une des plus grandes d'Europe, avec environ 7 950 employés sur les 9 700 que compte le groupe. À Gênes comme à Tarente, les ouvriers ont occupé l'autoroute et à Gênes, ils ont bloqué l'aéroport.

Comme toujours lorsque le climat social s'échauffe et que des mobilisations importantes ont lieu, la question de la direction politique du prolétariat se pose. Nous savons bien que les forces et les groupes politiques qui exercent la plus grande influence sur les différentes mobilisations de masse et mouvements de grève sont tous, d'une manière ou d'une autre, rattachés

à la bourgeoisie et limités à son horizon politique. Et dans cette situation le degré de radicalité atteint par ces luttes ne compte pas beaucoup.

Dans le cas des manifestations et des grèves en faveur du peuple palestinien, la présence absolument prépondérante de drapeaux palestiniens rendait claire, même visuellement, la subordination au nationalisme palestinien, sans laisser aucune place à une réflexion internationaliste et communiste, sans aborder le moins du monde la question des classes sociales et sans qu'apparaisse le besoin de se différencier de la bourgeoisie palestinienne.

En ce qui concerne les métallurgistes, disons que, quelle que soit la dureté des formes de lutte, l'un des principaux objectifs des syndicats est le retour en force de l'État dans le capital de la société Acciaierie d'Italia, en insistant dans chaque localité pour le maintien de la production sur place, en en faisant une question locale. Défendre Tarente ou défendre Gênes semble alors prévaloir sur « défendre la classe ouvrière ».

À Gênes, la Fédération des métallos (Fiom) a même réalisé une banderole avec la phrase, en ancien génois, « Che l'inse ? » (J'y vais ?), qui selon la légende aurait été prononcée par Balilla, un jeune garçon du quartier populaire de Portoria, et qui a déclenché, en 1746 (!), la révolte populaire contre les occupants autrichiens et piémontais. L'identification à l'histoire de la ville a joué un mauvais tour à la Fiom génoise, en lui faisant ressusciter l'un des héros et des mythes utilisés par la suite par le fascisme : Balilla, précisément.

Il est certain que la situation de la classe ouvrière dans son ensemble nécessiterait une grande mobilisation générale, solidement organisée pour durer dans le temps et orientée vers quelques objectifs importants, compréhensibles et partageables par tous. La grève nationale convoquée par la CGIL pour le 12 décembre donnera un peu la mesure de la situation, du moins en ce qui concerne les secteurs les plus organisés du monde du travail. Mais il faut dire que la

direction du syndicat n'a même pas voulu renouveler l'expérience unitaire avec le syndicalisme de base et qu'il y a donc déjà eu, fin novembre, un appel à la grève générale de l'USB et d'autres syndicats.

Le gouvernement, lui, a choisi la voie de l'insulte et du dénigrement de la CGIL et du syndicalisme le plus combatif. Et il se vante de ses « succès » dans le domaine économique, y compris l'augmentation du nombre d'emplois. Nous n'avons pas le temps ici d'analyser les données sur lesquelles se fondent les fanfaronnades de Meloni et de ses acolytes, mais il est évident que c'est le nombre de travailleurs des tranches d'âge les plus élevées qui augmente, en raison du recul de l'âge de la retraite, tandis que celui des travailleurs des tranches plus jeunes diminue.

PARASITISME CROISSANT SUR FOND D'ÉCONOMIE STAGNANTE

Entre autres, la quasi-stagnation du PIB, qui replace l'Italie en bas du classement des pays européens en termes de croissance, atteste que cette augmentation du nombre d'emplois se produit en grande partie dans des secteurs de « travail pauvre », c'est-à-dire avec des salaires très bas et dans des domaines peu qualifiés. La semi-stagnation de la demande intérieure de biens de consommation va dans le même sens.

Bien sûr, tout cela n'empêche pas la minorité privilégiée du pays d'accroître sa richesse. Il existe une bourgeoisie qui, dans ses secteurs les plus riches, ceux des millionnaires ou même des milliardaires, n'est pas touchée par les politiques économiques des différents gouvernements et à qui on ne demande pas de contribuer à renflouer les caisses de l'État, qui sont exsangues notamment quand il s'agit de financer l'éducation, la santé ou le logement social.

Ainsi, au Parlement la discussion budgétaire actuelle porte sur environ 18 milliards et demi d'euros. L'augmentation de la richesse patrimoniale enregistrée

en 2024 par les 70 milliardaires italiens officiellement recensés est de 71 milliards, soit près de quatre fois plus !

Le capitalisme italien a renforcé ses caractéristiques parasitaires au cours des dernières années. La famille Agnelli, autrefois symbole de l'industrie nationale, contrôle désormais une société financière qui constitue en fait le « coffre-fort » familial, Exor, domiciliée fiscalement aux Pays-Bas, actionnaire de référence de Stellantis, propriétaire de plusieurs journaux italiens, ainsi que de *The Economist*, mais surtout avec des ramifications financières dans le monde entier.

Pour résumer les caractéristiques du capitalisme italien, trois points sont à souligner.

1. Le poids croissant du secteur financier et de la rente sous toutes ses formes.

2. La pulvérisation du système productif.

3. L'importance de la propriété publique dans le petit groupe des grandes entreprises. Parmi ces grandes entreprises publiques, celles liées à l'énergie occupent une place prépondérante, suivies par celles qui opèrent dans le secteur de la défense.

Les implications politiques de ce « modèle » capitaliste sont diverses. Mais il suffit de souligner les relations tout à fait particulières qui se sont développées au fil des ans entre le secteur capitaliste-étatique et l'appareil d'Etat, les gouvernements et les différents partis politiques. Par exemple, il est presque communément admis par les commentateurs que l'ENI, la grande société italienne des hydrocarbures, a développé une très forte influence sur la politique étrangère italienne, déterminant souvent son orientation ou développant une diplomatie parallèle.

MILITARISATION ET OFFENSIVE CULTURELLE NATIONALISTE

En matière de politique étrangère, le gouvernement Meloni a cherché dès le début à se présenter comme l'allié le plus fidèle des États-Unis en Europe. Cela était vrai à l'époque de Biden et encore



Rassemblement ouvrier à l'aciérie ex-Ilva de Gênes.

plus à celle de Trump. La position de Trump sur la guerre en Ukraine a permis à Meloni et à ses associés de jouer encore plus le rôle d'alliés de Zelensky, mais dans la pratique ils tempèrent considérablement leur soutien et ils misent surtout sur la « solution diplomatique » recherchée par l'administration américaine, plutôt que sur une victoire militaire ukrainienne impossible.

Alors que l'opinion publique est déjà très opposée à une implication directe de l'Italie dans la guerre, cela renforce la conviction que Meloni est une sorte de garantie de paix pour les Italiens, tandis que le Parti démocrate (PD), de centre gauche, est perçu comme le « parti de la guerre » en raison de ses déclarations répétées en faveur d'un soutien militaire encore plus important à Kiev, d'une armée européenne, etc.

Comme dans d'autres pays européens, une simplification du champ politique s'est ainsi imposée, avec d'un côté les objectifs du centre gauche : européisme, armée européenne, armes à l'Ukraine, guerre contre la Russie. De l'autre côté, les objectifs du centre droit apparaissent comme étant la souveraineté nationale, une armée nationale, une aide militaire limitée à l'Ukraine et la perspective de bonnes relations avec tous, y compris la Russie.

Dans notre propagande, nous parlons parfois de « militarisation » de l'économie. Cela est vrai davantage en tant que tendance, en tant que point d'arrivée de l'évolution actuelle des relations économiques et politiques

internationales. L'État italien, le capitalisme italien, sont sans aucun doute eux aussi entrés dans le tourbillon du réarmement, mais cela ne se fait pas de manière linéaire et sans heurts.

La question de l'acier elle-même nous montre quelque chose. L'acier est sans aucun doute un matériau indispensable à la fabrication d'armes lourdes et légères. La possession physique d'entreprises sidérurgiques sur son propre territoire national favorise sans aucun doute les perspectives de réarmement d'un pays. Pourtant, cette simple constatation n'incite ni le gouvernement ni aucun groupe conséquent de la bourgeoisie italienne à revendiquer la possession et la réorganisation des aciéries afin de fournir une base matérielle à la « défense de la patrie ».

Sur le plan propagandiste et, disons, culturel, les choses avancent plus rapidement et, surtout, sans trop de remises en question. Le ministre de la Défense, Guido Crosetto, a promu toute une série d'initiatives qui vont dans le sens d'une réévaluation des forces armées, de leurs « valeurs » (?), de l'histoire nationale vue sous l'angle des batailles et des guerres, sans trop insister sur le front où les militaires italiens étaient déployés. Tout est dissimulé sous des mensonges bien ficelés qui masquent les véritables raisons des guerres, les crimes commis dans le passé par l'armée italienne, la décimation de ses propres soldats lorsqu'ils étaient jugés coupables de « désertion »...

L'offensive propagandiste

patriotique s'étend à la publicité et aux fictions télévisées. Ce ne sont pas seulement des publicités pour le recrutement dans les différentes forces armées et de police. Les fictions proposent constamment des types idéaux d'Italiens : bon caractère, empathie, sympathie pour les plus faibles, mais aussi intelligence, courage et amour pour la patrie jamais ostensiblement exagéré.

Ces productions télévisées nous parlent de soldats, de

scientifiques, de médecins, d'entrepreneurs, avec une technique certes beaucoup plus raffinée que celle du cinéma de l'époque de Mussolini, mais qui vise toujours à renforcer le sentiment d'« identité nationale » jusqu'à en faire, évidemment, quelque chose que l'on doit être prêt à défendre au péril de sa vie si nécessaire.

Même dans les écoles, l'offensive « culturelle » nationaliste se poursuit. Les initiatives se

multiplient, impliquant parfois même les enfants du primaire, toujours dans le double objectif d'augmenter le « taux de patriotisme » de la population et de présenter le monde militaire comme un milieu amical, qui peut d'ailleurs aussi offrir un travail rémunéré, quelque chose qu'il faut soutenir et approuver dans tous les cas. L'armée, ce sont « nos garçons qui nous défendent », comme on l'a entendu récemment lors d'une rencontre avec une classe d'écoliers dans le Sud.

Sınıf Mücadelesi (Turquie)

LE CLAN D'ERDOGAN S'ACCROCHE AU POUVOIR

Depuis l'an dernier, la situation en Turquie a continué de se dégrader sur tous les plans, économiquement, politiquement et socialement. Une conséquence est le discrédit total du gouvernement Erdogan, qui se maintient au pouvoir en appliquant une répression accrue. Il entretient aussi l'apparence d'une ouverture sur la question kurde, en ayant des rencontres avec le parti nationaliste kurde, le DEM. Cela ne débouche sur rien de concret mais cela permet de faire des discours sur une « solution » qui aboutirait à « la fraternisation des peuples kurde, arabe et turc » en Turquie et dans tout le Moyen-Orient !

Il y a déjà eu une tentative de ce genre il y a une dizaine d'années, après laquelle le pouvoir d'Erdogan non seulement n'avait pas tenu ses promesses, mais avait augmenté la répression contre le mouvement nationaliste kurde. Aujourd'hui aussi, il est probable qu'on arrive à une impasse et un échec. Le pouvoir d'Erdogan, qui est incapable de reconnaître les droits de la population turque sera tout aussi incapable de les reconnaître à la population kurde de Turquie. En fait, Erdogan propose cette alliance au DEM pour obtenir les voix de la population kurde aux prochaines élections, que sinon il est sûr de perdre, mais il n'est pas prêt à faire la moindre concession concrète.

En attendant, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, très populaire et qui est le principal opposant à Erdogan, a été emprisonné au mois de mars et il est maintenant menacé de 2 340 années de prison ! Le dossier d'accusation fait 3 700 pages et accumule les accusations sans aucune preuve. Plusieurs maires d'arrondissements d'Istanbul et le conseil d'administration de la municipalité sont également mis en examen pour diverses infractions plus ou moins inventées comme le trucage d'appels d'offres, le blanchiment d'argent, des tentatives d'abus de pouvoir et l'encaissement de pots-de-vin. Mais Imamoglu est également « tenu responsable des crimes commis par d'autres », en tant que dirigeant d'une organisation qui n'est autre que le Parti social-démocrate CHP, l'ancien parti de Mustafa Kemal, qui est pourtant bien loin d'être un parti révolutionnaire. [...]

UNE BASE SOCIALE ÉRODÉE PAR LA CRISE

Le problème d'Erdogan est que, depuis dix ans, le régime a perdu progressivement sa base sociale et électorale à cause de ses méthodes dictatoriales et surtout du fait de l'usure économique. En octobre 2023, le taux de chômage avait atteint 21,3 % et le taux actuel est de 28,6 %. Alors que l'on compte 32 millions et demi de salariés, le nombre de chômeurs dépasse 11 millions de personnes, soit un taux de

chômage de 25 %. Le résultat de cette crise économique est qu'en octobre 2023, près de 23 millions de personnes étaient poursuivies en justice car elles ne pouvaient plus rembourser leurs dettes. Et ce chiffre a continué à augmenter.

Quand le parti d'Erdogan est arrivé au pouvoir en 2003, la dette extérieure était de 130 milliards de dollars et actuellement elle grimpe à 550 milliards de dollars. Parallèlement, une minorité de capitalistes et de dirigeants proches d'Erdogan se sont enrichis énormément. Mais 20 % des ressources de l'État sont englouties dans le paiement des seuls intérêts de la dette.

Pour pouvoir rester au pouvoir avec une telle dégradation sociale, Erdogan et sa bande ont appliqué « la méthode du bâton ». Aussi, ces dix dernières années, les mises en détention ont battu des records. Rien que ces six derniers mois, il y a eu 50 000 incarcérations supplémentaires. Et le nombre total des prisonniers a franchi 400 000, alors que les prisons ne comptent que 300 000 places. Ainsi, sur un total de 143 pays, la Turquie d'Erdogan est classée officiellement en 118^e position pour le respect des lois et en 134^e position en ce qui concerne le respect des droits humains fondamentaux.

Bien sûr, on peut penser que le mécontentement de la population finira par exploser comme on l'a vu dans plusieurs pays ces dernières années, et cela a d'ailleurs commencé à se produire en mars après l'arrestation d'Imamoglu. Mais en fait, le parti

kémaliste CHP, qui est devenu le plus grand parti d'opposition depuis les élections municipales de 2024, sert un peu de soupape de sécurité. Depuis mars dernier, il a organisé 59 meetings de masse, même dans les forteresses du parti d'Erdogan, en promettant que « *demain sera merveilleux* » mais en n'offrant comme perspective que de bien voter aux prochaines élections. Il n'y a certes pas à s'en étonner de la part de ce parti bourgeois qui a été longtemps au gouvernement et qui est vraiment un élément du système politique.

D'autre part, s'il y a bien des luttes qui continuent dans différents secteurs, elles sont en général bien encadrées par les bureaucraties syndicales et, face



Devant une agence pour l'emploi.

à elles, le pouvoir et le patronat peuvent faire quelques concessions sur le plan économique. Mais on ne peut que se demander

jusqu'à quand la bourgeoisie turque réussira à empêcher que la situation ne débouche sur une véritable explosion sociale.

Lutte ouvrière (La Réunion)

LE LOURD TRIBUT DE L'EXPLOITATION

Les travailleurs, à La Réunion, sont confrontés aux mêmes difficultés sociales qu'ici. Le poids du chômage et de la précarité dégrade les conditions d'existence des classes populaires. Le patronat avide de profits impose l'aggravation des conditions de travail et les bas salaires. En 2024, huit travailleurs ont perdu la vie au travail. Le chiffre des accidents du travail est en hausse. 6 650 accidents déclarés, ça fait presque 30 accidents pour 1 000 salariés. Le secteur du BTP n'est plus le seul à être gravement touché.

Prenons la grande distribution, entre les mains de quelques riches familles et groupes capitalistes hexagonaux ou antillais, qui emploie des milliers de salariés. La rentabilité est supérieure à celle de la métropole. Ces exploitateurs affirment avec fierté que les périodes de crises favorisent leurs affaires. En effet, ils ne se sont pas privés d'augmenter les prix durant le Covid et le blocage du canal de Suez. Leurs profits augmentent d'année en année. Les consommateurs en payent le prix, ça c'est visible. Ce qui l'est moins, c'est ce qu'ils coûtent aux travailleurs, payés

la plupart du temps au Smic avec des contrats précaires et à temps partiel pour des cadences infernales, un travail physique et répétitif, la pression des chefs pour faire du chiffre et la polyvalence. Des conditions de travail qui occasionnent maladies musculo-squelettiques et burn-out.

Dans les entreprises de service à la personne qui emploient plusieurs milliers de travailleuses, les recrutements se font aussi au smic et bien souvent à temps partiel. De plus, ces travailleuses sont contraintes de prendre leur véhicule personnel pour effectuer leurs déplacements et leurs indemnités ne couvrent pas intégralement les frais engagés. En ne remplaçant pas les départs en retraite, les démissions et les arrêts maladie, les patrons font tout pour récupérer ce qu'ils ont dû lâcher en augmentation de salaires dans des secteurs qui s'étaient mobilisés. Ainsi les chefs utilisent tous les stratagèmes pour faire accepter de faire faire le travail de plusieurs par une seule personne. Finalement, les arrêts maladie et les accidents de travail ne cessent d'augmenter.

Dans les hôpitaux, le sous-effectif est chronique : 48 % des soignants seraient en situation d'épuisement. En fait, c'est dans tous les secteurs, privé comme public, que la situation des

travailleurs se dégrade. La disparition de milliers d'emplois aidés, comme les emplois PEC, et la réduction de leur prise en charge par l'État enlève un gagne-pain aux familles les plus modestes et fait peser en même temps un grave danger sur les activités indispensables d'associations et des collectivités locales.

Face à l'ampleur des attaques patronales dans les petites boîtes comme dans des plus grandes, le syndicat CGTR est appelé à l'aide dans des conflits collectifs, sur les salaires ou contre des licenciements. La politique des révolutionnaires est alors d'y défendre quelques principes de démocratie dans la lutte. Mais de nombreux travailleurs isolés, déboussolés ou voulant fuir l'enfer du travail, en sont réduits à entamer de longs et hasardeux parcours devant les prud'hommes pour récupérer leur paie ou des indemnités.

Seuls les révolutionnaires peuvent alors leur faire découvrir les idées de la lutte de classe et leur faire prendre conscience que les travailleurs font tout fonctionner dans la société et que les patrons sont les profiteurs et les parasites. Déjà, les patrons sont choyés par les responsables de droite et de gauche à coups de millions de subventions. Mais en plus, comme encore récemment lors de la mort d'un patron réunionnais,



Grève des ouvriers de l'usine de broyage de canne à sucre, à Bois-Rouge, pour les salaires, en septembre 2025.

les responsables politiques, LFI en tête, n'ont pas assez de mots pour exprimer leur tristesse...

LE CYCLONE, RÉVÉLATEUR DE L'INCURIE DE L'ÉTAT

Le 28 février, le passage du cyclone Garance a fait 5 morts, a eu des impacts importants sur les habitations, l'agriculture, les réseaux électriques et de téléphonie, les bâtiments publics. Il y a eu des coupures électriques dans tous les secteurs de l'île. La remise en état des réseaux de téléphonie a pris jusqu'à 5 mois dans certains quartiers. Des habitants ont fait entendre leur colère en bloquant les rues, comme à Saint-André ou à Saint-Benoît. En fait, Garance a révélé le manque chronique de moyens et d'entretien des réseaux, les malfaçons dans les constructions, les incohérences des contrats de partage des réseaux mobiles et d'internet entre les principaux opérateurs de l'île et les sous-traitants qui se renvoient la balle quand il

s'agit d'intervenir pour faire les réparations...

Les coupures d'eau trop fréquentes ne sont pas dues au cyclone mais à l'incurie générale concernant la gestion de ce produit de nécessité vitale. Dans le cirque de Salazie, des habitants s'organisent. À la veille d'élections municipales, ils veulent que le maire mette les compagnies fermières en demeure de remplir leurs obligations. Pour bien se faire comprendre, ils invitent la population à apporter leurs factures d'eau à la mairie dans une opération « pas d'eau, pas de paiement ».

LA CAMPAGNE MUNICIPALE

Comme c'est le cas depuis 2001, Lutte ouvrière présentera une liste à la mairie de Saint-Benoît. La question de la vie qui devient de plus en plus dure, la question du pouvoir d'achat, y est la première préoccupation des travailleurs. Saint-Benoît est une ville particulièrement touchée

par le chômage. Beaucoup de familles vivent des revenus sociaux. Les gens râlent beaucoup sur les prix qui ne cessent d'augmenter. Même les produits locaux sont hors de prix (banane : 7 euros le kilogramme, les poivrons : plus de 5 euros, etc.). On entend dire : « *On mange moins, on ne va plus chez le dentiste. On serre les dents, mais bientôt on serrera nos gencives.* » Un jeune travailleur dénonce : « *Je bosse 6 jours sur 7, je suis à découvert tous les mois. Mon patron n'a aucun respect. Si je dis quelque chose, je saute.* » Même si le maire Selly a apporté un temps son soutien à Macron – ce qui lui était largement reproché –, ce n'est pas là-dessus qu'il est le plus critiqué aujourd'hui. Les critiques portent surtout sur la déliquescence de la ville.

Sur ce thème, associant insécurité et délinquance, le RN s'est renforcé et on entend : « *Eux, au moins, ils parlent clair.* ». Certains ajoutent : « *Je ne suis pas raciste, mais il y a trop de délinquance, trop d'étrangers.* » Un agriculteur avoue même : « *Mon gendre est comorien, mes petits-enfants ressemblent à des Comoriens. Je les adore. Mais je pense voter RN.* » La sécurité, ce thème cher à l'extrême droite, est même devenue un des axes de campagne du député LFI Ratenon, qui présente une liste aux municipales de Saint-Benoît.

L'affirmation de la force qu'aura le camp des travailleurs, unis contre les exploiters, suscite de la sympathie. Ce qu'un travailleur a résumé ainsi : « *On n'a pas les mêmes origines. Mais on a les mêmes galères. Et si on se lève ensemble, on aura aussi les mêmes victoires.* »

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Maghreb: les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants

n° 181, 10 mai 2025 - 3 €

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples

n° 180, 15 mars 2025 - 3 €

Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?

n° 179, 1^{er} février 2025 - 3 €

Le système de santé, malade de la financiarisation

n° 178, 23 novembre 2024 - 3 €

L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs

n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

n° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) - août 2023 - 3 €

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail
Accidents, décès, maladies professionnelles
Édité par Lutte ouvrière - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

**La prochaine fête de Lutte ouvrière,
à Presles (Val-d'Oise), aura lieu
les 23, 24 et 25 mai 2026**



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)

*Les luttes de la classe
ouvrière pour son
indépendance politique*

Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

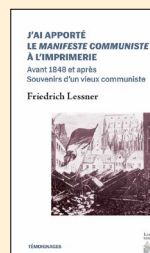
À paraître

**J'ai apporté le Manifeste
communiste à l'imprimerie**
Avant 1848 et après -
Souvenirs d'un vieux communiste
Friedrich Lessner

Collection Témoignages - 144 pages
Prix de souscription (avant parution) : 7 €
Prix public : 11 €

J'ai allumé le feu
Une grève, un collectif:
Chausson 1975
Pierre Chaze

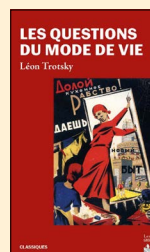
Collection Témoignages - 160 pages
Prix de souscription (avant parution) : 7 €
Prix public : 11 €



Dernières parutions

Les Questions du mode de vie
Léon Trotsky

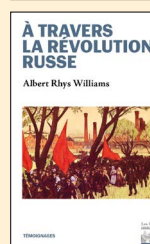
Collection Classiques - 13 €



À travers la Révolution russe

Albert Rhys Williams

Collection Témoignages - 16 €



PUBLICITÉ

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
Lutte ouvrière – PAT
BP 20029 – 93501 Pantin Cedex
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Da5s rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



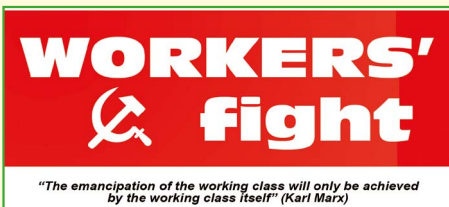
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX – GRANDE-BRETAGNE
Abonnement un an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € – Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, l'Aiguille – 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO – ITALIE
Abonnement un an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX – GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>

